

KAIROS : LA TRISTE DÉRIVE « ANTIPRODUCTIVISTE »

Lancé au printemps 2012, *Kairos* promettait d'enrichir l'offre médiatique avec un regard qui romprait avec « le consumérisme, la croissance, le développement, le progrès, la marchandisation du monde (...) ». Coup de projecteur sur ce bimestriel qui a viré complotiste et s'est rapproché de l'extrême droite.

Isabelle Philippon (CSCE)

Les positions caricaturales défendues par *Kairos* pendant la crise Covid, éructant contre les mesures sanitaires décidées par le gouvernement et contre la presse mainstream « valet du pouvoir » ont fait sortir le bimestriel *Kairos* de l'ombre. Et la question portant sur les supposés conflits d'intérêts des experts sanitaires, posée par Alexandre Penasse, son rédac' chef à la conférence de presse du Comité de concertation (Codeco), le 15 avril 2020, et transmise en direct à la télévision, a sorti ce journaliste de l'anonymat. Depuis lors, le bimestriel n'exploite plus que la veine « anti » (anti-partis démocratiques, anti-élites, anti-entreprises, anti-médias « traditionnels », etc.) : un peu court comme projet éditorial. Et, pour doper l'audience du titre, Penasse inonde les réseaux sociaux de ses capsules vidéos où il se met en scène, dénonçant inlassa-

tant plus que le journal troque alors son profil de « média alternatif » (avec tout ce que cela suppose comme honnêteté intellectuelle, recul, analyses argumentées) contre un positionnement purement activiste, appelant régulièrement à des manifestations contre les mesures sanitaires, en chœur avec un réseau de médias et de sites « dissidents » - dont certains aux nets relents d'extrême droite, mais de cela les sympathisants de *Kairos* ne sont pas nécessairement conscients. Son rédacteur en chef, quant à lui, se filme à toutes les manifs, met en scène ses altercations avec les forces de l'ordre, s'érige en défenseur de la vérité et victime du système. Ce positionnement a donc permis à Penasse et

***Kairos* à ses débuts nous propose une communauté qui s'oppose radicalement, mais dans la non-violence, à la société productiviste : de quoi occuper un espace intéressant dans la sphère médiatique**

blement le « récit officiel » dans de longs monologues où l'on cherche souvent vainement des éléments de fond.

***Kairos* a profité du Covid**

Le positionnement de *Kairos* durant la crise sanitaire a fait mouche auprès d'une frange de citoyens échaudés par des mesures gouvernementales parfois critiquables, par le traitement médiatique de la crise en partie défaillant, par la « neutralisation » de ceux qui osaient des positions différentes (lire l'article « Ces erreurs de la presse mainstream qui ont aidé Penasse en p. 30). Durant cette période, le nom de *Kairos* résonne haut et fort dans une partie de la population, et ce d'au-

son journal de gagner en visibilité, et a certainement dopé les ventes du journal et, surtout, les visites sur ses pages Facebook et autres vidéos YouTube.

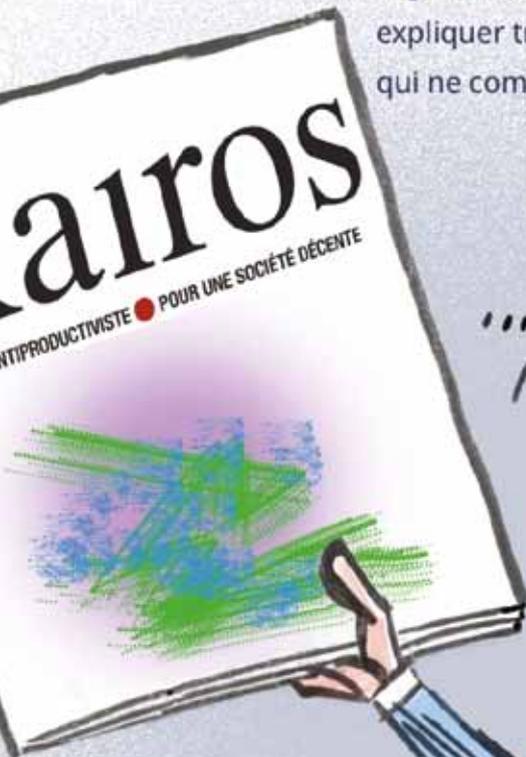
Mais, de l'autre côté, nombre de sympathisants de la première heure, qui s'étaient félicités de l'arrivée sur le marché médiatique d'un titre promettant de porter un regard critique sur la société productiviste et tous ses méfaits, sociaux, économiques et environnementaux, se sont détournés, horrifiés de la tournure éditoriale prise par le bimestriel (lire l'interview de Bruno Poncelet et Benjamin Vandevandel « Oui, *Kairos* verse parfois dans le complotisme », en p. 16).

En réalité, cette dérive existait déjà en germe dès les premières années du journal, principalement du chef ↗

DU JOURNAL POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE »

mettre les points sur les i \mə.tʁə lə pwɛ syb lə.z_ɪ\ ou \mɛtʁ-\ ou \-lɛ ɪ\ (se conjugue → VOIR LA CONJUGAISON DE *mettre*)

1. (*Figuré*) Donner toutes les précisions, y compris les plus détaillées, expliquer très clairement et fermement quelque chose à quelqu'un qui ne comprend pas ou ne veut pas comprendre.



...MARRANT QUAND MÊME DE
METTRE LE POINT SOUS LE i
DÈS LA
PREMIÈRE
PAGE...

LE 2^e UN =



Un journal pour « une société décente »

« Nous lançons un journal papier bimensuel d'orientation antiproduktiviste en Communauté française. Son titre est *Kairos*, terme grec qui signifie "le moment opportun pour initier le changement". Son sous-titre : "journal antiproduktiviste" pour une société décente » (...) « Ce journal sera entièrement bénévole, mais toute bénévole que soit l'équipe, faire un journal papier coûte de l'argent ! Pour lancer *Kairos*, nous devons pouvoir préfinancer entièrement la constitution et l'envoi des deux premiers numéros qui seront tirés à 5.500 exemplaires (4 pages couleur, 12 à

⇒ d'Alexandre Penasse (lire l'article « La radicalité de *Kairos* : un choix opportuniste » en p. 24, et l'interview de Gerald Hanotiaux, « *Kairos*, le journal d'un seul homme », en p. 21). Mais des collaborateurs passionnés – tous bénévoles – enrichissant *Kairos* d'articles de bonne facture et d'une identité visuelle de qualité, sont parvenus un temps (tant bien que mal) à faire oublier les positionnements problématiques du rédacteur en chef. Chronique d'un naufrage annoncé...

20 pages en noir et blanc). Notre objectif est de parvenir dans quelques mois à avoir au moins 700 abonnés, ce qui permettra avec un journal vendu 3 euros, de couvrir la majeure partie des dépenses. Des recettes issues des ventes du journal "à la criée" et d'activités connexes (conférences, rencontres, etc.), permettront de pourvoir au surplus. Nous devons donc rassembler quelques milliers d'euros pour lancer notre journal. C'est la raison pour laquelle nous faisons appel à votre générosité. (...) »



POURQUOI UN DOSSIER SUR KAIROS ?

Si nous avons décidé de consacrer tout un dossier à *Kairos* dans ce numéro d'*Ensemble !*, c'est parce que ce bimestriel nous semble incarner toutes les dérives d'une presse prétendument alternative. Si être un journal « alternatif » suggère que l'on traite de thèmes non abordés ailleurs, là où l'on dépend de la course à l'audimat, on est pour. Si être un journal « alternatif » signifie que l'on donne la parole à des experts, des témoins, des intellectuels peu vus et entendus dans d'autres médias, on applaudit. S'il s'agit d'analyser des événements, des mouvements politiques, sociaux, économiques, voire sanitaires, à l'aide d'autres paradigmes que ceux qui fondent le capitalisme et la société néo-libérale, et qui imprègnent, souvent à son insu, la presse *mainstream*, on se réjouit. S'il s'agit de prendre son temps, de creuser patiemment des infos qui demandent de l'investigation minutieuse, on s'abonne. S'il s'agit de dénoncer des pratiques qui visent à toujours donner

davantage aux plus forts, aux plus nantis, et à toujours priver davantage les plus vulnérables, on participe. La presse alternative existe – en Belgique aussi : *Medor*, *Wilfried*, *La Revue Nouvelle*, *Politique*, *Imagine Demain le monde*, *Ensemble !*, (...) -, et elle est une condition *sine qua non* de la vigueur démocratique. Si l'adjectif « alternatif » concerne la méthode journalistique, à savoir qu'elle s'écarte du code de déontologie qui veut que le journaliste recherche la vérité auprès de plusieurs sources et les recoupe, alors on n'est pas d'accord. S'il s'agit « juste » de présenter un autre récit que le récit officiel, de prendre le contrepied de la presse *mainstream*, et que la ligne éditoriale s'arrête là, on est déçus. S'il s'agit de sacrifier les pratiques journalistiques traditionnelles – les réunions de rédaction, la discussion collective des sujets, etc. – pour favoriser le pouvoir d'un seul homme, on cale. S'il s'agit de présenter des thèses farfelues à un public insécurisé, parce que

cela rapporte en terme commercial, on enrage. S'il s'agit de faire prendre des risques pour leur santé à des lecteurs vulnérables, on désespère. Et si le qualificatif « alternatif » signifie que l'on s'allie avec des personnalités d'extrême droite développant, elles aussi, des thèses « alternatives », on s'insurge.

Cela fait des années qu'*Ensemble !* monte au créneau pour dénoncer ce qui nous apparaît comme des dérives de la presse *mainstream* : son recours à des experts « prêts-à-penser » ; sa connivence parfois un brin incertaine avec les dirigeants ; ses conditions de travail qui hypothèquent la qualité journalistique ; ses tentations de reproduire dans ses colonnes ou sur ses antennes la culture du clash au détriment, parfois, de la vérité ; sa propension à expliquer la société et ses tourments à partir d'un point de vue d'Européen blanc, nanti, si peu diversifié (1). Ici encore, dans ce dossier, nous pointons la couver-

L'ASBL Kairos succède à *Respire*

Cet appel aux dons a été publié en avril 2012, date de la sortie du premier numéro de *Kairos*, et est signé par les trois co-fondateurs du journal – son rédacteur en chef Alexandre Penasse, le dessinateur, graphiste et metteur en page Pierre Lecrenier, et le co-rédacteur en chef Jean-Baptiste Godinot, lequel allait bientôt participer à la fondation du mouvement citoyen Rassemblement R, dans l'espoir de fédérer les citoyens et militants déçus d'Ecolo en vue des élections européennes de 2014. Ce nouveau venu sur la scène médiatique belge est d'abord édité par l'ASBL *Respire*. Mais peu de temps après le démarrage, les relations entre Alexandre Penasse et Jean-Baptiste Godinot se sont dégradées, et ce dernier a quitté le navire. L'ASBL *Kairos* est alors portée sur les fonts baptismaux en août 2013, par Alexandre Penasse, sa compagne Michaela, et Laurent Hachouche, un ami d'enfance de Penasse. « L'association a pour objectifs de défendre les principes et valeurs d'une société dé-

Désormais, le bimestriel n'exploite plus que la veine « anti » (anti-partis démocratiques, anti-élites, anti-entreprises, anti-médias « traditionnels », etc.) : un peu court comme projet éditorial...

ture médiatique, sujette à caution, de cette même presse au cours de la crise sanitaire, qui a participé au succès de *Kairos* (lire l'article « *Ces erreurs de la presse mainstream qui ont aidé Penasse* », en p. 30).

Nous ne pouvions donc pas rester sans réaction lorsque les dérives sont le fait d'une presse qui se dit « alternative ». Cette démarche nous semble d'autant plus nécessaire que tout n'est pas à jeter dans *Kairos*. Qu'il s'y cache, entre deux articles indéfendables ou illisibles, l'un ou l'autre article intéressant. Qu'y contribuent encore, même si de moins en moins, des collaborateurs de qualité. D'autant plus nécessaire, aussi, que le rayonnement de *Kairos* dépasse largement la seule édition « papier » du bimestriel, relativement confidentielle. Le titre répend ses *fake news* sur son site *kairospresse.be*, sur les pages Facebook des Amis de *Kairos*, et sur le groupe privé la Ré(love)ution de salon. Autant de déclinaisons qui lui permettent de « rayonner » bien au-delà du cercle de ses abonnés, et

qui le relie à la galaxie complotiste. Nous espérons que ce dossier qui, avant de porter des accusations, a d'abord cherché à savoir « qui » est vraiment *Kairos*, permettra aux lecteurs de notre journal mais, pourquoi pas, peut-être aussi à certains sympathisants de *Kairos*, de prendre conscience de la dérive qui est la sienne.

(1) Lire notamment « Les experts prêts à penser », *Ensemble !* n°94, septembre 2017, pp. 68-80 ; « Pigistes, ces forçats de l'info », *Ensemble !* n°95, décembre 2017, pp. 84-93 ; « Pourquoi le social ne nous est plus conté », *Ensemble !* n°97, septembre 2018, pp. 82-93 ; « Ces *fake news* qui gangrènent les esprits et la société », *Ensemble !* n°98, décembre 2018, pp. 80-89 ; « Distanciation sociale ou distanciation de classe ? », *Ensemble !* n°103, octobre 2020, pp. 78-95

cente et de lutter contre toutes les formes d'aliénation moderne. Elle le fera par tous les moyens qu'elle jugera pertinents et efficaces, notamment par l'édition d'un journal », lit-on dans les statuts de l'association.

Un bimestriel papier...

Aujourd'hui, soit plus de dix ans après son lancement, *Kairos* existe toujours sous la forme d'un bimestriel : on dit bien d'un bimestriel, et non d'un bimensuel ainsi qu'on le trouve souvent qualifié sur la Toile et ailleurs, par les principaux concernés (y compris par Jacques Englebort, l'ancien avocat de *Kairos* !). Ce journal paraît en effet une fois tous les deux mois (bimestriel) et non deux fois par mois (bimensuel). Un bimestriel, donc, « papier », d'une vingtaine de pages en format A2 (59 cm sur 42), en noir et blanc hormis les deux pages de couverture qui sont en couleur. Le journal est vendu au prix de quatre euros dans près de 250 librairies, dont 69 à Bruxelles, 55 dans le Hainaut, une quarantaine en région liégeoise et dans le Hainaut, et une trentaine dans le Brabant wallon. A combien d'exemplaires tire-t-il aujourd'hui ? Combien d'abonnés a-t-il (un ancien de *Kairos* évoque le nombre de 400 abonnés avant la crise sanitaire, et d'un tirage de 3.500 exemplaires) ? Combien de numéros se vendent-ils en librairie ? Nous aurions bien aimé pouvoir poser ces questions, et bien d'autres encore, à Alexandre Penasse, mais celui-ci a décliné nos demandes d'interview, avant de nous ↗



⇒ en proposer une... après le bouclage (lire l'article « Je ne vois pas l'intérêt de faire une interview avec vous », en p. 8) (1). Nous avons donc dû nous contenter de ces coups de sonde téléphoniques effectués auprès de quelques librairies. Le message essentiel qui en ressort est le suivant : « *Nous n'avons jamais vendu beaucoup de numéros de ce journal – nous écoulions une dizaine de numéros avant la crise sanitaire, un peu plus pendant la crise, et maintenant nous sommes retombés à moins de dix -, mais nous avons quelques acheteurs fidèles. Nous avons cependant observé un intérêt accru de nos clients pendant la crise sanitaire, mais celui-ci est manifestement retombé.* » Une des libraires contactées nous a également partagé ce sentiment : « *Je pense que ce sont surtout les pages Kairos sur Facebook qui sont consultées, bien davantage que le journal "papier".* » Précisons que ces quelques coups de sonde ne prétendent en rien constituer un sondage et n'ont donc pas de valeur « scientifique ».

... et ses déclinaisons sur le Web

Par la suite, *Kairos* s'est également décliné sur son site internet (kairospresse.be), sa page Facebook « officielle » et, plus récemment, sur des groupes « satellites » : « Les Amis de Kairos », qui compte quelque 2.700 followers – et les Amis de Kairos Namur

(un millier de sympathisants) -, et le groupe privé « La Re(love)ution du salon », avec ses plus de 5.200 membres.

Les pages « officielles » de *Kairos* relaient largement le contenu du journal « papier », et sont agrémentées de live et autres rendez-vous vidéos avec des « experts » (sanitaires, mais aussi militaires depuis la guerre en Ukraine, et autres journalistes « dissidents »). On peut y voir aussi, très régulièrement, des appels aux dons « Soutenez la presse libre ! » à verser sur le compte de l'ASBL Kairos.

Les pages des « Amis de Kairos », créées en août 2021 à la faveur de la hausse (momentanée ?) du journal pendant la crise sanitaire, ont pour but de « faire connaître le bimestriel », de « créer des réseaux » et d'« organiser des conférences » et autres événements. Depuis que la pandémie – qui a été d'un grand intérêt commercial pour *Kairos* – s'est quelque peu effacée de l'actualité, on y trouve de plus en plus de doublons avec la page FB de *Kairos* : on sent bien que l'inspiration des « Amis » tend à s'essouffler.

Même constat pour ce qui est du groupe privé « La Re(love)ution du salon » : créé en décembre 2021 par

PENASSE : « JE NE VOIS PAS L'INTÉRÊT DE FAIRE UNE

Nous aurions aimé pouvoir entendre la réaction d'Alexandre Penasse, rédacteur en chef de *Kairos*, à nos informations et nos analyses. En septembre 2022, pendant la préparation de ce dossier, nous avons donc sollicité une rencontre, en ces termes : « *Bonjour Monsieur Penasse. Je suis en train de préparer un article sur Kairos (son positionnement éditorial et son évolution depuis la crise sanitaire) pour la revue Ensemble ! Accepteriez-vous de vous prêter à une interview ? (...)* »

Voici sa réponse : « *Bonjour, il y a plus d'un an, alors que vous écriviez un article calomnieux à mon sujet, très certainement dicté par votre collègue Gérald Hanotiaux (NDLR : un de nos collègues à Ensemble !, ancien collaborateur de Kairos), face à l'impossibilité de trouver une solution à l'amiable nous vous avons mis en demeure de retirer le PDF de votre site. Nous n'avons jamais obtenu de réponse. Je ne vois pas maintenant l'intérêt de faire une interview avec vous.*

Sachez toutefois que nous ne tolérons plus aucune calomnie de la part de vous ou d'un autre journaliste. Nous sommes assez attaqués par la sphère bienpensante de gauche ou



Alexandre Penasse, le rédacteur en chef de *Kairos*, s'est vu refuser l'entrée à la conférence de presse faisant suite à la réunion du Conseil national de sécurité, en avril 2020 (sixième semaine du confinement). Tout bon pour sa popularité auprès d'un certain lectorat.

de droite, que pour ne pas nous en défendre. »

Il est vrai que dans son numéro 96 d'avril 2018 – il y aura donc bientôt cinq ans (!), *Ensemble !* a publié, dans le cadre d'un dossier consacré aux aides à la presse, un encadré titré « La transparence : le critère manquant des aides à la presse » (1),

dans lequel nous relations les interrogations de notre collègue Gérald Hanotiaux, ancien membre du CA de *Kairos* sur l'affectation des aides à la presse qu'avait touchées le bimestriel. Le 22 juillet 2021, soit trois ans après la publication de l'article (!), nous avons reçu une lettre de la part d'Aude Tanghe, l'avocate d'Alexandre Penasse, nous mettant en

des lieutenants d'Alexandre Penasse dans le but d'orchestrer plus ou moins discrètement des campagnes (mails, posts Facebook, etc.) contre les responsables politiques imposant des mesures sanitaires « criminelles » et les journalistes coupables de les relayer (*lire Les délires de Kairos @Cie sur Facebook en p. 26*), David Schiepers, l'humoriste animateur en chef de ce groupe, ne semble plus trop savoir comment garder l'intérêt de ses lecteurs. Notons qu'à notre demande d'interview, que nous lui avons adressée via la messagerie Facebook, l'homme a répondu par le seul mutisme.

Kairos a également exploité une chaîne YouTube, mais elle a été fermée par la plateforme en décembre 2021, en raison du non-respect du règlement de la communauté YouTube, plus précisément du Règlement Covid-19 de la plateforme appartenant à Google (*lire l'article « Surtout ne pas interdire », en p. 40*).

Promesses non tenues

Dans son premier numéro, Kairos propose « d'autres possibles », « Des sociétés dans lesquelles les plus forts

Nombre de sympathisants de la première heure, qui s'étaient félicités de l'arrivée sur le marché médiatique d'un titre promettant de porter un regard critique sur la société productiviste, se sont détournés, horrifiés de la tournure éditoriale prise par le bimestriel

n'exploitent pas les plus faibles, où les personnes ne sont pas réduites à leurs fonctions de production et de consommation ; des sociétés qui dépassent les catégories binaires (travailleur/chômeur, jeune/vieux, étranger/autochtone,...) et leurs stéréotypes associés. Des sociétés au cœur desquelles la fraternité des Hommes est donc reconnue et cultivée comme condition de leur autonomie individuelle et collective et comme base de

INTERVIEW AVEC VOUS »

demeure, sous peine d'« importantes astreintes » de retirer l'article visé du site internet d'Ensemble !, et ce sous prétexte qu'il s'agissait là d'une « grave diffamation », de « calomnie » et de « voie de fait ».

Le 13 août 2021, Arnaud Lismond-Mertes, secrétaire général du Collectif solidarité contre l'exclusion et éditeur responsable de la revue Ensemble ! adressait une réponse à l'avocate, dans laquelle il relevait, notamment, que les accusations de « diffamations » ne reposaient sur aucune base factuelle concrète, et rappelait que la « voie de fait » relève du délit de presse régi par la loi du 20 juillet 1831, laquelle prévoit une prescription après trois mois... « Nous n'avons jamais obtenu de réponse » (à notre lettre), argumente Penasse pour nous refuser l'interview sollicitée : une fake news de plus...

Notons encore qu'en date du 24 novembre dernier, Arnaud Lismond-Mertes a réitéré auprès de Penasse, par mail, notre souhait de l'interviewer dans le cadre de notre dossier sur Kairos. « Au-delà de nos différences, nous partageons sans doute la conviction que le débat public et la presse sont enrichis lorsque les

lecteurs.trices peuvent connaître les points de vue des différentes parties concernées par un sujet (hors cas des mouvements qui incitent à la haine raciale et autres, qu'il convient de ne pas banaliser...), afin d'avoir un maximum d'éléments pour se forger leur propre opinion », écrivait-il, avant de poursuivre : « Nous serions donc heureux si vous pouviez revenir sur votre décision et accepter la proposition d'interview de ma collègue (auquel cas, il faudrait que vous le fassiez savoir d'ici au 1^{er} décembre). » Sa conclusion, un brin perfide : « Nous avons bien noté que vous avez accordé un long "entretien exclusif" à Civitas Belgique (NDLR : un groupuscule d'extrême droite présidé par Alain Escada, qui a publié sur son site Médias-Presse-Info/MPI, en mai 2022, une interview de Penasse dans laquelle il dénonce « les pressions subies et les collusions politico-médiatiques » avant, échange de bons procédés, que Kairos ne publie à son tour l'interview d'Escada en juin 2022). Nous espérons donc que vous serez également disposé, au-delà des différends que nous avons pu avoir, et avons, à accorder l'interview demandée à la revue Ensemble ! ».

Ce courriel n'a, lui non plus,

reçu aucune réponse de la part d'Alexandre Penasse... jusqu'au 14 décembre - soit trois semaines après notre demande et treize jours après notre deadline du 1^{er} décembre -, alors que ce numéro était déjà bouclé, ne nous laissant plus l'opportunité que d'aménagements à la marge (dont cet ajout). « Vous pouvez réaliser une interview de mon collègue Bernard Legros et moi-même, en nos bureaux. Nous filmerons intégralement cette interview et nous accorderons le droit de la diffuser sur nos réseaux dans le respect des propos des intervenants sans en modifier le contenu. Vous pourrez également faire de même. Toute retranscription écrite ou filmée devrait être acceptée pour diffusion par la rédaction de Kairos. » Donc : nous sollicitons une interview pour un média de presse écrite, et Alexandre Penasse nous répond, hors délai, qu'il est d'accord pour une interview vidéo...

Nous lui avons donc répété que nous étions preneurs d'une interview, selon des modalités qui nous conviendraient à tous, et que si cela lui convenait, elle serait publiée dans le numéro 110 d'Ensemble ! À suivre...

(1) Ensemble ! n°96, avril 2018, p.79



PAGE FB LES AMIS DE KAIROS

⇒ la solidarité ».

C'est là en principe toute la richesse, en effet, de la presse alternative : elle est censée nous ouvrir à d'autres perspectives, d'autres raisonnements, à des critiques plus radicales. *Kairos* à ses débuts nous propose en outre une communauté avec de belles valeurs d'égalité, de liberté et de solidarité. Une communauté qui s'oppose radicalement, mais dans la non-violence, à la société productiviste : « *Kairos* veut rompre avec les

idéologies dominantes de la société : consumérisme, croissance, développement, progrès, marchandisation du monde et du vivant, travaillisme et employabilité, compétitivité, concurrence et libre-échange »... qui nous semblent être autant de mécaniques d'exploitation par l'homme de l'Homme et de la Nature (...) », lit-on dans les écrits fondateurs. De quoi occuper un espace intéressant dans la sphère médiatique.

Où en est-on, près de onze ans et 58 numéros plus tard ? Des positions tranchées et univoques dans la crise Covid ; des attaques en rafales contre la presse *mainstream*, les experts et les politiques (*lire l'article « Cette "corporation" dont Penasse exige le soutien », en p. 35*) ; des colonnes concédées à des collaborateurs extérieurs qui louent la « résistance de la Russie et de la Syrie (contre) l'influence néfaste de la caste de va-t-en-guerre étatsunienne » en passant sous silence les exactions d'al-Assad en Syrie et en justifiant l'intervention de Poutine en Ukraine; des écrits homo- et transphobes louant la société patriarcale ; des interviews complaisantes accordées à l'extrême droite et une proximité de plus en plus assumée avec elle (*lire l'article « Confusion, conspirationnisme et déplacement latéral, en p. 46*) ; la propagation de rumeurs délirantes sur le « vrai » sexe de Brigitte Macron ou le pouvoir franc-maçon au Vatican, et on en passe.

Comment un media prometteur en est-il arrivé là ? C'est ce que ce dossier tente d'éclairer. □

(1) Alexandre Penasse nous a finalement proposé une interview pour... après les vacances de Noël, alors que ce numéro d'*Ensemble* ! était déjà bouclé...

CES QUESTIONS AUXQUELLES ALEXANDRE PENASSE

A défaut de pouvoir proposer à nos lecteurs l'interview d'Alexandre Penasse, nous aurions aimé qu'il puisse répondre aux reproches factuels que lui adresse un ancien membre du CA de *Kairos* (*lire l'interview de Gérald Hanotiaux en p. 8*). A savoir : d'une part, une campagne d'affichage publicitaire dans le métro aurait été décidée pour un montant de 2.600 euros : nous lui avons demandé des précisions – décision du CA ? - par rapport à cela. D'autre part, la décision d'octroyer un salaire au rédacteur en chef de *Kairos* aurait été prise hors décision du CA : là aussi, nous avons sollicité sa réaction. Voici des extraits de la réaction d'Alexandre Penasse à ces deux questions : « *Nous avons en vous lisant et vous répondant plus l'impression de nous adresser à une administration publique ou un pouvoir subsidiant qui contrôlent notre fonctionnement, qu'à des collègues qui feraient le même travail que nous. (...)*

Kairos ASBL et son administration n'ont rien à se reprocher (les décisions de l'AG et du CA sont consignés systématiquement dans des rapports), sauf pour ceux qui n'aiment pas que nous exercions notre liberté de la presse. Soyons sûrs que ces derniers apprécieront votre dossier à charge de Kairos, peut-être même pourrez-vous profiter d'un peu d'argent de leur part – les ennemis de mes ennemis sont mes amis... –, celui dont nous a privé par une décision purement arbitraire le cabinet Linard, décision qui ne semble pas vous préoccuper. »

Décodage : ainsi, pour le rédacteur en chef de *Kairos*, Penasse, la collégialité et la transparence décisionnelle d'un CA d'ASBL relèvent de pures formalités administratives ; pas de la loi ni des bonnes pratiques. Et les seuls que ces questions préoccupent sont ceux qui n'aiment pas que *Kairos* exerce sa liberté de la presse ! Et ceux-là (on suppose l'administration

publique et le pouvoir subsidiant), ennemis, donc, de la liberté de la presse puisqu'ils ont privé *Kairos* des aides à la presse périodique depuis 2021 récompenseront peut-être *Ensemble* ! en monnaie sonnante et trébuchante pour avoir consacré un dossier aux pratiques et à la ligne éditoriale contestables de *Kairos* ! On laissera le lecteur juge de l'élégance de ces insinuations, tout en précisant que les aides à la presse périodique (auxquelles, soit-dit en passant, *Ensemble* ! ne peut prétendre) font l'objet d'un article plus loin dans ce dossier, preuve que le sujet ne nous laisse pas indifférent (*lire l'article « Aides à la presse périodique : le fait du prince », en p. 42*).

Nous lui avons également demandé de bien vouloir nous communiquer les explications officielles pour lesquelles le renouvellement de sa carte de presse lui a été refusé en 2022 – et nous dit-il, également pour

QUAND LES CAISSES SE VIDENT

Les dons des lecteurs, généreux pendant la crise sanitaire, semblent s'être essouffés depuis lors. Conjugué au fait que *Kairos* s'est vu privé des aides à la presse périodique en 2021 (lire l'article sur en p. 42), ce tarissement financier hypothèque désormais sa survie même. C'est ainsi que dans sa *newsletter* diffusée au début du mois décembre dernier, on peut lire ceci : « *Depuis le retrait des subsides l'année passée, Kairos se trouve dans une situation financière délicate mais parvient à rester à l'équilibre grâce à votre soutien. Afin de pouvoir assurer la stabilité financière et donc la pérennité de son activité, Kairos envisage de changer son modèle de contribution.* »

S'ensuit un sondage sur les intentions des donateurs : accepteraient-ils de faire un don mensuel, et à quelle hauteur ?

Parallèlement, sur son site Kairospresse.be, le journal lance une campagne de *crowd-funding* (financement participatif) à hauteur de 120.000 euros. Chaud devant...

L'appel aux lecteurs lancé le 9 décembre 2022 dans la newsletter de Kairos.

Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

Votre avis est important

Kairos a besoin de votre avis pour réfléchir à un nouveau modèle économique afin d'assurer la pérennité de ses activités.

Cela vous prendra deux minutes, merci d'avance pour votre participation.

Chers lecteurs, lectrices,

Chers donateurs et donatrices,

Depuis le retrait des subsides l'année passée, Kairos se trouve dans une **situation financière délicate** mais parvient à rester à l'équilibre grâce à votre soutien.

Afin de pouvoir assurer la stabilité financière et donc la **pérennité de son activité**, Kairos envisage de changer son modèle de contribution.

Dans ce cadre, nous souhaiterions **récolter votre opinion** afin de pouvoir trouver un juste équilibre entre une presse libre et accessible au plus grand nombre d'une part, et une stabilité financière d'autre part.

Aussi, nous vous serions extrêmement reconnaissants si vous pouviez prendre **quelques instants** (2 minutes) pour répondre à ces quelques questions.

N'A PAS RÉPONDU

2023 - par la commission d'agrégation : l'octroi ou non de la carte de journaliste professionnel relève en effet de conditions objectives, et nous aurions voulu recouper les informations dont nous disposons (lire l'article « *Carte de presse refusée à Penasse pour des raisons objectives* » en p. 37).

Un membre de la commission d'agrégation, tenu à la confiance, nous a en effet expliqué que les raisons exactes du refus avaient été notifiées par écrit à l'intéressé. Un autre informateur proche de la commission (mais pas témoin direct de ce qui s'y déroule) nous avait expliqué que l'une de ces raisons objectives était liée au fait qu'un journaliste professionnel doit tirer ses revenus de son activité journalistique, et que le rédacteur en chef de Penasse, dans le passé, avait omis de déclarer qu'il occupait un poste de direction d'un centre psycho-médico-social (PMS), et que cette situation était donc incompatible avec le titre de journaliste professionnel. Nous avons

donc demandé à Alexandre Penasse, de nous communiquer les raisons invoquées par la commission pour lui refuser sa carte de presse et voici sa réponse : « *Concernant ma carte de presse, j'ai déjà tout dit. La décision de ne pas me la redonner, prise il y a quelques jours, vous est sans doute arrivée. Tout est expliqué ici : <https://www.kairospresse.be/kairos-hebdo-14/>. Nous n'attendons évidemment pas de votre part que vous traitiez ce sujet de manière impartiale. Comme les autres, vous n'en parlerez donc pas, c'est préférable.* » Alexandre Penasse renvoie à un *live* vidéo, dans lequel il explique que la raison invoquée par la commission d'agrégation serait que son activité journalistique « *ne correspond pas à la loi du 30 décembre 1963 organisant la reconnaissance du titre de journaliste professionnel* » : jusque-là, on le suit. Mais en quoi ne correspond-elle pas ? Penasse reste vague : il cite quelques extraits – « *Le rédactionnel ne doit pas servir d'alibi à d'autres motivations* », mais on n'a pas droit à l'intégralité de l'exposé

des motifs (qui donnerait peut-être une autre « couleur » à la décision), qu'il serait pourtant si aisé de publier, dans un souci de quête de la vérité, si chère en apparence au rédacteur en chef de *Kairos*.

Enfin, nous lui avons demandé quel était le nombre des abonnés à *Kairos*, le nombre de numéros vendus, le tirage et la diffusion du journal : là non plus, pas de réponse...

En revanche, le rédacteur en chef de *Kairos* si attaché à la liberté de la presse ne ménage pas ses efforts pour nous intimider. Ainsi écrit-il en *post scriptum* de son aimable courrier : « *Il va de soi aussi que tout propos calomnieux qui devraient être publiés (sic) dans votre revue Ensemble donnera cette fois-ci lieu à une plainte. Nous sommes assez salis par le pouvoir, nous n'accepterons plus aucune vilénie de la part des collaborateurs.* » Ensemble ! = collabos : un résumé de la richesse de la pensée d'Alexandre Penasse...

« COMPLICITÉ », « COMPLICITÉ » : MAIS ENCORE ?

L'histoire regorge de vrais complots, et les interconnexions entre les mondes politique et économique et les milieux d'affaires sont plus étroites que jamais : comment, dès lors, faire la part des choses entre une théorie complotiste et une bonne info ?

Isabelle Philippon (CSCE)

Un crash d'avion ? Un attentat ? Un méchant virus ? Des mesures gouvernementales erratiques ? Des vaccins à fabriquer à l'arrache ? Cherchez « à qui profite le crime », et vous aurez les coupables, ceux qui, *intentionnellement*, ont provoqué le désastre. Et ces coupables appartiendront souvent, au minorités actives (francs-maçons, jésuites, Juifs, lobbies) ou aux autorités en place (gouvernements, services secrets, « Bill Gates & C° » voire à l' « Occident »). Et ceux qui dénonceront la cabale vous assureront que vous, qui vous méfiez de la « version officielle », appartenez à une avant-garde éclairée, au club des initiés à qui on ne la fait pas.

Une fois le coupable désigné, il s'agit alors, pour se convaincre du complot, de traquer tous les « détails troublants » permettant de bâtir une machine à convaincre

Plusieurs théoriciens du complotisme en ont défini les ressorts. Reprenons en substance l'approche qu'en a BPax. Pour les complotistes : 1/ si l'on cherche bien, les questions irrésolues s'expliquent ; 2/ la réalité n'a rien de commun avec ses apparences ; 3/ la découverte de la vérité passe par la recherche des anomalies ; 4/ les conspirateurs (*NDLR* : c'est-à-dire ceux qui ourdissent le prétendu complot ; pas les complotistes qui le dénoncent) sont des gens très compétents *et* mal intentionnés (1).

Une cause fatalement intentionnelle

Le deuxième des principes énumérés ci-dessus porte le nom de « biais d'intentionnalité », qui consiste à penser que le bénéficiaire d'un événement – et il est clair que certains profitent toujours d'événements dramatiques comme, oui, les entreprises pharmaceutiques ont profité de la crise sanitaire – est nécessairement celui qui l'a provoqué. Ce biais d'intentionnalité, c'est-à-dire cette tendance à surestimer le rôle des causes intentionnelles, voulues, délibérées, de la part de quelqu'un ou d'une entité quelconque, est l'un des principaux facteurs explicatifs des croyances favorisant les théories du complot.

Une fois le coupable désigné, il s'agit alors, pour se convaincre du complot, de traquer tous les « détails troublants » permettant de bâtir une machine à convaincre concurrente à la version officielle. Chacune de ces anomalies prises indépendamment s'explique souvent très simplement, mais l'effet d'accumulation jette le trouble. Et puisque le hasard n'existe pas, chaque détail troublant devient un fait signifiant lié à d'autres, causé par d'autres.

« Ces questions dont l'indépendance est difficile à affirmer »

Illustration avec ce texte de Michel Weber dans *Kairos* intitulé « Théorie (de la théorie) du complot » (2). Interrogeant l' « impensable de l'événement Covid-19 » l'auteur écrit que « partout, on retrouve la patte des promoteurs de la vaccination universelle ». « Il est donc rationnel et raisonnable de chercher le grand récit qui donne un sens à ces questions dont l'indépendance est difficile à affirmer, à moins de considérer que tous les acteurs en question (politiques, scientifiques, médiatiques, pharmaceutiques, industriels, financiers...) ne réagissent au stress qu'épidermiquement. » La traduction de ce sabir que l'on jurerait sciemment obscur (pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué)? En substance : vu toutes les questions soulevées par la crise sanitaire, et vu que ces questions sont liées (leur « indépendance est difficile



à affirmer », il y a bien un « grand récit » (traduisez : une intention, un... complot) orchestré par les « politiques, scientifiques, etc. ». Et tous ceux qui prônent la vaccination ont fatalement une intention, car si ce n'était pas le cas, alors cela voudrait dire qu'ils sont en proie au stress et ont des réactions épidermiques dénuées de raison. Autrement dit : la gestion de la pandémie soulève des questions (jusque-là on est d'accord), ces questions sont *liées* (la thèse complotiste pointe son nez), elles mettent en scène les *mêmes* acteurs, animés par une *même intention* (et nous voilà au cœur du ressort complotiste).

On introduit donc une théorie de causalité et d'intentionnalité dans l'enchaînement des éléments, à laquelle on donne une apparence pseudo-scientifique en la référençant abondamment : les textes conspirationnistes regorgent de notes de bas de page et de liens hypertextes, qui leur confèrent une apparence scientifique : le texte précité compte douze références, mais il n'est pas rare d'en trouver trois fois plus au bas des articles de *Kairos*. Mais si l'on y regarde de plus près, toutes ces références ne renvoient qu'à un nombre de sources très limité, et puisent dans le même vivier.

L'histoire regorge de ces fariboles qui ont la peau dure : aucun avion ne s'est écrasé sur le Pentagone le 11 septembre 2001 ; les évolutions démographiques dans nos sociétés occidentales sont le fait d'organisations orchestrant une invasion migratoire menant au « Grand Remplacement » ; tout récemment : le pass sanitaire est un outil imaginé pour aboutir au traçage général de la population, au contrôle numérique, à la reconnaissance faciale pour surveiller les personnes, etc..

Les vrais complots, ça existe !

Cela étant dit, les vrais complots, ça existe, et depuis la nuit des temps. Contentons-nous de rappeler quelques célèbres machinations qui ont parsemé l'histoire contemporaine : le coup d'Etat contre le gouvernement du socialiste Salvador Allende au Chili, fomenté en 1973 par la CIA, de mèche avec l'armée et les partis réactionnaires chiliens ; le « cartel du yaourt » impliquant les principaux fabricants de produits laitiers en France pour fixer les prix au mépris de la loi sur la concurrence ; l'affaire du sang contaminé ; le Kazakhgate et ses déclinaisons américaine, française et belge ; les Panama Papers et autres Lux Leaks, et on en passe. Et à ceux qui douteraient encore de l'exis- ↗



"Complotiste" et autres étiquettes : décryptage d'une manipulation



Capture d'écran d'une pub relayée sur la page FB Les Amis de Kairos pour une conférence sur le complotisme donnée par le très controversé Laurent Mucchielli. Jean-Dominique Michel, quant à lui, est un blogueur suisse évoluant dans la mouvance conspirationniste francophone. Il apparaît dans le film Hold-up.

⇒ tence de connivences entre les institutions politiques occidentales et certains milieux politiques et d'affaires étrangers aux intentions peu louables, l'énorme affaire de corruption qui a récemment fait vaciller le Parlement européen en pleine coupe du monde de foot au Qatar a enlevé toute illusion. Heureusement, nombre de ces complots ont fini par

être exhumés par la justice ou par la presse, preuve que la démocratie fonctionne. Mais il faudrait être sot pour ne pas voir l'interpénétration de plus en plus étroite entre les politiques sociale, économique, de santé, etc. et les enjeux purement stratégiques favorisant les petits et grands arrangements secrets. Pour un complot démasqué, combien restent ourdis dans l'ombre ? Les chefs d'orchestre conspirationnistes se nourrissent de cette méfiance légitime pour propager leurs légendes.

Les bonnes questions ne sont pas complotistes

La presse traditionnelle, nous le verrons plus loin dans ce dossier, n'est elle-même pas exempte de responsabilité. Les connivences qui lient trop souvent les journalistes et les élites politiques et économiques colorent fatalement les analyses des premiers et les privent, parfois à leur insu, du recul nécessaire. La rarefaction des journalistes spécialisés a aggravé la pauvreté de l'information scientifique et économique, et le recours à des experts « institutionnalisés » est devenu la règle. Pendant la crise sanitaire, période qui fut propice aux complotistes de tous poils, la propension des journalistes *mainstream* à se faire les porte-voix du gouvernement en négligeant l'enquête et la variété des sources a alimenté la défiance d'une partie de la population. Et c'est précisément de cette défiance dont se nourrissent les vendeurs de fariboles.

Nous concluons avec cette remarque trouvée sur le site

CONSPIRACY WATCH, UN « OBSERVATOIRE » RÉAC

Le titre « chasseur de complots » de Rudy Reichstadt lui assure une belle visibilité médiatique. Pourtant, les « analyses » du fondateur de l'Observatoire du conspirationnisme relèvent parfois davantage de fantasmes personnels que d'une recherche à la méthodologie scientifique.

Chaque fois qu'un journaliste se penche sur une théorie qui lui semble dégager une odeur de complotisme, il se rue en toute bonne foi sur *Conspiracy Watch*, le site que (presque) tout le monde fréquente pour valider ses soupçons. La traduction française du site, c'est l'« Observatoire du conspirationnisme » : cela fait sérieux. Outre-Québécois, Rudy Reichstadt, son fondateur, est considéré comme le connaisseur du conspirationnisme et meilleur chasseur de complots. Il est régulièrement invité dans les quotidiens (*Le Monde*, *Libé*, *Le Figaro*, etc.), on le voit régulièrement sur les plateaux télé, et on l'entend tout aussi souvent sur les ondes : il est d'ailleurs co-titulaire du podcast « Complorama » sur France Info. Il a ses entrées au ministère français de

l'Éducation nationale et de la Jeunesse, dont le site educsol.education.gouv.fr renvoie à l'« étude sur l'adhésion aux théories du complot réalisée par la Fondation Jean Jaurès (centre d'études créé par le PS français) et *Conspiracy Watch* ». Bref, Reichstadt, c'est du lourd...

Nous-même y avons cru, à l'entame de ce travail sur le sujet. Nous l'avons donc fréquenté – on veut dire son site -, et nous appritions même à relayer, dans ce dossier, certaines de ses citations célèbres. Mais le *slow journalism* – le journalisme qui prend son temps, qui n'est pas tenu à des délais de bouclage qui empêchent un travail en profondeur - donne le loisir de se promener, d'aller humer plus en profondeur ce qui s'en dégage.

Et là, quand on va vraiment visiter le site, on est surpris par la forme : ce site n'a pas l'allure d'un site de recherche sérieux, mais davantage celle d'une sorte de blog collaboratif, assez peu professionnel.

Mélenchon, Corbyn : complotistes !

En s'attardant un brin, au contenu cette fois, on perçoit que Rudy Reichstadt, politologue, écrivain (1) ne développe pas, à l'appui de ses « analyses », d'arguments empruntés à la méthodologie scientifique. Il assène ses vérités, parfois recoupées à l'aune de sources diverses et fiables, mais parfois aussi sorties d'on ne sait quel chapeau. Il n'aime pas l'extrême droite – le complotisme est en effet dans l'ADN de l'extrême droite -, mais il n'aime pas non plus ce qui

QUAND LA PAROLE EST CONFISQUÉE, LE COMLOTISME POINTE SON NEZ

Le succès d'audience des conspirationnistes ne s'explique pas que par la crédulité de citoyens peu formés à l'esprit critique. Il naît aussi de la confiscation, par les élites, de la parole légitime. Il est le symptôme de la dépossession politique et de la confiscation du débat public.

Extraits de l'article « Nul ne peut céder sa liberté de juger » paru dans le supplément *Manière de voir* (1) du *Monde Diplomatique* en 2018, donc bien avant la crise sanitaire : « La puissance des effets de disqualification, la force avec laquelle ils font

le tri des locuteurs, les caractéristiques sociales associées à ce tri même, la réservation de la parole légitime à certains et l'exclusion absolue des autres (...), cela pour faire du discours politique l'affaire monopolistique des "représentants" assistés des experts : tous ces mécanismes (...) devraient pourtant attirer l'attention sur les enjeux proprement politiques engagés dans le débat sur le conspirationnisme – au lieu de quoi il n'est matière qu'à gloussements ou cris faussement horrifiés (...). Le conspirationnisme n'est pas la psychopathologie de quelques

égérés, il est le symptôme nécessaire de la dépossession politique et de la confiscation du débat public (...). Le peuple (...) en a soupé d'écouter avec déférence les autorités et il entreprend de se figurer le monde sans elles. »

Le peuple, donc, exerce sa liberté d'aller s'informer « ailleurs », avec le risque de prendre pour argent comptant toutes les infos en provenance de sources « alternatives ». « Il ne lui manque qu'une chose pour s'extraire des chaussetrapes, telle celle du conspi-

rationnisme (...) : l'exercice, la pratique, l'habitude... soit tout ce que les institutions de la confiscation (représentation, médias, experts) lui refusent et qu'il s'efforce néanmoins de conquérir dans les marges (associations, éducation populaire, presse alternative, réunions publiques, etc.) - car c'est en s'exerçant que se forment les intelligences individuelles et collectives. »

« Nul ne peut céder sa faculté de juger », Frédéric Lordon, *Le Monde diplomatique*, *Manière de voir* n°158, avril-mai 2018.

de l'Observatoire des médias Acrimed (3) : « Faute d'interroger l'écosystème de l'information dans son ensemble, la lutte contre le complotisme rate une partie de sa cible... Sans compter que certains éditocrates savent opportunément dégainer l'étiquette "complotiste" afin de délégitimer toute remise en question des discours officiels et du système capitaliste. » Il ne s'agit pas, en effet, d'écarter d'un revers de la main tous ceux qui se posent de bonnes questions, mais bien de répondre à ces questions... □

(1) « Comprendre le complotisme, bilan d'étape », par Edgar Szoc, publié sur le site de l'organisation d'éducation permanente BPax le 21/12/2017.

(2) *Kairos* n°48 d'avril-mai 2021, pp. 10 et 11

(3) « "Complotisme" : (més)usages médiatiques », par Pauline Perrenot et Philippe Merlant, sur acrimed.com, le 20 juillet 2020.

lui paraît trop à gauche : qu'il trouve à redire aux positions de Jean-Luc Mélenchon (La France Insoumise/LFI) en matière de politique étrangère, c'est son droit ; de là à considérer que celles-ci s'apparentent à des « obsessions conspirationnistes », il y a de la marge. Le Britannique Jeremy Corbyn, responsable du parti travailliste *Labour*, aurait lui aussi des « liens avec la mouvance conspirationniste ». Le philosophe économiste Frédéric Lordon, collaborateur au *Monde diplomatique* et auteur de nombreux articles sur le sujet (nous rapportons certaines de ses considérations dans ce dossier, lire l'encadré ci-dessus), est lui aussi blacklisté : Lordon, dit en substance Reichstadt, reflète « l'indigence de ce qu'un post-marxisme à la conscience pas forcément tranquille en matière de complotisme oppose à la critique du complotisme ».

Des muses fort peu progressistes

Quand on creuse toujours, on découvre que ceux qui ont contribué au succès médiatique de Reichstadt



Rudy Reichstadt, fondateur de Conspiracy Watch.

PHOTO MISE À DISPOSITION SELON LA LICENCE CREATIVE COMMONS.
© F.DABURON-FONDAPOL2016

ne sont autres que les philosophes Bernard-Henri Lévy et Rafaël Enthoven, ainsi que la polémiste Caroline Fourest. Le premier l'a fait collaborer à sa revue *La Règle du jeu* (RDJ) peu de temps après la création de *Conspiracy Watch* (2007), et l'invitait régulièrement à s'exprimer sur le plateau de « Télé RDJ » ; le deuxième – rappelons qu'il avait annoncé voter

Le Pen plutôt que Mélenchon si le choix s'imposait, lors des présidentielles de 2022 - lui a concédé une chronique régulière dans son magazine *Franc-Tireur*. Et la troisième, le conviant en 2014 à l'émission « Ils changent le monde » de France Inter, alors qu'elle en était encore la productrice, annonçait son invité en ces termes : « Avec ses lunettes sages, son costume et ses yeux clairs, il pourrait se contenter de consacrer son esprit critique et sa vivacité au service d'une carrière. Mais le soir, quand il a fini des journées bien longues, il lit tellement d'énormités sur Internet que ça l'empêche de dormir. Alors il a créé "Conspiracy Watch", un site devenu référence. Ultra-documenté et terriblement bien informé sur les désinformateurs de notre époque... » Autant de muses pas franchement progressistes...

(1) Il écrit *L'Opium des imbéciles. Essai sur la question complotiste*, Grasset, 2019

(2) « Ils changent le monde », sur France Inter, 7 août 2014

« OUI, KAIROS VERSE PARFOIS

Ils ont aimé *Kairos*, au point, pour l'un d'entre eux, d'y collaborer. Ils forment les jeunes et les adultes à débusquer les thèses complotistes, et éduquent à l'esprit critique. Et aujourd'hui, le bimestriel fait partie des médias contre lequel ils mettent en garde.

Propos recueillis par Isabelle Philippon (CSCE)

Bruno Poncelet est formateur au sein du Centre d'éducation populaire André Genot (Cepag), une l'ASBL d'éducation permanente dédiée à la formation, aux études et aux analyses. Benjamin Vandevandel est détaché pédagogique aux Jeunes FGBT. Tous les deux se passionnent pour le récit médiatique, les ressorts du complotisme et les réponses à y apporter : ils organisent l'un et l'autre des formations – également en interne à la FGTB – sur la question du complotisme. Regards croisés sur la dérive complotiste de *Kairos*, qu'ils déplorent.

Ensemble ! : Bruno, vous avez signé des articles dans *Kairos* pendant quelques années : vous aviez donc de l'estime pour ce journal...

Bruno Poncelet : Oui, j'ai personnellement contribué à *Kairos* jusqu'au tout début de l'année 2021, où j'ai encore contribué à un dossier critique sur le monde digital. J'y avais été amené par Bernard Legros, rencontré au gré des pérégrinations militantes, et que j'apprécie beaucoup : c'est un homme sincère, un vrai érudit, spécialisé dans les enjeux liés aux nouvelles technologies ainsi qu'à l'écologie politique, un immense lecteur et un passionné de musique. Il m'a fait connaître *Kairos*, que j'ai apprécié pour plusieurs raisons : moi qui suis de gauche et sensible aux matières environnementales, j'ai trouvé chez *Kairos* un regard critique vis-à-vis du progrès technologique que trop peu de personnes, y compris à gauche, remettent



Pour Bruno Poncelet, formateur au sein du Centre d'éducation populaire André Genot (Cepag), la lutte contre le complotisme passe par la dénonciation de la stratégie d'enfumage des empires marchands.

en question, ainsi que la volonté de sensibiliser aux défis environnementaux, et cela m'a plu. L'une de mes contributions les plus volumineuses à *Kairos* portait sur le traité de libre-échange transatlantique (TTIP), ce projet d'accord commercial et d'investissement entre les États-Unis et l'Union européenne qui voulait accroître la difficulté de réguler les marchés : il y a une place, dans ce journal, pour des contestations de ce genre, et aussi celles qui mettent en lumière les réseaux invisibles, mais bien réels, qui lient le monde politique et les entreprises marchandes. Ces réseaux sont puissants, et ils mettent à mal la solidarité, mais la gauche classique ne les voit pas, ou y accorde trop peu d'importance. Donc, oui, je me suis retrouvé dans *Kairos* pendant tout un temps.

Benjamin Vandevandel : Et moi, j'ai été un lecteur intéressé de *Kairos* jusqu'au début de la crise sanitaire. Mais la crise Covid est arrivée, et là tout est parti en vrille. Les responsables de *Kairos* sont tombés dans des délires complotistes dans lesquels je ne me retrouvais plus du tout. Ils tiraient sur la moindre mesure sanitaire, dénonçant les conflits d'intérêt de certains experts sans se soucier de ceux que pourraient avoir certains de leurs intervenants dans leurs colonnes. Ils ont hurlé à la dictature sanitaire, craignant une pérennisation des mesures, une fois la crise passée, dans un but de contrôle. Ils dénonçaient les effets secondaires des vaccins alors qu'ailleurs dans le monde, notamment au Brésil, la population manifestait pour avoir accès au vaccin.

Ces délires, *Kairos* les partageait – et les partage toujours – avec certains groupuscules d'extrême droite, auxquels il donne volontiers la parole dans ses pages...

B.V. : Oui, et pour moi c'est ce qui a constitué le point de rupture : dès le moment où l'on accorde du crédit et de l'espace rédactionnel à des groupements comme Civitas, qui voue une haine profonde aux homosexuels, pour ne parler que de ça, c'est terminé. Dès le moment

« Moi qui appréciais *Kairos* pour son analyse des dynamiques écosystémiques et ses engagements radicaux concernant les enjeux écologiques, là, tout à coup, avec la crise Covid, il a complètement abandonné ces grilles d'analyse » (Bruno Poncelet)

DANS LE COMPLITISME ! »

où *Kairos* a appelé à manifester aux côtés de collectifs liés à l'extrême droite, il a perdu toute crédibilité, de manière définitive.

B.P. : Je partage tout à fait cette lecture. Et j'ajouterais ceci : moi qui appréciais *Kairos* pour son analyse des dynamiques écosystémiques et ses engagements radicaux concernant les enjeux écologiques, là, tout à coup, avec la crise Covid, il a complètement abandonné ces grilles d'analyse. J'imaginai qu'il allait s'emparer du lien entre l'apparition du Covid, le réchauffement climatique et l'atteinte à la biodiversité, la promiscuité de plus en plus grande entre les microorganismes pathogènes d'espèces sauvages et l'homme en raison de la destruction de l'habitat de la faune sauvage, mais non. Rien de tout cela ! Dans l'analyse de cette crise, *Kairos* a également loupé en grande partie le coche de la critique du néolibéralisme et de ses effets délétères qui sautaient pourtant aux yeux : austérité et sous-financement chronique des soins de santé, manque de matériel médical et de personnel dans les hôpitaux, privatisation de la recherche médicale et délocalisation de nombreuses productions vitales sur d'autres continents, etc.

Il s'est surtout focalisé sur les mesures sanitaires et les atteintes portées à la liberté, à nos petites libertés d'Occidentaux nantis, mais sans aucune forme de recul ou de regard critique. A lire *Kairos*, ou à tout le moins certains articles, on pouvait avoir l'impression que le coronavirus n'était pas dangereux et que les mesures sanitaires, c'était juste du contrôle social, point barre. Mais faire croire qu'il suffit de prendre de la vitamine D pour échapper aux formes graves du Covid, c'est ignorer totalement que nous sommes inégaux en termes socioéconomiques, certes, mais aussi en matière d'immunité. C'est sacrifier sans états d'âme les personnes âgées et les plus fragiles : que le plus fort gagne. Bref, ce qui m'a choqué, c'est l'abandon de toute réflexion écosystémique dans l'analyse de la crise sanitaire et la promotion de discours quasi-libertariens plaçant la liberté égocentrique de faire ce qu'on veut au-dessus de la solidarité avec des personnes fragiles.

Attention, je ne suis pas en train de dire qu'il ne fallait pas critiquer les mesures sanitaires et la gestion de la crise Covid par les autorités : mais il y a une différence entre la saine critique, argumentée, et le délire eugéniste.

Mais cette « saine critique », on avait l'impression qu'elle n'avait pas vraiment droit de cité dans la presse *mainstream* et sur les plateaux de télé : ceux qui

osaient une parole « dissidente » - y compris certains experts tout aussi « experts » que les autres, mais défendant une autre approche - étaient rapidement mis hors jeu, invisibilisés, privés d'antenne...

B.V. : La crise Covid a été un moment particulier pour les médias « traditionnels ». Mais il ne faut pas oublier que la presse traditionnelle, c'est-à-dire celle où travaillent des journalistes consciencieux, qui travaillent de manière le plus souvent professionnelle, en recoupant leurs infos et leurs sources, et recherchent des arguments solides pour étayer leurs thèses, n'est pas un bloc monolithique. Il y a les titres *mainstream*, au sein desquels il y a d'excellents journalistes et de moins bons, certes, mais il y a aussi des médias d'investigation tel *Médor* et *Mediapart*, ou des médias ayant une vue systémique des choses, tel *Le Monde diplo*, ou une vision très fine des rapports de forces, tel *Fakir*, et j'en passe.



Pour Benjamin Vandevandel, détaché pédagogique aux Jeunes FGTB, la télévision de service public devrait repenser ses JT, et la presse écrite diversifier ses informations et ses approches.

B.P. : C'est vrai que les médias *mainstream* se font un peu trop souvent « la voix de son maître ». Les experts, à commencer par les économistes auxquels ils ont abondamment recours, sont trop régulièrement le reflet de l'idéologie dominante. Je pense notamment à Bruno Colmant, souvent invité dans les émissions éco de la RTBF. Et puis, lorsqu'arrive une crise, telle la crise des *subprimes* en 2008, ces experts perdent soudainement (et hélas fugacement) leur légitimité, car leur grille d'analyse chantant la gloire des marchés se retrouve d'un coup en

**« Dès le moment où l'on accorde du crédit et de l'espace rédactionnel à des groupements d'extrême droite comme Civitas, qui voue une haine profonde des homosexuels, pour ne parler que de ça, c'est terminé »
(Benjamin Vandevandel)**

porte-à-faux avec l'actualité. Et les journalistes sont tout perdus : vers qui se tourner, dès lors que les experts habituels ne semblent pas avoir de réponse ? Avec la crise Covid, les journalistes se sont retrouvés totalement démunis : exit les économistes, mais où trouver de bons experts en microbiologie ou en épidémiologie ? On sent que les journalistes ont beaucoup tâtonné au départ, avec des choix tantôt hasardeux, tantôt très

**« La vérité se niche souvent dans une zone grise et, pour l'exhumer, il faut des sources fiables et une méthodologie de recherche rigoureuse »
(Bruno Poncelet)**

⇒ judicieux (comme Marius Gilbert par exemple). Cela dit, je regrette qu'on n'ait pas davantage sollicité les experts en sciences sociales et en santé mentale : la santé physique, ce n'est pas tout, il y a plein d'autres sujets sur lesquels il aurait fallu se pencher, et notamment celui des interactions sociales, vitales pour les 12-20 ans. Cela aussi aurait été un bon thème pour *Kairos*, mais il ne s'en est pas saisi. Et, s'il la fait, je ne m'en suis guère aperçu car j'ai assez rapidement arrêté de lire *Kairos* dont la couverture de la crise sanitaire m'écœurerait...

Quelques bons articles, qui passent inaperçus, et qui deviennent « inaudibles » étant donné le virage rédactionnel de *Kairos* et ses accointances avec l'extrême droite : cela doit être compliqué pour les rédacteurs de qualité de continuer d'alimenter le journal...

B.V. : Des gens de qualité sont déjà partis, et d'autres suivront, j'en fais le pari. Quand tous les dégoûtés auront quitté le navire, ne resteront plus que les dégoûtants...

Revenons au qualificatif « complotiste » : n'a-t-on pas vite fait de qualifier de la sorte tous ceux qui défendent d'autres thèses que celles qui dominent ?

B.V. : Bruno et moi, on n'aime pas fort ce terme, car il crée la confusion. Des « vrais » complotistes, il y en a

peu, et ceux qui le sont en tirent intérêt. En revanche, il y a beaucoup de gens qui tiennent des propos complotistes, de bonne foi. Personnellement, j'ai rencontré pas mal de gens sympas lorsque j'ai infiltré certains groupes complotistes pour en apprendre davantage sur le sujet dans le cadre de mes recherches et de mes formations. Ces gens cherchent des réponses, s'informent sur le Net, tombent sur une vidéo ou un article développant une théorie « alternative » qui les interpelle, cliquent sur d'autres liens et finissent par tourner en boucle dans la sphère complotiste. Et comme la crise Covid a entraîné une grave crise de confiance dans les institutions, et que la presse *mainstream* pêche parfois par trop d'unanimité et de proximité avec le pouvoir, ils finissent par se convaincre qu'« on » leur cache des choses.

B.P. : Les complots, ça existe : la CIA pendant la guerre froide a fomenté de nombreux coups d'Etat, pour ne prendre qu'un exemple. Mais cela ne veut pas dire que tout n'est que complot. La position, face au complotisme, est souvent celle-ci : soit on clame avoir dégoté un « vrai complot », mais sans expliquer la méthodologie de recherche et sans sources variées et légitimes, soit on hurle à la *fake news* ou au complot dès qu'une info « dissidente » apparaît. Les deux attitudes sont évidemment dommageables : la vérité se niche souvent dans une zone grise et, pour l'exhumer, il faut des sources fiables et une méthodologie de recherche rigoureuse.

A quoi, donc, reconnaît-on un média complotiste, et *Kairos*, lui, appartient-il vraiment à cette catégorie ?

B.V. : On le reconnaît à ce que tout est expliqué à l'aune d'un complot : les gouvernants prévoient de pérenniser le *pass* sanitaire dans un but de contrôle, le masque est imposé dans le but inavoué de museler la population, les confinements sont imposés pour provoquer la crise et imposer une autre société, etc. Les témoignages que ces médias diffusent sont à sens unique, et ils assèment

UNE LIGNE ÉDITORIALE RÉAC

Non, *Kairos* n'est pas de gauche. En tout cas pas son rédacteur en chef, qui imprime la ligne éditoriale...

Isabelle Philippon (CSCE)

Etre de gauche, en principe du moins, cela suggère, nous semble-t-il, d'être solidaire, orienté vers la défense des plus vulnérables et la lutte contre les différentes formes d'exclusion. Tel n'est pas le positionnement d'Alexandre Penasse, le rédac' chef de *Kairos*. Il est, au contraire, à maints égards, clairement réactionnaire.

On l'a vu avec le positionnement adopté par *Kairos* durant la crise sanitaire : en donnant du crédit aux thèses les plus farfelues, en qualifiant les mesures sanitaires – que l'on peut certes critiquer abondamment, mais avec des nuances – comme étant « criminelles », en dissuadant ses lecteurs de se faire vacciner et de porter le masque, *Kairos* a attiré dans ses rets les citoyens

une vérité non sourcée – quand il y a des sources, et elles sont parfois nombreuses en apparence, elles renvoient souvent l'une à l'autre, et on retrouve cet effet de bulle présent sur les réseaux sociaux. Donc, oui, de toute évidence, *Kairos* appartient à cette catégorie, en tout cas depuis la crise sanitaire.

B.P. : Etant donné que j'ai vite arrêté de lire *Kairos* durant la crise sanitaire, j'aurais du mal à dire jusqu'à quel point il est complotiste ou pas. Je suis persuadé qu'il existe encore des articles de qualité dans ce journal. Mais, en optant pour une vision du monde eugéniste et des accusations paranoïaques à l'encontre du monde politique, *Kairos* est assurément tombé dans une vision complotiste du monde (et cela me chagrine).

Vous qui travaillez dans le secteur de l'Éducation permanente, quels ingrédients estimez-vous indispensables pour gagner la lutte contre le complotisme ?

B.V. : J'en vois quatre. Un : un financement beaucoup plus massif de l'enseignement, et la valorisation des enseignants. La plupart des grosses *fake news* sont diffusées à partir des États-Unis, pays où l'enseignement public est tragiquement sous-financé, où l'esprit critique fait défaut, et où certaines chaînes de télé ultra-conservatrices abreuvent les citoyens peu éduqués de délires complotistes. Un enseignement de qualité est donc LA priorité. Deux : une remise en question du traitement médiatique : la télévision de service public devrait repenser ses JT, et la presse écrite diversifier ses informations et ses approches, surtout sur les sites internet des journaux, où les mêmes infos tournent en boucle. Trois : il faut encourager les loisirs « utiles », les lieux d'éducation populaire telles que les maisons de jeunes. Avant, les Maisons du peuple fédéraient, créaient du lien, favorisaient le débat. Aujourd'hui, jeunes et vieux sont souvent seuls devant leur ordinateur. Quatre : le monde politique devrait se modifier radicalement. Loin de moi l'idée qu'ils sont « tous

« Des gens de qualité sont déjà partis, et d'autres suivront, j'en fais le pari. Quand tous les dégoûtés auront quitté le navire, ne resteront plus que les dégoûtants... »
(Benjamin Vandevandel)

pourris », mais ces têtes de listes indébouillonnables et carriéristes, ça ne va pas, c'est la porte ouverte au populisme. A titre personnel, je suis favorable à un système à la nordique : deux mandats maximum, et un salaire comparable au salaire moyen. Il faut que les politiques vivent dans le même monde que ceux qu'ils dirigent.

B.P. : J'applaudis à ce que dit Benjamin, et j'ajouterais juste le point suivant : l'enfumage, le copinage, ça existe. La stratégie des empires marchands, qui consiste à « réseauter » les mondes scientifique et politique pour innocenter des produits toxiques et obtenir des législations favorables à leurs intérêts financiers, est très puissante, et ils s'unissent volontiers pour museler les voix qui dérangent. Il faut inlassablement dénoncer ces complots-là – car ce sont des complots –, sinon ils corrodent insidieusement la démocratie. Si les politiques et les scientifiques ne résistent pas à cela, et si les journalistes ne dénoncent pas, les gens se disent à raison qu'on leur cache des choses, mais c'est à l'aveugle et sans preuves qu'ils cherchent des conjurateurs, et c'est là que le complotisme bête et méchant gagne... □

TIONNAIRE

les plus insécurisés, et en quête de réponses simples et univoques. En donnant à penser que le virus était moins grave que les mesures prises pour tenter de le contrer, il a aussi mis en danger ses lecteurs les plus vulnérables.

Dans la foulée de cette crise Covid, Penasse s'est rapproché de groupuscules d'extrême droite dont il a même accueilli dans ses pages certains de leurs responsables (lire l'article « *Confusion, conspirationnisme et déplacement latéral*, en p. 46) On songe ainsi à l'interview accordée à Alain Escada, le président du mouvement catholique intégriste Civitas qui, outre ses diatribes anti-immigrés et anti-homosexuels, clame partout – et sur le site de *Kairos*, le 2 juin 2022 - que le Vatican

est contrôlé par la franc-maçonnerie, que les évêques et les cardinaux sont sponsorisés par les milliardaires Georges Soros et Bill Gates, et que le pape est un agent du « Nouvel Ordre Mondial », un projet de domination planétaire dont les desseins ont été servis par le Covid (lire l'article « *Ce que ne savait pas au sujet de Civitas, vraiment ?* », en p. 48).

Du Lacan premier degré dans le texte

Mais déjà bien avant, le rédacteur en chef du bimestriel avait montré un visage nettement réactionnaire (lire l'interview de *Gérald Hanotiaux* « *le journal dont le rédac' chef est le héros en p. 21*). Prenons par exemple le numéro spécial « Illimitations. Transhumanisme, capitalisme numérique, déni de la différence des sexes, nucléaire... ». Ce supplément, paru en octobre 2018 dans *Kairos* et republié sur le site quelques années plus tard, comportait un article intitulé « La différence sexuelle comme fondement », signé par Alexandre Penasse. Dans un « style » littéraire obscur, manifes-

⇒ tement imprégné de Lacan (lequel n'était pas d'une limpidité évidente, mais ne collaborait heureusement pas à des revues destinées au grand public), il résume la démarche des transgenres à de « nouveaux délires qui agitent notre société ne sont pas sans résonance avec un monde qui ne veut et ne peut plus mettre de limites ». Il présente la différenciation sexuelle comme le fondement de la société, voit dans le féminisme la volonté de nier la réalité biologique, y fait l'apologie du rôle du père, et assimile les personnes transgenres à des apprentis sorciers comparables aux transhumanistes : à lire si l'on veut se replonger au milieu du XX^e Siècle et les débats qui agitaient alors le petit monde de la psychanalyse...

Le lâchage d'un partenaire de poids

Cet article, illisible, est probablement largement passé inaperçu par nombre de lecteurs de *Kairos*, peu soucieux de s'embarquer dans une lecture aussi laborieuse... Mais il n'est pas passé inaperçu auprès des associations de défense des personnes LBGTQIA+ (1), des organisations féministes, des organisations de défense des personnes homosexuelles, intersexuelles, transgenres, etc. Il a choqué, aussi, le Comité pour

Le rédacteur en chef de *Kairos* avait montré son visage réactionnaire déjà bien avant la crise sanitaire

l'abolition des dettes illégitimes (CADTM Belgique), qui entretenait jusque-là une collaboration avec *Kairos*. « *Le CADTM collabore positivement avec Kairos depuis plusieurs années, sur les sujets liés à la décroissance, à la finance et à la dette. Mais pour le CADTM, adopter de telles positions, surtout qu'elles sont signées par le rédacteur en chef du journal, est inacceptable à de nombreux égards (...). Le CADTM est une organisation dont les textes fondateurs et les luttes se veulent anticapitalistes, écologistes, antiracistes et féministes : toutes ces luttes sont pour nous imbriquées et ne peuvent donc être hiérarchisées, encore moins opposées.*

Après plusieurs discussions au sein de notre organisation, nous décidons d'arrêter notre collaboration avec le journal Kairos tant qu'il continuera de défendre et de publier de telles positions », lit-on dans un article baptisé « Transphobie sous couvert d'écologisme », publié sur le site du CADTM (2). Perdre un partenaire tel que le CADTM, pour un journal anti-productiviste, c'est un comble... □

(1) L'acronyme LBGTQIA+ renvoie à des identités de genres et des orientations sexuelles variées : Lesbiennes, Gays, Bisexuels, Transgenres, Queers, Intersexes, Asexuels, ... Le « + » signifie que ces identités sexuelles sont plus larges encore.

(2) « Transphobie sous couvert d'écologisme », par Jérémie Cravatte, Chiara Filoni, Anouk Renaud, Noémie Cravatte, Camille Bruneau, Mats Lucia Bayer, paru sur le site du CADTM le 30 septembre 2020.

KAIROS, LE RÉDAC'

Gérald Hanotiaux est notre collègue journaliste à *Ensemble !* Il a collaboré à *Kairos* et a fait partie de son Conseil d'administration. Lui qui pensait s'engager dans un projet médiatique alternatif intéressant et collectif a dû déchanter. Témoignage.

Propos recueillis par Isabelle Philippon (CSCE)

Ensemble ! : Tu as contribué à *Kairos* en tant que journaliste, et tu as même fait partie du Conseil d'administration de l'ASBL, de début 2015 à début 2017 : qu'est-ce qui t'attirait alors dans ce journal et l'association ?

Gérald Hanotiaux : L'émergence, en 2012, de ce nouveau projet de presse alternatif, critique, m'avait intéressé, et les premiers numéros m'avaient semblé aller dans le bon sens, politiquement parlant. J'aimais aussi beaucoup l'identité graphique, signée par Pierre Lecrenier, dessinateur, graphiste et metteur en page. J'avais rencontré Jean-Baptiste Godinot, le co-rédacteur en chef de l'époque, dans le cadre d'un colloque sur la publicité sexiste et, dans les débuts de *Kairos*, il m'a demandé de collaborer à un dossier sur la pollution électromagnétique. J'ai accepté, et le dossier est paru dans le numéro 5 du journal, au début de l'année 2013. J'ai ensuite continué à publier des articles dans les pages du journal.

Au début 2015, Alexandre Penasse m'a demandé d'intégrer le Conseil d'administration (CA), ce à quoi je ne m'attendais pas (je n'avais rien sollicité). J'ai accepté tout en précisant ne pas pouvoir faire du temps plein pour son ASBL. J'imaginai, en effet, que ma présence à des réunions – CA et AG de l'ASBL, comité de rédaction, etc. – allait être requise...

Et ta présence à des réunions a-t-elle été souvent requise ?

Très vite après avoir commencé à collaborer au bimensuel, le mode de fonctionnement du journal m'a étonné : pour moi, un projet de presse alternatif, et une ASBL, c'est censé travailler en mode collaboratif. Ce n'était pas vraiment le cas : les contacts avec le rédacteur

LE JOURNAL DONT CHEF EST LE HÉROS

en chef se résumaient quasiment à des échanges de mails. Or moi j'aime bien savoir avec qui, et pour qui je travaille, même en tant que bénévole (toute l'équipe était bénévole), donc je suggérais la tenue de réunions. Alexandre Penasse en a convoquée quelques-unes, qu'il baptisait « AG » (NDLR : pour Assemblée générale), alors qu'il s'agissait en fait d'une réunion de rédaction : là j'ai compris qu'il ne connaissait rien du fonctionnement d'une ASBL... Lorsque je suis devenu membre du CA, les réunions se sont faites encore plus rares. Un jour, fin 2015, j'ai suggéré l'organisation d'une « vraie » AG, car je trouvais intéressant de rencontrer tous les bénévoles, rédacteurs, mais aussi dessinateurs, graphistes, etc. Devant le nombre des gens à inviter, il a eu cette remarque : « *N'élargissons pas trop, car il faut se méfier des emmerdeurs.* » Telle semblait être sa vision de l'association : en réunissant les gens, on risquait les emmerdes... Il ne s'agissait pourtant que de personnes impliquées déjà dans la vie du journal ! L'AG a quand même été organisée, mais par la suite les réunions se sont faites de plus en plus rares.



Gérald Hanotiaux, ancien collaborateur de Kairos : « *Penasse est-il réellement "complotiste" ? Je dirais plutôt qu'il est tout simplement médiocre sur le plan journalistique.* »

A l'époque, le journal vivait uniquement des dons des lecteurs ?

L'appel à dons du début a permis la sortie des deux premiers numéros. Ensuite, les abonnements et les ventes au numéro ont assuré l'équilibre budgétaire, numéro après numéro. Certains périodiques alternatifs bénéficiaient alors des aides à la presse, mais Penasse ne voulait pas en entendre parler. Un jour, nous participions tous les deux à une rencontre sur la presse alternative au Brass, le centre culturel de Forest, moi en tant que journaliste salarié à *Ensemble !* (j'y travaille comme salarié mi-temps depuis 2014), lui en tant que rédacteur en chef de *Kairos*. On nous a interrogés sur les rentrées financières de nos journaux. J'ai donc évoqué les subsides que nous touchions, à *Ensemble !*, pour nos missions d'Education permanente. Penasse, lui, clamera « *A Kairos, les subsides, on n'en veut pas : on veut garder notre liberté !* »

Pourtant, de 2015 à 2021, *Kairos* a bien bénéficié des aides à la presse périodique...

Oui, peu après cette rencontre sur le thème de la presse alternative, j'ai appris que Penasse avait introduit une demande d'aides à la presse périodique ! Il a rédigé

le dossier et, lorsque les aides à la presse sont arrivées, il a fallu justifier les montants. Il a envoyé par mail des projets de dépenses, par exemple 2.600 euros pour une campagne d'affichage dans le métro : lui qui disait honnir les boîtes de pub ! Cela semblait disproportionné comme campagne, mais soit... D'autres achats ont à peine été évoqués par mail, pour ensuite être effectués avant toute discussion en réunion. Ces sommes n'auraient-elles pas pu être consacrées, par exemple, à dédommager les illustrateurs, qui avaient effectué, bénévolement, un travail remarquable qui a contribué à asseoir l'image du journal ? Durant l'année 2016, les réunions ont été quasi inexistantes et d'autres dépenses ont été imaginées par Penasse, sans aucune discussion en CA. Un exemple qui est tout sauf un détail, en fin d'année j'ai appris que Penasse s'était alloué un salaire grâce à ces subsides : alors que je faisais partie du CA, je n'en avais jamais entendu parler ! Devant mon étonnement, il a juste prononcé ces mots : « *Les comptes vont être rendus transparents.* » Durant mon

passage à *Kairos*, même s'ils semblaient être tenus en bonne et due forme par un comptable qui ne participait pas aux réunions, je ne les ai jamais vus.

Au niveau organisationnel, c'était déjà l'incurie depuis longtemps. Mais j'ai réalisé que la ligne éditoriale de Penasse, elle aussi, posait vraiment problème

Et, à partir de cette époque, *Kairos* vit de grosses turbulences internes...

Les aides à la presse ont également permis de louer un local à Saint-Gilles (Bruxelles), dans lequel cohabitaient le plus souvent Alexandre Penasse et Pierre Lecrenier, le graphiste. A la fin de l'année 2016, l'am- ↗

⇒ bianche dans ce bureau était devenue intenable (Pierre Lecrenier est d'ailleurs parti peu après) : à chaque bouclage, il y avait conflit, dans lequel Penasse avait des comportements autoritaires insupportables. Après un Xième conflit avec le graphiste, les réunions ont subitement fait leur réapparition. On y a vu apparaître une personne qui n'avait jamais assisté à nos réunions jusque-là : sans doute le rédac' chef éprouvait-il le besoin de s'adjoindre un « soutien » en cette période tendue... Et c'est là que j'ai réalisé que ce journal parlait véritablement en vrille.

**Et en quoi *Kairos* part-il en vrille, comme tu dis ?
Sur le plan organisationnel, ou également éditorial ?**

Au niveau organisationnel, c'était déjà l'incurie depuis longtemps. Mais j'ai réalisé que la ligne éditoriale de Penasse, elle aussi, posait vraiment problème. Je me souviens d'une réunion où il nous parle d'une vidéo YouTube consacrée aux femmes syriennes, qu'il veut relayer dans la lettre d'info. Cette vidéo faisait la propagande de Bachar al-Assad ! En cliquant sur le lien de la vidéo, je suis remonté à la source qui l'avait émise : il s'agissait de TV Liberté, un site d'extrême droite ! Finalement, il ne l'a pas diffusée, mais il râlait de ne pouvoir le faire : « Ah, cette manie de toujours s'attarder

Penasse est prêt à diffuser et à donner du crédit à tous ceux qui s'inscrivent contre les mêmes ennemis que lui. Entre les deux, il n'y a de place pour rien

sur qui parle plutôt que sur ce qui est dit... », a-t-il lâché. J'étais abasourdi. Lors d'une réunion, devant mes arguments il cria « *Bachar n'est pas un tyran !* » Comment dire... ? Il en était au stade de désigner le dictateur par son prénom...

Peu après, c'est une vidéo du médecin Nabil Antaki, syrien dirigeant la congrégation chrétienne des maristes bleus d'Alep qui est diffusée via la newsletter de *Kairos* et placée sur le site. Encore quelqu'un qui n'émet aucune critique vis-à-vis du régime d'al-Assad, que du contraire... Je retrouverai le même médecin, interrogé plus ou moins de la même manière dans une vidéo d'Alain Soral, c'est dire... Au sujet des accusations d'Amnesty International contre le régime syrien, concernant des milliers d'opposants pendus dans une prison près de Damas, il me répondra « *Encore des inepties de gauchiste bien-pensant.* » Il relaie aussi complaisamment la prose de Michel Ségal, qui défend Poutine et collabore également au site d'extrême droite Riposte laïque. Bref...

Après les attentats à *Charlie Hebdo*, en 2015, Penasse a envoyé une lettre d'info dans laquelle il avait inclus un lien renvoyant vers la thèse d'un complot, agrémenté de photos d'une voiture dont la couleur des rétroviseurs aurait été la preuve de l'existence d'exécutants secrets

du carnage... La source de ce « document » ? Russia Today, la télévision de propagande du régime russe. Lui qui ne cesse de dénoncer les médias *mainstream* comme étant les suppôts du pouvoir tire ses sources d'un autre média de propagande... En réalité, la base de sa pensée semble être « l'ennemi de mon ennemi est mon ami » : son ennemi, ce sont les institutions belges et européennes, les médias « traditionnels » et, bien sûr, les Etats-Unis. Il est donc prêt à diffuser et à donner du crédit à tous ceux qui s'inscrivent contre ces mêmes ennemis. Entre les deux, il n'y a de place pour rien. J'avais essayé d'évoquer ces faits, le manque de sérieux et le risque manifeste pour la crédibilité du projet, mais c'était impossible, il balayait toute critique dans un accès autoritaire... Je n'aurais pas dû laisser passer ce premier accroc, qui pouvait encore alors paraître comme une note discordante dans un projet allant globalement dans le bon sens...

En janvier 2017, tu as démissionné du CA de *Kairos*...

Oui, il m'est apparu que la « vision » de Penasse, ainsi que son comportement, discréditaient totalement le projet du journal alternatif *Kairos*. Selon moi, les lecteurs, les illustrateurs, les rédacteurs, tout le monde a été trompé. Et, bien sûr, les administrateurs de l'ASBL, en tout cas moi. Je m'étonne du fait que certains collaborateurs continuent d'apporter leur pierre à l'édifice, à moins de ne pas avoir internet, il est impossible d'ignorer les dérives de *Kairos*. En ce qui concerne les autres membres du CA, il s'agissait de sa femme et d'un ami d'enfance.

Après ta démission en 2017, as-tu continué de jeter un œil sur

le contenu du bimestriel ?

Je n'ai absolument plus suivi l'évolution du fonctionnement interne mais en revanche, j'ai continué à m'intéresser – de loin en loin – au contenu. Et je ne me suis pas ennuyé. Je pense par exemple à cet article intitulé « La différenciation sexuelle comme fondement », signé Penasse, paru en octobre 2018 et republié en 2020 sur le site internet de *Kairos*. Un ramassis de thèses réactionnaires sur la place du père en danger dans notre société à cause du capitalisme et des personnes transgenres. Utiliser l'idéologie de la décroissance pour rejeter la transexualité, il fallait y penser. Je me suis demandé, édifié, si j'avais collaboré dans le passé à un équivalent belge de la Manif pour tous ! (*NDLR* : un collectif d'associations luttant contre le mariage et l'adoption des personnes de même sexe...)

Et puis est arrivée la crise sanitaire...

Et là, ça a été un vrai festival : Penasse s'est trouvé un rôle de messie et de héros du journalisme libre – c'est-à-dire libre de raconter n'importe quoi. Le mot « ultracrédiparianisme » a été élu mot de l'année 2021 : « comportement qui consiste à donner son avis sur des sujets à propos desquels on n'a pas de compétence », explique Le Larousse. Il est taillé sur mesure pour Penasse : il est de toutes les manif's, passe son temps à se filmer en train d'annoncer des bêtises qu'il lit sur



Kairos est « contre ». Si le gouvernement n'avait pas pris de mesures sanitaires, il l'aurait épinglé comme « criminel ».

« Les ennemis de mes ennemis sont mes amis » : tel est le cœur de la pensée penassienne. Du coup, les pires dictateurs, tel Bachar al-Assad, deviennent fréquentables.



□ □ □

Nous avons demandé à Alexandre Penasse de réagir aux reproches factuels contenus dans cet article ; il n'a pas voulu y répondre (lire l'article « Ces questions auxquelles Alexandre Penasse n'a pas répondu » en p. 10). Il a conclu sa non-réponse en ces termes : « La bave du crapaud n'atteint pas la blanche colombe. Continuez vos commérages et tendez l'oreille à cet individu malsain bon pour la psychiatrie qu'est cet ancien de notre CA. Nous avons d'autres choses à faire. »

Des propos calomnieux d'une rare élégance. Notons que c'est lui qui nous menace préventivement d'un procès...

un prompteur, comme au JT - mais il les lit mal -, à animer des « conférences » avec des « experts dissidents », armé de ses petites fiches au logo de *Kairos*. On a l'impression qu'il joue au journaliste, comme on jouait, petits, à la dînette... Le délire mégalomaniaque est manifeste. Un jour il interpellait les lecteurs en leur demandant « *Imaginez la crise sanitaire sans que Kairos soit là* », hé bien personnellement j'aurais beau-

Penasse est contre. Si le gouvernement n'avait pas imposé de mesures sanitaires, il aurait dénoncé avec la même virulence ce positionnement, qu'il aurait accusé de criminel

coup moins ri ! Pourtant il critique régulièrement la « société du spectacle » et il ne fait que ça... En fait, rien ne tient la route. Il a ici trouvé un fonds de commerce, qu'il exploitera jusqu'à l'os. Mais pas d'illusions, si le gouvernement n'avait pas imposé de mesures sanitaires, il aurait dénoncé avec la même virulence ce positionnement, qu'il aurait accusé de criminel. Juste être contre, sans aucune place pour la réflexion, l'argumentation, la nuance, rien.

Des événements du passé me font dire qu'il a toujours voulu être blacklisté, eh bien il l'est enfin, mais il est blacklisté pour médiocrité journalistique. Même si dans son esprit, il semble penser qu'il l'est en raison du fait qu'il est le seul à « révéler la vérité ».

Qualifierais-tu *Kairos* de complotiste ?

Je me méfie de ce mot, qui est souvent brandi par les tenants de l'idéologie dominante pour disqualifier les avis contraires et les critiques émises. Je dirais qu'en tout cas, *Kairos* cède aux délires complotistes de ceux qui ciblent les mêmes ennemis que lui. Penasse est-il pour autant réellement « complotiste » ? Je dirais qu'il est tout simplement médiocre sur le plan journalistique : il n'agit qu'en fonction de son ego démesuré. Il surfe sur les événements et dit ce que certains veulent entendre, sans aucun scrupule ni questionnement...

Rétroactivement, quel est ton sentiment quand tu penses à ton aventure à *Kairos* ?

J'ai un énorme sentiment de gâchis : tout était là pour avoir un bel outil de contre-information, fabriqué par des gens intéressants... Aujourd'hui, tout est fichu. Au départ j'ai répondu à leur sollicitation et ai participé à *Kairos* dans l'idée de faire avancer un projet collectif de presse alternative. En le quittant, j'avais compris avoir passé des heures à contribuer, qui plus est bénévolement, au projet personnel d'Alexandre Penasse. C'est extrêmement désagréable comme sentiment. □

LA « RADICALITÉ » DE *KAIROS*, D'UN OPPORTUNISME

Kairos est né, voici plus de dix ans, de la volonté d'offrir d'« autres possibles » à la société et à l'offre médiatique. Mais au lieu de creuser un sillon intellectuellement et socialement fécond, le bimestriel a fait le choix – commercial – du « clash ». Regards croisés des observateurs attentifs des médias.

Isabelle Philippon (CSCE)

« Assez vite, *Kairos* a fondé son récit narratif sur l'opposition entre les « élites » et les « vraies gens », observe Olivier Klein, professeur de psychologie sociale à l'Université libre de Bruxelles (ULB), où il dirige le centre de psychologie sociale et interculturelle. Il oppose une sorte de pureté morale citoyenne avec les institutions corrompues, soutenues par les intérêts des puissants. Toute parole « officielle », celle des responsables politiques et économiques, mais aussi celle des experts, est a priori suspecte. »

« *Kairos* illustre la dérive d'une ligne éditoriale radicale, anti-productiviste et anticapitaliste, a priori intéressante dans le débat public, vers un contenu délirant, observe

« Sous couvert d'esprit critique et d'une identité de « média indépendant et libre qui pose les questions qui dérangent », il a versé dans un récit médiatique où la recherche de la vérité n'est plus au centre de la démarche » (Martin Culot)

Martin Culot, formateur en éducation aux médias à destination des adultes au sein de l'ASBL Média Animation. *Sous couvert d'esprit critique et d'une identité de « média indépendant et libre qui pose les questions qui dérangent », il a versé dans un récit médiatique où la recherche de la vérité n'est plus au centre de la démarche. Il tire désormais exclusivement sur la corde de « Notre journal est le seul média qui ose rentrer dans le lard des autorités ». Toutes les infox sont les bienvenues si elles servent cette*

cause-là. Et tous les compagnonnages sont permis. »

La façon problématique dont la presse *mainstream* a couvert la crise sanitaire et la diabolisation de ceux qui osaient la remise en question de la doxa officielle n'ont fait qu'accentuer la défiance d'une frange de la population envers les autorités et les journalistes. « Il y avait donc là une ouverture pour une presse alternative qui interroge le discours dominant ce qui est très sain, poursuit Sinnaeve. Ce qui est problématique, c'est quand cette critique ne s'exerce plus qu'à partir d'une seule grille de lecture, qui voit une intentionnalité partout : les responsables politiques, économiques et académiques, les experts, les journalistes, les intellectuels, ..., tous seraient animés par le désir de servir leurs propres intérêts, c'est-à-dire les intérêts socio-économiques et intellectuels de l'élite, au détriment des citoyens. La « grande causalité du monde » s'expliquerait par un facteur unique qu'« on » chercherait à dissimuler. »

La pseudo-radicalité du discours alternatif

A l'autre bout de l'échelle, se distanciant des journalistes *mainstream* accusés d'être des « vendus », *Kairos* fait feu de tout bois pour marquer sa différence : il n'hésite pas à relayer activement la propagande et les éléments du langage de l'extrême droite et du complotisme le plus primaire. Sont sollicités de préférence les chroniques et les avis de personnes que l'« autre bord » considère comme inféquentables. Et cette dédiabolisation se suffit à elle-même ; elle ne s'accompagne plus d'un journalisme d'information sur le fond. Ce récit n'a de radical que l'apparence. « La pensée conspirationniste (la propension à tout voir comme le résultat d'un complot) ne laisse aucune place à l'analyse structurelle, confirme Karim Zahidi, professeur et chercheur en philosophie des sciences, en psychologie philosophique et en logique au Centre de psychologie philosophique de l'Université d'Anvers. En désignant des personnalités ou des élites puissantes comme les coupables de la situation actuelle, et en restant bloquées sur cette question de la culpabilité, les théories du complot ne s'attardent guère sur les structures et les institutions qui encadrent les actions des élites. Or, ce n'est que sur base d'analyses structurelles qu'une politique anti-systémique de gauche peut être développée. » (1)

FAUX NEZ COMMERCIAL

L'ère du clash

« Avec la crise sanitaire, Kairos a versé dans la posture du clash, de la polarisation à outrance, relève Marc Sinnaeve (Ihecs). Il a adopté le modèle de la chaîne télévisuelle CNews, du match de boxe où le débat se fait moins de coups d'arguments que de postures. »

Penasse a, en effet, tout compris à l'ère du clash décrite par l'écrivain et chercheur français Christian Salmon (2) : il en déplore les effets sur la sphère médiatique, mais en reproduit la logique pour servir sa cause. Il est en fusion avec les préoccupations de ses lecteurs, il a compris que son modèle économique trouvait sa pâte et son succès sur la défiance d'une frange de citoyens à l'égard des autorités sanitaires et politiques, et il lui a tout sacrifié, en premier lieu la déontologie journalistique et la recherche de la vérité.

Les réseaux sociaux ont accéléré cette culture du clash : sur le Net, les gens ont un excès de confiance en eux ; ils se sentent qualifiés pour parler de tout, y compris d'un nouveau virus et de la dangerosité – ou pas – de nouveaux vaccins. Favorisant la surenchère et la polémique, les réseaux sociaux ont fait exploser ces comportements consistant à donner son avis sur des sujets à propos desquels on n'a pas de compétence et ce, sans avoir la faculté de reconnaître son incompétence et ses réelles capacités.

La parole privée s'est libérée, et est advenu « un nouveau régime d'énonciation », qui « participe de techniques de guerre fondées sur la provocation, sur la transgression, sur l'accélération, l'irruption, la déflagration, ainsi que sur l'alerte, l'effroi, la panique, la contagion... », comme l'explique Christian Salmon. Les individus ont la possibilité de n'être confrontés qu'aux sources en accord avec leurs propres opinions, et d'échapper ainsi à toute contradiction qui, lorsqu'elle surgit néanmoins, les insupporte et les rend violents. Et voici tout le champ démocratique, toutes les sphères - politique, médiatique et privée – contaminées par les sentences agressives, les opinions caricaturales, une façon de « discuter » qui n'en est pas une. Les

commentaires se « clashent », l'écoute de l'autre n'est plus possible, le doute n'est plus permis, chacun assène sa vérité.

Les journalistes eux-mêmes sont tombés dans le piège de la prise de position : soit on est « pour » la vie humaine, on se prémunit contre l'engorgement des hôpitaux et le crash du système hospitalier, et donc, si l'on se contente de l'écume des choses, on est « pour » le confinement et les autres mesures sanitaires imposées par les autorités. Soit on ose une parole dissidente, un

« Avec la crise sanitaire, Kairos a versé dans la posture du clash, de la polarisation à outrance. Il a adopté le modèle de la chaîne télévisuelle CNews, du match de boxe où le débat se fait moins de coups d'arguments que de postures »
(Marc Sinnaeve)

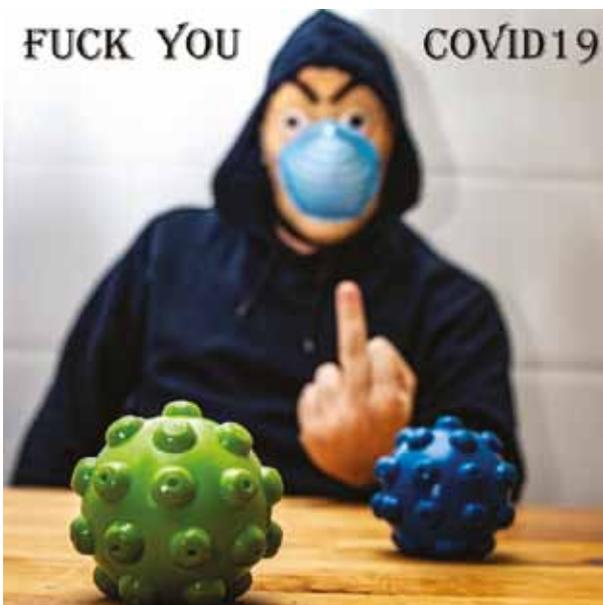
questionnement, une remise en question, et donc on est « contre » la vie humaine, on se fout de la collectivité, voire on est « de droite ».

Pourquoi on y croit

Si les théories (vraiment) complotistes sont rares et irrationnelles, il faut aussi expliquer pourquoi elles continuent d'exercer un tel attrait.

Bien sûr, la tentation de dire non aux évidences, de contester la validité scientifique et de rejeter des informations solides est plus grande dans les rangs de ceux qui disposent de peu d'outils pour aider à la compréhension du monde.

Mais gardons-nous d'une seule réponse élitiste à cette question, qui consisterait à affirmer qu'« une grande part de l'humanité est incapable de distinguer la réalité de la fiction », prévient Karim Zahidi. Il n'y a pas que les peu scolarisés, ↗



⇒ les frustrés, les gens en colère ou les exclus qui succombent aux sirènes des contrevérités. « Dans une démocratie capitaliste, l'inégalité réelle entre en contradiction avec l'idéologie centrée sur l'égalité et l'autodétermination. Cette contradiction n'est pas théorique, mais vécue par les gens au quotidien. D'une part, on leur dit constamment qu'ils sont maîtres de leur propre destin ; d'autre part, ils constatent que ce n'est pas le cas. (...). Dans un monde présenté comme un monde égalitaire, les intérêts des élites prennent systématiquement le dessus sur ceux de la majorité. Les relations de pouvoir ne sont plus transparentes et les mécanismes d'exercice du pouvoir, d'exploitation et de répression sont brouillés (...) La réalité sociale apparaît à l'individu atomisé comme un vaste chaos. »

Une si confortable posture complotiste

Les théories du complot deviennent alors une alternative attrayante pour expliquer ce chaos social, surtout en période de crise sanitaire où il se trouve à son apogée. « La Covid-19 rend évidente la corruption complète du corps politique et de ses appendices médiatiques et scientifiques. Cette corruption reflète la crise du capitalisme industriel financier et la volonté des oligarques de détruire la démocratie représentative. Le système politique qui se met en place est bien totalitaire, fasciste, sanitaire et numérique. » Cette saillie est signée par le philosophe Michel Weber, « thérapeute ayurvédique viscéralement anarcho-communiste et accidentellement essayiste » (sic), dans une des récentes livraisons de *Kairos* (3). L'auteur ne se contente pas de relever la « corruption » de l'élite, il lui prête une volonté de troquer la démocratie contre un système totalitaire, servie de manière inespérée par le virus : du beau, du vrai, du bête complotisme.

Certes, on peut avoir l'impression, souvent, que les pouvoirs et contre-pouvoirs « officiels » (médiatique, politique, socioéconomique, sanitaire) ne parlent que d'une seule voix, effacent les voix discordantes ou les décrédibilisent : cela alimente le soupçon. De là à développer une lecture intentionnaliste de la crise sanitaire, voilà un pas trop vite franchi.

« Nous sommes tous sensibles à la tentation du "raisonnement motivé", rappelle Olivier Klein (ULB). Nous mettons notre intellect au travail pour justifier et motiver les raisonnements qui nous arrangent. Les expériences en psychologie sociale ont démontré que nous faisons davantage preuve d'esprit critique lorsqu'il s'agit d'évaluer un article dont la conclusion va à l'encontre de nos propres idées que vis-à-vis d'un même article dont les conclusions vont dans notre sens. »

Dans un contexte de pandémie, cette posture est évidemment particulièrement dangereuse si elle ne s'accompagne pas d'une recherche de la vérité et qu'elle ne reste que « posture ». Mais tout, dans *Kairos*, malheureusement gangréné par le positionnement de son rédacteur en chef, n'est désormais que posture... □

(1) « La pandémie du complotisme », Karim Zahidi, Lava, 7 avril 2021

(2) « L'ère du clash », Christian Salmon, Fayard, Paris 2019

(3) Michel Weber, *Kairos* n°56, septembre-octobre 2022

LES DÉLIRES

Tout « antiproductiviste » soit-il, *Kairos & Cie* ne boude pas le réseau social Facebook, dont on sait pourtant que ses propriétaires n'oeuvrent pas précisément en faveur de cette « société décente » réclamée par le bimensuel. Il y fait même preuve d'une hyperactivité. Petite immersion en absurdie...

Isabelle Philippon (CSCE)

Les lieux Facebook sur lesquels on trouve *Kairos & Cie* sont au nombre de trois. Un : la page officielle du bimestriel *Kairos*, suivie par quelque 126.000 personnes. Deux : la page « Les Amis de *Kairos* », qui compte quelque 2.700 *followers*. Notons que cette page a une déclinaison régionale, « Les Amis de *Kairos* Namur (un peu plus de 1.000 *followers*). Trois : le groupe privé « La Re(love)ution du salon, avec ses plus de 5.200 membres.

Le site de *Kairos* (kairospresse.be) ainsi que les pages Facebook du bimestriel lancent régulièrement des appels au financement participatif « pour financer la presse libre », mettent en valeur les derniers dossiers du magazine, diffusent toutes les actus permettant de dénoncer les manquements de la presse traditionnelle - tout en s'interrogeant, le plus sérieusement du monde, sur ce que l'on peut faire concrètement « pour que

« Les grands médias et agences de presse : ce sont des collabos.

RTBF = prostitués de l'Etat »

les médias *mainstream* retrouvent le droit chemin » -, publient des pétitions de soutien à Alexandre Penasse (pour que sa carte de presse soit renouvelée, pour qu'il reçoive l'appui de l'Association des journalistes professionnels/AJP suite aux « agressions » dont il a été victime de la part des forces de l'ordre, etc.) et diffusent des vidéos et des *posts* qui ne dénotent pas avec le contenu « papier ».

DE KAIROS & CIE SUR FACEBOOK

Du sexe de Brigitte Macron

Quelques morceaux choisis, qui permettent de se faire une idée de l'intelligence et de la clairvoyance de ce « journalisme libre et indépendant ».

Un article intitulé « Le lobby LGBT ne touche pas l'Elysée » reprend la rumeur selon laquelle Brigitte Macron serait un homme (en l'occurrence son frère, Jean-Michel Trogneux), tout en dénonçant la « censure » de ceux qui osent un questionnement sur ce sujet, et le tabou qui l'entoure. Un certain Grompf, un Suisse très actif sur Twitter dont la spécialité est la chasse aux fake news (Grompf@Grompf3) écrit à ce sujet : « La méthode utilisée est bien connue. Soutenir un propos bien crade (pour rappel, aux USA, l'extrême droite avait lancé le même genre de rumeurs contre Michèle Obama) de manière indirecte, en jouant sur le "on ne peut plus rien dire", "moi je veux juste poser une question", etc. » « D'où ai-je sorti cette saleté ?, interroge Grompf. Et, dans sa réponse, de renvoyer sur la page Facebook de Kairos : « Mais oui, le coup du journalisme "libre" qui ose affronter la censure. »

« L'acharnement hallucinant à soutenir l'Ukraine »

Autre pépite : au Portugal, un tribunal aurait reconnu que sur les 17.000 décès officiels du Covid, seuls 152 seraient vraiment dus à cette maladie. « Vous vous en doutez, c'est un gros hoax (NDLR : canular, information fautive, périmée ou invérifiable, propagée spontanément par les internautes), réagit Grompf, avant de démonter chacune des « infos » avancées par le magazine.

Un exemple encore : l'ineffable Chronique du Donbass, tenue par Erwan Castel, ancien officier du renseignement français vivant dans le Donbass : « Au cœur de la guerre, Kairos réalisera avec lui des chroniques régulières pour nous informer de l'état du front. Refusant le manichéisme propre à tuer la capacité de penser, Erwan Castel souhaite offrir aux gens les connaissances qui leur permettront de se forger un esprit critique et penser librement. » Démonstration : « L'acharnement hallucinant des pays occidentaux à soutenir l'Ukraine révélera surtout qu'ils ne sont que les laquais obéissants et serviles d'une stratégie mondialiste pilotée par les Américains dont les ennemis ouvertement déclarés aujourd'hui sont à la fois la Russie mais aussi les Européens, puisque les Etats-Unis veulent domestiquer les Etats européens et leurs populations, à travers la stratégie, plutôt psychologique, du consentement. L'objectif final est de réduire finalement l'Union européenne dans sa dimension étatique ou technologique actuelle en une espèce de colonie américaine qui serait le client militaro-industriel mené par Washington et dirigé contre tous les pays non-alignés. » Ouf, n'en jetez plus...



Le pangolin: cet animal fort prisé en Chine fut un temps soupçonné d'être à l'origine du passage du Covid à l'homme. Il est devenu l'emblème de l'humoriste David Schiepers.

La page diffuse aussi la série « humour » de Kairos – « parce que mieux vaut parfois rire de l'absurde que d'en pleurer » -, intitulée « La minute Pangolin » et initiée par le comédien David Schiepers, dit Pangolin, en référence à cet animal à écailles très apprécié (et braconné) en Chine, soupçonné dans les premiers temps de la pandémie d'être à l'origine de la transmission du Covid à l'homme. C'est le même Schiepers qui interviendra plus tard sous le nom de Pango Litos dans le groupe privé « Re(love)ution du salon ». Allez-y voir, vous verrez comme ça vole haut, vous apprécierez sans nul doute la finesse de l'humour...

**« Un groupe apolitique,
pas de truc en -isme ni
machin. C'est juste toi, moi,
nous, et on fait les choses
ensemble (...). Ok ? »**

RTBF = prostitués d'Etat

Les artistes, auxquels il appartient pourtant (même si l'on peine à qualifier ses prestations FB d'« artistiques ») n'échappent pas au courroux de Schiepers : « J'ai longtemps encouragé les artistes pour qu'ils se révoltent contre les mesures absurdes. Ils n'ont pas bougé leur



Kairos a relayé la vieille rumeur selon laquelle Brigitte Macron serait en réalité un homme, en l'occurrence son frère Jean-Michel : elle tourne en boucle sur les médias complotistes depuis des années...

⇒ cul. Je suis en colère contre les artistes et je le suis toujours car ils avalent toutes les mesures. Ils sont devenus des capitalistes ; n'en ont rien à foutre de l'humanité. » (23 juin 2021)

Le 5 juillet 2021, Schiepers explique dans une de ses vidéos : « Hier on a déposé plainte au CDJ (et j'encourage les pangolins à le faire) contre RTL et RTBF, ces collabos, ces menteurs, ces tueurs, qui recommencent à mentir : "Plus de 35.200 mots à cause du Covid" : prouvez-moi qu'ils sont morts à cause du Covid !; je vous invite tous à faire comme moi, déposez plainte à lecdjarobasecdj.be Qu'ils sachent que l'œil est là, car on va être là tout le temps, on n'a pas le choix. Moi je reste un honnête citoyen même si j'essaie de flirter avec des borderlines. Il faut poser des actes de désobéissance civile car il en va de nos vies. Demain je vais relancer une plainte collective au CDJ (NDLR : Conseil de déontologie journalistique) (...) Les grands médias et agences de presse : ce sont des collabos. RTBF = prostitués de l'Etat. »

Les doléances à l'égard de la RTBF ne font pas dans la dentelle : « Avant la création du groupe j'avais écrit sur le mur de la RTBF qu'ils étaient des criminels, qu'ils tuaient des gens. J'ai porté plainte pour incitation à la haine contre tous les médias (...). La RTBF intoxique les cerveaux, incite à la haine (...) » Et encore : « Oui : la propagande qu'ils font est comparable à celle de l'Allemagne nazie (...). »

Kairos et ses joyeux Amis

« Les Amis de Kairos » diffusent un contenu largement commun avec celui de la page Facebook Kairos. Le 30 août 2021, Kairos annonce sur sa page la création des « Amis » : « Kairos, journal antiproductiviste pour une société décente, a connu depuis le début de la "crise sanitaire" (NDLR : les guillemets sont de Kairos) une progression de son lectorat, nous ne pouvons que nous en réjouir (...) C'est pourquoi nous avons décidé de créer et de lancer Les Amis de Kairos. Il s'agit de créer des antennes régionales de soutien à Kairos qui auront pour but de promouvoir le journal et de le faire connaître, de créer des réseaux, des relais. Pour ce faire, dans un premier temps,



L'une des multiples campagnes anti-politique menée sur le groupe Re(love)ution du salon : tout en finesse...

nous proposons d'organiser des conférences, des débats autour de thèmes spécifiques. Un mois plus tard, la page « Les Amis de Kairos », officiellement créée, explique avoir pour but « d'organiser le plus de débats possibles accompagnés d'informations sérieuses, sourcées, crédibles, afin que nul ne monopolise la représentation ou l'interprétation du réel, des faits ». Un beau programme.

La page relaie donc de multiples invitations à des conférences ainsi que des appels au financement de la « presse libre », à la signature de pétitions en faveur de Penasse et à la participation aux « Marches pour la liberté » et autres « Boum ».

On y découvre aussi régulièrement des vidéos de l'« humoriste » Stefan Cuvelier (frère de Jean-Marc Cuvelier, l'une des chevilles ouvrières des « Amis »). Avec son inénarrable accent bruxellois (réel, ou « joué » pour faire plus authentique ?), l'« humoriste » joue la proximité. Du style : « Salut les amis, vous allez bien ? Je pensais que j'étais le seul imbécile à ne pas mettre le masque, etc. Mais non, vous êtes nombreux à faire comme moi, bande de fofous ! » Désopilant, isn't ?

A l'automne 2021, au moment où Penasse se voit refuser le renouvellement de sa carte de presse, un appel est lancé sur la page des « Amis de Kairos » : les responsables enjoignent leurs fidèles à envoyer un mail et des messages courroucés sur la boîte mails et le profil Facebook de Martine Simonis, secrétaire générale de l'Association des journalistes professionnels (AJP). Par la suite, ce genre d'excitation (il y en a eu des dizaines d'autres) ont été lancées la plupart du temps depuis le groupe « La Re(love)ution du salon », plus discret puisque privé.

Les « actions » de Re(love)ution de salon

Le 14 décembre 2021, dans sa chronique « La minute Pangolin » Schiepers déclare ceci : « On va essayer de s'unir. Si on met le même message ensemble, x 1000 par

CES ERREURS DES JOURNA

Le Covid a pris tout le monde de court, en ce compris, bien sûr, les responsables politiques et les journalistes. Et la façon dont la presse a couvert la crise sanitaire, en tout cas dans les premiers temps, est sujette à caution. Ces erreurs ont fourni à *Kairos* un terreau fertile et – c'était inespéré – un modèle économique.

Isabelle Philippon (CSCE)

« Pendant la crise sanitaire, le traitement médiatique de la presse mainstream s'est souvent limité à servir de mégaphone aux autorités », regrette Ricardo Gutiérrez, secrétaire général de la Fédération européenne des journalistes (FEJ). « La diffusion, en direct, des communiqués de presse du Comité de concertation (Codeco) (1) ainsi que des conférences de presse suivant les réunions du Codeco était une erreur déontologique majeure, abonde Jean-Jacques Jespers, ex-journaliste à la RTBF et président du Conseil de déontologie journalistique. Le communiqué de presse doit être une source parmi d'autres, certainement pas une information à reprendre telle quelle. De même, tendre sans arrêt le micro aux responsables politiques et aux experts, sans filtre, sans distance, sans analyse, c'est contraire à la bonne pratique journalistique. »

« Il est vite apparu difficile de faire la part des choses entre infox et critique légitime, car on se trouvait dans un contexte totalement inédit, très anxieux, et favorable à l'apparition de thèses fantaisistes et complotistes » (Jean-Jacques Jespers)

Le moteur du métier de journaliste est la curiosité, une envie d'apprendre, de découvrir, y compris – surtout ? - l'envers du décor. Il exige d'exercer son sens critique et d'avoir l'aptitude au recul, de ne rien prendre pour argent comptant. La manière dont les médias « traditionnels » ont traité de la crise sanitaire n'a pas vraiment répondu à ces standards.

Les trois phases médiatiques de la crise sanitaire

Jean-François Raskin, professeur de sociologie des médias et administrateur général de l'Institut des hautes études de communications sociales (Ihecs) distingue trois phases dans le traitement médiatique de la crise sanitaire (2). La première phase correspond aux trois

premiers mois de la pandémie, soit de février à avril 2020 : au cours de cette période, la couverture médiatique s'est distinguée par les mêmes « errements, hésitations et discours contradictoires des experts et des autorités en général », et s'est heurtée au « peu de culture scientifique au sein de la profession ».

La deuxième phase, d'avril à décembre 2020, a vu la mise en place d' « une vérité qui ne pouvait plus être contestée : le confinement en attendant le vaccin (...). Il y a eu une forme de glissement au sein de plusieurs organes de presse d'une mise en perspective vers une adhésion à cette ligne sans réel regard critique ou d'analyse du discours dominant. Des experts écartés, devenus inaudibles voire interdits, des voies thérapeutiques discréditées, des pressions des autorités au nom de l'intérêt général (...) ».

Enfin il y a eu la troisième phase, à partir de décembre 2020 : « Les contestations populaires contre les mesures de confinement, les ratés dans le processus de vaccination (...), les dommages collatéraux des mesures prises par les autorités ont permis à d'autres voix de se faire entendre. Ceux qui s'étaient tus, volontairement ou pas depuis des mois retrouvent une certaine audience. Des parlementaires retrouvent également leurs fonctions et leur rôle démocratique. »

L'effet de sidération

Reprenons, et détaillons. Pendant les premières semaines de la pandémie, tout le monde – responsables politiques, virologues, épidémiologistes, responsables hospitaliers, etc. – a été pris de court par ce virus inconnu. Les médias ont tout d'abord donné la parole à des sources diverses, dont certaines plus ou moins contradictoires, « mais il est vite apparu difficile d'évaluer leur crédibilité, de faire la part des choses entre infox et critique légitime, car on se trouvait dans un contexte totalement inédit, très anxieux, et favorable à l'apparition de thèses fantaisistes et complotistes », analyse Jean-Jacques Jespers. Or à ce moment, la seule approche audible de la crise était l'approche sanitaire : comment faire pour éviter l'engorgement des hôpitaux et le risque de milliers de morts que celui-ci risquait de provoquer ?

LISTES MAINSTREAM QUI ONT AIDÉ PENASSE

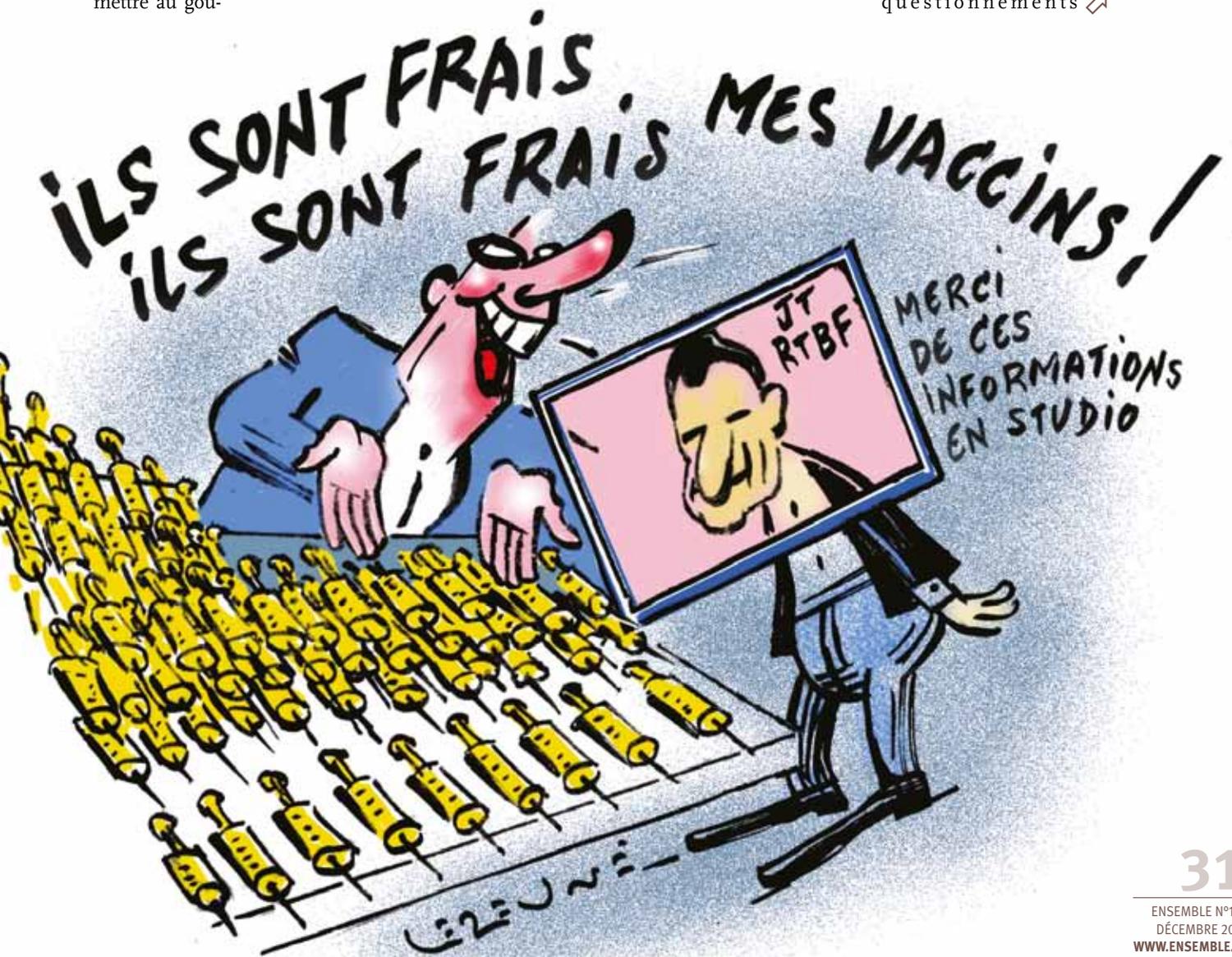
« On était vraiment dans une période d'exception, souligne Benoît Grevisse, qui dirige l'école de journalisme de l'UCLouvain. Deux questions cuisantes se posaient aux journalistes : 1/ quelles sources pouvait-on considérer comme fiables ; 2/ quels rapports fallait-il entretenir avec les autorités ? Ne convenait-il pas de sacrifier momentanément l'indépendance journalistique au nom de l'intérêt général ? »

La parole confisquée

Pendant ce que Jean-François Raskin identifie comme la « deuxième phase » (d'avril à décembre 2020), les médias ont banni toute voix dissidente des colonnes de leurs journaux ou de leurs antennes. Les journalistes et éditorialistes, dans leur grande majorité, ont continué de s'en remettre au gou-

vernement et au groupe d'experts désigné par ses soins pour délivrer la bonne parole. L'illustration la plus caricaturale de cette situation, on l'a eue lorsque « une journaliste a demandé à un représentant de Pfizer si ses vaccins étaient sûrs. C'est comme si on demandait à un poissonnier si son poisson est frais », ironise Raskin. Mieux encore : non contents de tendre leurs micros sans filtre, les journalistes se sont mis à prendre fait et cause en faveur du discours officiel et ont versé eux-mêmes dans la posture de « ceux qui savent ». Ceux et celles qui osaient un discours différent, des interrogations, des remises en question, étaient non seulement réduits au silence, mais aussi diabolisés, systématiquement relégués dans le rang des complotistes.

Aucune place, en « Une », dans les éditos ou les Journaux télévisés (JT), pour les questionnements ↗



⇒ au sujet du vaccin, des risques de conflits d'intérêts inhérents à la qualité d'« expert du gouvernement », du bien-fondé des différents confinements, des dégâts opérés par la gouvernance néolibérale au secteur hospitalier, de la notion de santé « globale » et pas seulement physique, des pratiques parfois peu reluisantes de l'industrie pharmaceutique, etc..



Marc Sinnaeve (Ihecs) : « Lorsqu'il offre un angle "quantitatif", un événement sera plus facilement érigé en sujet d'actualité. »

L'info en continu

Ce n'est pas comme si les sujets de fond avaient totalement disparu des colonnes des journaux et des écrans des médias « traditionnels » : pendant la deuxième phase, dès le mois d'avril 2020, des reportages et débats de qualité ont traité des conséquences de la pandémie et des mesures à prendre mais aussi, du respect des libertés fondamentales ou l'inquiétude du monde judiciaire concernant le risque antidémocratique des mesures d'urgence. » Certes. Mais ils étaient noyés dans un flux d'infos en continu lâché par les rédactions. « Evidemment que le traitement médiatique de cette crise doit être questionné et peut être critiqué, reconnaît le journaliste Arnaud Ruyssen (RTBF) dans un post Facebook du 7 février 2021 : l'emballage sur certains

« On est censés être des chiens de garde de la démocratie, mais c'est comme si le Covid nous avait limé les canines »
(Ricardo Gutiérrez)

cas peu représentatifs (comme le cas de cet enfant de trois ans décédé l'été dernier) ; la litanie des chiffres sans toujours suffisamment de mise en perspective ; la recherche de "titres vendeurs" ; l'utilisation abusive du terme "complotiste" ; ... On doit tous s'interroger sur ça dans nos rédactions. » Relevons que tous les journalistes de la RTBF ne partagent pas la capacité de Ruyssen à la remise en question : « L'émission QR, animée par Sacha Daout, s'est caractérisée par un manque total de recul, une forme de mépris pour tous ceux qui osaient des critiques ou des questionnements : sa conduite d'émission s'inspire du "modèle CNews" (NDLR : chaîne privée de télé française d'info en continu, très ancrée à droite et cultivant la « culture du clash ») et a fait beaucoup de tort à la profession, regrette un de ses collègues. Pourtant, il travaille pour un service public : c'est inquiétant... »

« Je pensais que les journalistes avaient changé de posture, qu'ils avaient compris que les citoyens ne supportaient plus les positionnements de "journalistes détenteurs de la vérité qu'ils enseignent au peuple", grince Ricardo Gutiérrez, secrétaire général de la Fédération européenne des journalistes (FEJ). Mais force est de constater que certains éditorialistes de presse écrite et télé n'ont pas compris l'évolution de la société. »

Le cadrage par les chiffres

La légitimité de la parole officielle et du discours médiatique s'est, pendant longtemps, basée presque exclusivement sur la « scientificité » des chiffres. « Les rédactions, elles aussi désarçonnées par le caractère inédit d'une telle pandémie, ont sans doute cherché par là une assise, une légitimité d'emprunt », analyse Marc Sinnaeve, chargé de cours à l'école de journalisme de l'Institut des hautes études des communications sociales (Ihecs) (3). De plus, les journalistes aiment les chiffres : « Lorsqu'il offre un angle de perception "quantitatif", un événement sera plus facilement érigé en sujet d'actualité. » Le système

□ □ □

L'ÉLOGE DE LA NUANCE

Le collectif « Citoyens contagieux » entend apporter une autre réponse que le complotisme à l'invisibilisation médiatique de ceux qui osent des questionnements sur la gestion de la crise sanitaire.

Christophe Haveaux, journaliste coordinateur au webmagazine *Renouvelle*, spécialisé dans les énergies renouvelables, a fondé le collectif « Citoyens contagieux ». L'absence de débats contradictoires pendant la crise sanitaire et l'« invisibilisation » médiatique de ceux qui osaient un questionnement et une parole « dissidente » l'a interpellé. Il pointe cet entre-soi, cette absence d'un certain nombre de questionnements et de remise en question de la logique dominante (le traitement exclusivement sanitaire et quantitatif de la crise covid) comme en partie responsables du succès des théories complotistes. Lui a choisi l'approche citoyenne « responsable » pour apporter sa contribution au débat et faire entendre sa voix et celle d'autres esprits critiques.

« En septembre 2021, la vie sociale et professionnelle a repris un cours plus normal, mais le risque d'une nouvelle flambée occupe toutes les conversations. Le fossé entre vaccinés et non-vaccinés se creuse, rien ne semble de nature à réconcilier les deux camps. Et toute la société semble traversée par ce clivage. Marc Van Ranst, le virologue "attitré" du gouvernement tient des propos belliqueux dans la presse ("Il faut convaincre les non-vaccinés d'une façon moins amicale"). Sur les réseaux sociaux, on lit des bêtises du style "Les vaccinés sont les moutons du gouvernement" ou, à l'inverse, "Les non-vaccinés sont des complotistes". A ce moment, moi qui étais pourtant triplement vacciné, j'ai commencé à ressentir un certain malaise face à ces stigmatisations et à ce

médiatique dans son ensemble adhère à l'idée que « le réel qui importe est celui qui se mesure ou se laisse mesurer », insiste-t-il.

Cette logique dans la production de l'information, on la retrouve au carré ou au cube dans la couverture de la « mère de toutes les pandémies » : « La redondance, l'immédiateté, l'obsolescence accélérée des nouvelles, la multiplication des rendez-vous d'informations, la banalisation des éditions spéciales, la saturation des écrans et du "temps de cerveau disponible" ; mais aussi la vampirisation coronavirale de l'ensemble de l'espace éditorial, le monde hors Covid cessant d'exister (ou peu s'en faut) ; la dépolitisation du traitement de l'actualité (...), étrange succession de moments d'insignifiance et d'hystérisation. »

La question d'Alexandre Penasse

Alexandre Penasse, rédacteur en chef du bimestriel Kairos, a, à sa manière, inauguré la deuxième phase

La diabolisation de ceux qui osaient la remise en question de la doxa officielle n'ont fait qu'accentuer la défiance d'une frange de la population envers les autorités et les journalistes

du traitement médiatique de la crise sanitaire au cours de la conférence de presse du Comité de concertation (Codeco), le 15 avril 2020. Il s'est lancé dans une longue énumération du CV des experts désignés par le gouvernement pour gérer la pandémie, dénonçant leurs liens avec l'industrie pharmaceutique ou des institutions financières, et déplorant l'absence

manque de nuances. J'ai donc pris l'initiative d'écrire un texte en appelant à davantage de modération, d'écoute, de respect, d'intelligence. Personne ne pouvait avoir la certitude d'avoir raison, or tout le monde assénait de "grandes vérités". J'ai envoyé ce texte par mail à mes contacts, en leur demandant d'apporter des corrections éventuelles et de le signer s'il leur plaisait. Ce texte a été largement diffusé, et a recueilli en quelques jours 800 signatures de personnes enthousiastes et issues de tous les horizons : enseignants, psychologues, artistes, soignants, entrepreneurs, ... et même des prêtres. Je pense que cela reflète l'envie d'une grande majorité des citoyens de maintenir une cohésion sociale et un débat public plus respectueux. Le texte est devenu une carte blanche qui, après avoir été refusée par Le Soir et La Libre, a été acceptée par Le Vif et publiée sur le site de l'hebdomadaire, où il est resté pendant plusieurs jours dans le top 5 des articles les plus lus. »

Cette publication a signé l'émergence, en octobre 2021, d'un collectif de citoyens, baptisé « Les citoyens contagieux » qui, loin des théories complotistes et autres fake news, se bat pour donner à entendre d'autres voix, d'autres dimensions que celles qui prévalent dans le discours dominant. Parmi elles, celles de #CovidRationnel, une équipe interdisciplinaire principalement composée de pro-



Christophe Haveaux, fondateur du Collectif Citoyens contagieux : il a choisi l'approche citoyenne pour apporter sa contribution au débat démocratique.

fesseurs et chercheurs d'universités belges, qui publie un blog « visant à apporter des éclairages, réflexions, questionnements ou solutions transversales et complémentaires sur la crise de la Covid en Belgique » (1). Ainsi que celles de Barbara Stiegler, philosophe française spécialisée en éthique de la santé et spécialiste de l'idéologie néolibérale, personnalité qui inspire le collectif (2).

Christophe Haveaux était présent, à la tête de son collectif Citoyens contagieux, aux côtés de dizaines d'autres associations aux revendications fort diverses, à plusieurs des manifestations de protestation contre la gestion de la crise sanitaire. La proximité d'avec des groupuscules

– entre autres – d'extrême droite ne le réjouissait pas. « Mais ce n'était pas une raison, dit-il, pour renoncer à manifester. »

« Aujourd'hui, avec le recul, je choisirais de façon plus sélective les manifestations auxquelles j'inviterais à participer au nom du Collectif : je serais plus attentif quant à l'identité des organisateurs et ne participerais pas à une manif organisée en sous-main par des groupuscules d'extrême droite. Cela étant dit, même dans les manifestations que je ne renierais pas, la présence de certains représentants de l'extrême droite était tangible. Manifester, contester certaines décisions du politique, est un droit fondamental de tout citoyen en démocratie. Renoncer à ce droit sous prétexte qu'il risque de profiter, aussi, à des gens peu recommandables, revient à leur abandonner ce droit. Se taire sous prétexte que d'autres, pour des motifs différents que je ne partage pas, protestent également, ce serait permettre à ces autres de confisquer le débat. Ce qui compte, c'est de développer un esprit critique et constructif afin de redonner un sens à la citoyenneté et à la démocratie, au nom d'une société juste et solidaire. »

(1) Auteure, notamment, du livre *De la démocratie en Pandémie* (Gallimard, coll. « Tracts », 2021). Et, avec François Alla, du livre *Santé publique année zéro*, Gallimard, 2022, offrant une lecture critique des années Covid.

⇒ de débat parlementaire transparent sur le sujet. Un monologue théâtral, noyé dans un flot militant et accusateur, relevant davantage du *one man show* que de l'approche journalistique. Bref, irrecevable sur la

La dégradation des conditions de travail des journalistes, à l'œuvre depuis plus de vingt ans, rend presque impossible un traitement de qualité de l'information en temps « normal » ; que dire alors par temps de pandémie...

forme. Le fond, par contre, aurait mérité une réponse autre que celle apportée par Sophie Wilmès, Première ministre de l'époque. Et une réaction autre, de la part de la presse « traditionnelle », que les moqueries des collègues *mainstream* à l'endroit de ce collègue « hors norme », et l'évacuation des questions qui dérangent sous couvert du fait que cela serait verser dans le complotisme.

« Je reproche aux journalistes de ne pas avoir posé les questions de Penasse, de manière professionnelle, c'est-à-dire sous une forme concise et expurgée de tout son charabia, s'irrite Gutiérrez. Le fond de ses questions méritaient des réponses. Normalement, le journalisme doit être un contre-pouvoir. Il doit demander des comptes, poser des questions qui dérangent aux détenteurs du pouvoir, y compris aux syndicats et aux partis de l'opposition. On est censés être des chiens de garde de la démocratie, mais c'est comme si le Covid nous avait limé les canines. »

Myopie ou mauvaise foi ?

A partir de décembre 2020, soit durant la troisième phrase de la crise sanitaire dont le début coïncide plus ou moins avec les premières manifestations populaires contre les mesures sanitaires, certaines des voix qui avaient été réduites au silence jusqu'alors retrouvent droit de cité. Mais celles-ci restent surtout cantonnées aux chroniques consenties aux « extérieurs », aux pages « Opinions » et autres cartes blanches. « Il a fallu attendre le reconfinement du secteur de la culture pour qu'un édito du Soir ose une critique vis-à-vis de la politique gouvernementale », observe Martine Simonis, secrétaire générale de l'Association des journalistes professionnels (AJP). De toute évidence, les éditorialistes sont davantage sensibles aux difficultés des directeurs de théâtre qu'à celles des tenanciers de bistrot ou de restaurant...

Les journalistes « maison » continuent, dans leur grande majorité, à relayer les voix officielles. Quitte à prendre certaines libertés avec la réalité lorsque celle-ci risquait de déformer la doxa. C'est ainsi que certains journalistes n'ont vu que des fachos parmi les manifestants contre les mesures sanitaires (commencées au printemps 2021), alors que des observateurs plus objectifs ont noté la présence (évidente), aux côtés des

manifestants, de plusieurs dizaines de collectifs plus ou moins structurés, idéologiquement très variés, avec des objectifs distincts, bref, un mouvement hétéroclite.

« Les mouvements de protestation ont rassemblé toute une frange de citoyens, observe Olivier Klein, professeur de psychologie sociale à l'Université libre de Bruxelles (ULB), où il dirige le centre de psychologie sociale et interculturelle : des écologistes, des mordus de remèdes *New Age*, des antivax, des "simples" citoyens, des militants dénonçant les intérêts des firmes pharmaceutiques, d'autres dénonçant les dégâts d'une politique néolibérale sur le système hospitalier, certains érigeant les libertés individuelles en valeur suprême, etc. On assiste à un rapprochement entre des forces très diverses et parfois opposées, qui désignent un ennemi commun. »

Les journalistes ont des excuses

Bien sûr, les journalistes ont des excuses, davantage en tout cas que les responsables éditoriaux qui eux au moins, auraient dû avoir le réflexe du recul et de l'analyse. Les rédactions sont de moins en moins armées, les conditions de travail des journalistes rendent le respect des standards de qualité de plus en plus difficiles. On doit produire de plus en plus avec de moins en moins d'effectifs. Les jeunes (souvent *freelances*) sont polyvalents et sous-payés, les chefs et les vieux ne sont pas remplacés, ce qui engendre une perte d'expertise. De plus, « les journalistes ne se voyaient plus, se parlaient très peu. Il y a donc eu un déficit d'intelligence collective, et peu de place pour la remise en question », complète Martine Simonis (AJP).

La dégradation des conditions de travail des journalistes, à l'œuvre depuis plus de vingt ans, rend presque impossible un traitement de qualité de l'information en temps « normal » ; que dire alors par temps de pandémie... Cette évolution a un effet délétère sur la confiance dans laquelle les citoyens tiennent la presse « traditionnelle ». « Le problème de l'information d'actualité traditionnelle est qu'elle donne le sentiment de vouloir dissimuler certains facteurs d'explication lorsqu'elle s'interdit de poser les "vraies questions" ou lorsqu'elle décrète qu'il existe des questions qu'on ne doit pas poser publiquement, dénonce Marc Sinnaeve (Ihecs). Comment s'étonner dès lors que ceux qui ont un problème avec la pensée dominante dénie à ces médias la capacité de les informer correctement, et se tournent vers d'autres sources ? » □

(1) Le Comité de concertation (Codeco) est un organe réunissant des ministres fédéraux, régionaux et communautaires. Il est notamment actif pour décider des mesures sanitaires à prendre durant la pandémie de Covid-19, en complément du Conseil national de sécurité.

(2) « Ceci n'est pas un complot : et si les médias s'essayaient à un exercice d'autocritique ? », Jean-François Raskin, carte blanche parue dans *La Libre* le 13 février 2022.

(3) « Covid-19 : un virus de droite ou de gauche ? », Marc Sinnaeve, *Agir par la culture* n°63, hiver 2020-2021.

CETTE « CORPORATION » DONT PENASSE EXIGE LE SOUTIEN

Si l'Association des journalistes professionnels ne l'avait pas aidé à accéder aux conférences de presse faisant suite aux réunions du Comité de concertation et du Conseil national de sécurité pendant la crise sanitaire, son nom et celui de sa revue seraient restés largement méconnus. Les relations entre le rédacteur en chef de *Kairos* et les représentants de la profession se sont, depuis, largement dégradées. Et pour cause...

Isabelle Philippon (CSCE)

1 5 avril 2020. Conférence de presse du Conseil national de sécurité (CNS) (1) dans le « bunker » (2) de la rue de la Loi à Bruxelles, présidée par la Première ministre Sophie Wilmès. La Belgique est alors assiégée par la première vague de la pandémie de Covid. Ce jour-là, un représentant d'un média alors inconnu des membres de la presse traditionnelle se présente : Alexandre Penasse, journaliste et rédacteur en chef de *Kairos*, journal qui se proclame en première page « anti productiviste » et œuvrant « pour une société décente ».

En introduction à sa question qu'il tarde à poser, il décline une série de noms d'experts ayant, dans le passé, travaillé pour des multinationales ou des organismes financiers, et qui ont été choisis par le gouvernement pour l'éclairer sur la meilleure manière de gérer la crise sanitaire. Il détaille chaque CV, et son intervention semble ne jamais devoir se terminer. Wilmès s'impatiente : « Je vous encourage à terminer votre question et j'y répondrai. » Penasse ramasse enfin sa question : « Quelle légitimité démocratique y a-t-il à prendre des décisions quand la plupart des membres qui décident et réfléchissent font partie de multinationales et de la finance ? » Sophie Wilmès défend l'intégrité des experts et leur engagement « pour le bien commun ». Et s'offusque – c'est maladroit – du caractère « politiquement biaisé » de la question. C'est ainsi que s'est déroulée la première question largement médiatisée de Penasse, celle qui a lancé sa notoriété.

11 février 2022 : près de deux ans plus tard, pendant la conférence de presse faisant suite au Comité de concertation (Codeco) (3), Alexandre Penasse lâche, cette fois à l'attention d'Alexander De Croo qui a succédé à Wilmès à la tête du gouvernement, cette tirade d'anthologie : « Toutes vos conférences de presse ne sont que du spectacle (...) Vous n'avez pas de réponses. L'heure n'est plus à vous poser des questions. L'Histoire vous jugera. »

« Parfois il y a de la comédie en conférence de presse », réagit De Croo. Rideau.

Une tribune inespérée

En moins de deux ans, Alexandre Penasse, le rédacteur en chef de *Kairos*, est parvenu à faire parler de lui et de son média jusque-là confidentiel, en faisant flèche de tout bois : il accuse les gouvernants d'être de mèche avec les scientifiques et la galaxie pharmaceutique pour imposer aux citoyens des mesures sanitaires inutiles, des vaccins mortels, et des mesures privatives de nos libertés essentielles. Quant aux membres de la presse *mainstream* et les représentants des journa-

**Les questions posées,
pendant la crise sanitaire,
par le rédac' chef de *Kairos*
ne sont pas toutes dénuées
d'intérêt sur le fond, loin
s'en faut. Mais elles sont
irrecevables sur la forme**

listes professionnels, ils sont les porte-voix des gouvernements : ils ont, clame en substance *Kairos*, instillé la peur, la culpabilité, la délation, la division. Ils ont prêché le covidisme, se sont érigés en tribunal de l'Inquisition, ont traqué les hérétiques modernes qui refusaient leur doxa, désormais repris sous le nom de « complotistes ».



⇒ Penasse, notre Julian Assange national (4), ou plutôt un Don Quichotte opportuniste, prompt à voir des complots partout et à qualifier d'« hérétiques » tous ceux qui ne partagent pas sa vérité ? Lanceur d'alertes ou propagateur populiste de *fake news* et obsédé du complot ?

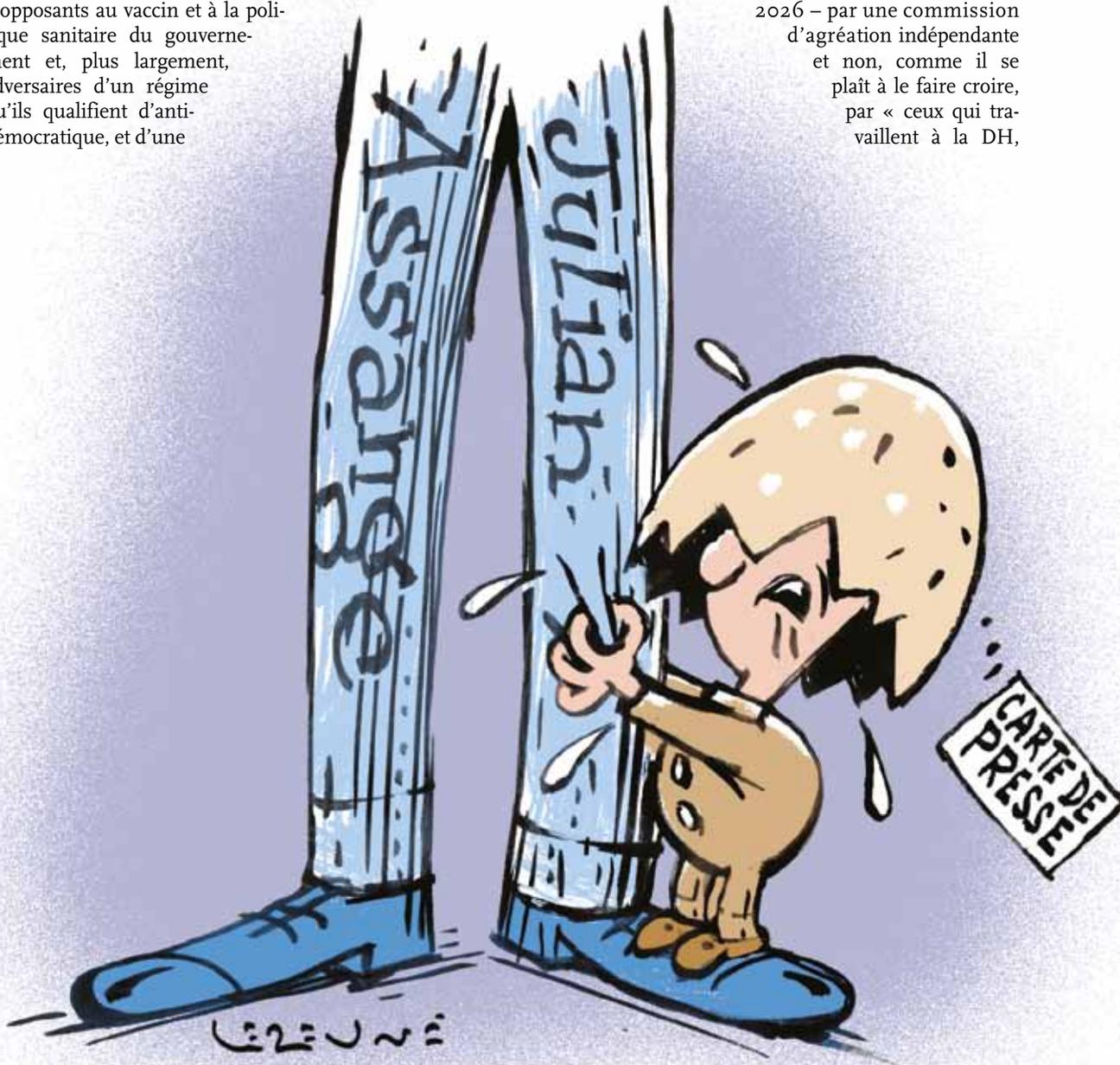
Les questions posées, pendant la crise sanitaire, par le rédac' chef de *Kairos*, ne sont pas toutes dénuées d'intérêt sur le fond mais, telles que posées par Penasse, elles sont irrecevables sur la forme, en tout cas en conférence de presse : lourdement accusatrices et interminables, elles s'apparentent davantage au réquisitoire, au *one man show* qu'à de vraies questions appelant de vraies réponses. Cette forme irrecevable, et le biais cognitif qui imprègne tous les raisonnements de Penasse, ont rendu ses interrogations totalement inaudibles par les politiques, et sujettes aux railleries de la profession. Elles auront en tout cas permis à son journal – un bimestriel qui a fêté ses dix ans cette année – de sortir de l'anonymat. Et de fédérer autour de lui une galaxie de petits groupes d'opposants au vaccin et à la politique sanitaire du gouvernement et, plus largement, adversaires d'un régime qu'ils qualifient d'anti-démocratique, et d'une

presse « vendue » aux intérêts des puissants.

Aujourd'hui, officiellement, ils sont près de 120.000 à le suivre sur son groupe Facebook, et quelque 5.200 sont membres du groupe Facebook privé « La Re(love)ution du salon », un autre proche partenaire allié à *Kairos*. C'est ce groupe – et en particulier l'humoriste David Schiepers, un de ses administrateurs - qui a, entre autres actions de soutien à *Kairos*, appelé ses membres à manifester pour permettre à Alexandre Penasse de récupérer sa carte de presse et à plaider auprès de la Communauté française pour qu'elle continue à subsidier *Kairos*.

Ne pas confondre Assange et Calimero

Alexandre Penasse, victime d'un système injuste, arbitraire et corrompu, à l'instar de Julian Assange dont le nom et le visage apparaissent en tête de chaque numéro du bimestriel, avec la mention du nombre de semaines de « privation de liberté pour avoir dit la vérité » ? Rastreins, valet ! comme on dit à Liège. N'est pas Assange qui veut. Si sa carte de presse lui a été refusée pour la période 2022-2026 – par une commission d'agrément indépendante et non, comme il se plaît à le faire croire, par « ceux qui travaillent à la DH,



RTL, Rossel, Sudpresse... » (lire l'encadré ci-contre) -, c'est pour la simple et bonne raison qu'il avait omis de signaler que, pour une partie au moins de la période précédente, l'essentiel de ses revenus professionnels ne provenaient pas de ses activités journalistiques, mais bien de son salaire perçu en qualité de directeur dans un centre PMS. Notons que cette raison nous a été communiquée de manière officieuse, et que nous aurions aimé vérifier auprès du principal concerné, mais en vain puisqu'il nous a refusé toute interview. Pour éviter tout malentendu, il faut insister sur le fait que la carte de presse de journaliste professionnel n'est nullement indispensable pour exercer un travail journalistique : l'auteur de ces lignes n'en détient elle-même plus depuis plusieurs années (d'une part parce que le CSCE éditant *Ensemble !* n'est pas une entreprise de presse, de l'autre parce qu'elle exerce par ailleurs un travail de formatrice en tant qu'indépendante). C'est la règle, et elle est la même pour tout le monde. Alexandre

**N'est pas Assange qui veut.
Si le renouvellement de
sa carte de presse lui a été
refusée, ce n'est pas pour
le censurer, mais parce qu'il
avait omis de signaler
qu'il était rémunéré par un
centre PMS bruxellois**

Penasse a pourtant hurlé à l'injustice : « *Je me suis battu, écrit-il, nous nous sommes battus, avec Kairos, depuis des années, pour construire cette vérité. (...) Cela me vaut le retrait de ma carte de presse. Il n'en faut pas davantage pour comprendre qui ils sont et qui ils servent.* » Il omet bien sûr d'expliquer à ses fidèles – qui ont signé une pétition en faveur du renouvellement de sa carte de presse – les vraies raisons du non-renouvellement de sa carte de presse...

Penasse a bénéficié du soutien de l'AJP...

Le piquant de l'histoire – mais de cela Penasse ne se vante pas -, c'est que c'est notamment grâce à l'intervention de l'AJP et de Martine Simonis, sa secrétaire générale, qu'il a obtenu l'autorisation de participer en tant que journaliste – et donc avant que les infos concernant son emploi au centre PMS d'Etterbeek ne soient éventées et avant le non-renouvellement de sa carte de presse – aux conférences de presse du Conseil national de sécurité (CNS) et du Comité de concertation (Codeco), filmées en direct et diffusées sur les petits écrans. Ces conférences de presse se donnent au « bunker » de la chancellerie.

Dûment pourvu, à l'époque, de sa carte de presse, Penasse sollicite le service de presse de la Première ministre Wilmès pour qu'on lui en accorde l'accès, en ↗



CARTE DE PRESSE REFUSÉE À PENASSE POUR DES RAISONS OBJECTIVES

À l'automne 2021, Alexandre Penasse, rédacteur en chef de *Kairos* se voit refuser, en première instance, le renouvellement de sa carte de presse pour la période 2022-2026, décision qui a été confirmée en appel en décembre 2021.

Penasse hurle à la censure, et explique à ses fidèles que « ceux qui travaillent à la DH, RTL, Rossel, Sudpresse... » - tous corrompus, tous valets du pouvoir, dit-il en substance - lui ont refusé sa carte de presse pour la raison que sa parole libre et sa recherche de la vérité dérangent.

Ces accusations de Penasse poussent l'Association des journalistes professionnels (AJP) à publier une mise au point sur son site (1). Elle précise d'emblée que l'AJP n'est en réalité « ni responsable, ni comptable, des attributions, renouvellements ou non renouvellements des cartes de presse », mais que ceux-ci sont du ressort d'une commission d'agrégation indépendante et d'une commission d'appel dont le fonctionnement est réglé par arrêté royal. « *Le Conseil de l'AJP tient à attirer l'attention sur les fausses affirmations qui circulent, principalement parmi les "supporters" de monsieur Alexandre Penasse :*

▷ La commission d'agrégation est indépendante de l'AJP et de son Conseil.

▷ (...)

Il existe des conditions pour obtenir le titre de journaliste professionnel et il n'y a dans l'appréciation des situations personnelles aucune part de subjectivité.

▷ (...)

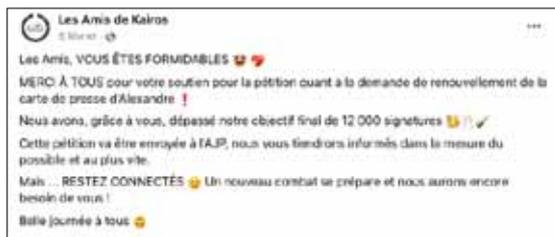
▷ L'AJP conseille par conséquent à celles et ceux qui s'insurgent contre ce non-renouvellement de prendre connaissance auprès de monsieur Penasse des raisons pour lesquelles la commission d'agrégation lui a refusé le renouvellement. Ces raisons lui ont été formulées par écrit, de sorte qu'il ne devrait pas être trop compliqué pour lui de copier-coller celles-ci. Soyez d'ores et déjà assurés qu'il ne s'agit nullement de la « volonté de le faire taire » au motif que « ce qu'il dit dérange ».

▷ (...)

▷ Il sait en effet et sans aucun doute pertinemment que la commission d'agrégation est tenue à la confidentialité des dossiers qu'elle traite mais pourrait lui-même lever cette confidentialité plutôt que de s'en servir pour taire les raisons objectives pour lesquelles le renouvellement lui a été refusé. »

Notons que nous avons posé par écrit la question à Alexandre Penasse, car nous aurions aimé qu'il nous communique les raisons officielles du non-renouvellement de sa carte de presse, dans les termes dans lesquels celui-ci lui a été communiqué par la commission d'agrégation, mais sans succès (lire l'article « *Alexandre Penasse : "Je ne vois pas l'intérêt de faire une interview avec vous"* » en p. 8)





Le groupe Facebook « Les Amis de Kairos » a pris l'initiative d'une pétition en faveur du renouvellement de la carte de presse de Penasse. Elle a récolté plus de 13.000 signatures.

⇒ vain. Il se tourne alors vers l'AJP, dont il est toujours membre en 2020 – époque à laquelle il ne trouve pas encore cette association infréquentable... - , et lui demande son soutien. L'AJP intervient en sa faveur, et Penasse est admis dans le pool des journalistes ayant accès à la conférence de presse.

Mais il se distingue rapidement par ses questions interminables, ses réponses à ses propres questions qui le sont tout autant, bref, il se rend insupportable.

Rapidement, les services de la chancellerie interdisent à Penasse l'accès au « bunker » et aux conférences de presse, mais celui-ci brandit la menace d'une action en justice et, neuf mois plus tard, les services du Premier rétro-pédalent : le 27 novembre 2020, le rédacteur en chef de Kairos se réinvite à la conférence de presse, bien décidé à poser d'autres questions « impertinentes ». Mais, en plein direct, la régie de la chancellerie, briefée par le service de communication, coupe la question de Penasse : cette action, motivée par l'exaspération provoquée par le personnage et ses questions-fleuve et accusatrices, n'en est pas moins parfaitement maladroite, voire inadmissible. Penasse a beau jeu d'hurler à la censure, et d'asseoir son identité de martyr de la vérité aux yeux de ses aficionados.

...avant de le désavouer et d'en être désavoué

Au printemps 2021, un texte intitulé « A quoi sert le syndicat des journalistes ? » paraît sur le site de Kairos. On peut y lire ceci : « Notre collectif de citoyens s'est constitué pour dénoncer l'absence de soutien de l'Associa-



Martine Simonis, secrétaire générale de l'AJP, a été la cible d'une campagne de protestation, par mails, de la part des supporters d'Alexandre Penasse.

tion des Journalistes Professionnels (AJP) vis-à-vis de Kairos et Alexandre Penasse et, in fine, se demande à quoi ils servent. Le collectif invite à une marche le 15 juillet à 17 heures pour la liberté du Journalisme. Cette dernière prendra son départ au Bois de la Cambre (kiosque), pour se rendre jusqu'aux locaux de l'AJP, situés au 21 rue de la Senne. »

S'ensuit une interpellation de l'AJP, à qui Les Amis de Kairos reprochent son absence de réaction face à la censure dont fait l'objet Alexandre Penasse : « Nous avons constaté que le journaliste ne peut poser qu'une seule et unique question, et ce uniquement après que les médias principaux aient eu voix au chapitre lors du Codeco. (...) De plus, lors du Codeco du 18 juin dernier (NDLR : il s'agit du 18 juin 2021), le porte-parole de Monsieur Alexander De Croo a interrompu et menacé ce même journaliste de ne plus pouvoir participer aux conférences de presse s'il ne posait pas directement sa question (...) Nous, citoyens, pensions qu'une association telle que la vôtre garantissait la liberté de la presse, qu'elle était le gardien farouche et fidèle de notre quatrième pouvoir, défenseur de notre démocratie, de nos droits et de nos libertés. (...) Aujourd'hui et au vu de ces faits, nous doutons de vous, de la pertinences de vos actions, de vos choix, de votre attitude, de votre existence même. »

L'AJP cible de campagnes de harcèlement

Dans son message de fin d'année 2021, deuxième année marquée par le Covid, l'AJP constate l'étendue des dégâts : « De nombreuses rédactions sont minées par la fatigue et l'épuisement. Le virus n'en est pas le seul responsable : le climat de haine et de radicalisation augmente sur

Le piquant de l'histoire ? C'est grâce à l'intervention de l'AJP que Penasse a obtenu l'autorisation de participer aux conférences de presse du du Codeco

les réseaux sociaux comme sur le terrain ; la méfiance voire l'hostilité d'une partie de la population se fait bruyamment entendre, à coup de pétitions ou de campagnes mails malveillantes. Les insultes et menaces et même les violences physiques se multiplient de manière très inquiétante.

Des informations fantaisistes, tronquées ou volontairement mensongères sont créées ou relayées par de petits médias qui se présentent comme « alternatifs » ou « activistes », qui suscitent ou parfois organisent le bashing de la profession, en désignant des rédactions ou des journalistes à la vindicte de leurs sympathisants, tout en prétendant être les seuls à être des « médias libres » et à « dire la vérité » ou mieux à « respecter la déontologie ». »

L'AJP désigne alors les sympathisants de Kairos et

d'Alexandre Penasse : « Ils ont pris pour cibles nos messageries et nos réseaux sociaux et nous reprochent, en vrac, de ne pas défendre "la seule presse libre et indépendante", d'avoir retiré sa carte de presse à Alexandre Penasse, de ne pas le soutenir, bref de ne pas faire notre boulot (les termes utilisés sont souvent bien plus grossiers, nous avons été accusés de mensonge, de corruption et même de complicité de génocide). »

« Des petits médias qui se présentent comme "alternatifs" ou "activistes" suscitent ou parfois organisent le *bashing* de la profession, en désignant des rédactions ou des journalistes à la vindicte de leurs sympathisants » (l'AJP)

Et l'Association des Journalistes professionnels de juger par ailleurs assez paradoxal qu'Alexandre Penasse réclame son aide – pour le défendre face à la censure dont il a fait l'objet et aussi face aux mauvais traitements que lui a infligés un policier au cours d'une manifestation –, alors qu'il ne cesse de la dénigrer à longueur de vidéos, posts et autres Facebook *live*...

Kairos mis à l'écart de la sphère médiatique traditionnelle

Si l'année 2020 coïncide avec l'éclosion médiatique de *Kairos*, les années 2021 et 2022 scellent sa mise à l'écart des terres médiatiques classiques. Logique sans doute pour un média qui se revendique « radical » et adversaire acharné du pouvoir en place et de ses valets et autres porte-voix médiatiques, entendez les médias classiques. Difficile d'exiger le beurre et l'argent du beurre. *Kairos* se complait dans sa posture victimaire de Calimero à laquelle le « pouvoir » et ses lieutenants l'auraient contraint.

En 2021, la revue de Penasse s'est vue privée des aides à la presse périodique dont elle avait bénéficié en 2020. Pour avoir droit à ces aides, dont le système est, nous en convenons, très imparfait (*lire en p. 42*), les rédactions des périodiques demandeurs doivent, entre autres (nouvelles) conditions, être membre de l'Autorité pour l'autorégulation de la déontologie journalistique (ADJJ) (5), appliquer le code de déontologie journalistique (6) approuvé et publié par le Conseil de déontologie journalistique (CDJ), et reconnaître l'autorité de ce dernier pour traiter d'éventuels manquements.

Le « cas » *Kairos* est évidemment délicat : pendant toute la crise sanitaire, le bimestriel n'a cessé de dénoncer les journalistes belges et leur entre-soi, leurs compromis-

sions avec l'industrie pharmaceutique et le pouvoir, et d'entretenir un climat de défiance, voire de haine, vis-à-vis des médias traditionnels (certains des agresseurs des journalistes couvrant les manifestations contre les mesures sanitaires ont clamé leur soutien au « Pangolin », alias David Schiepers, l'un des bras droits de Penasse). Le groupe privé Facebook « La Ré(love)ution du salon », orchestré par le même Schiepers, proche de *Kairos* et de Penasse, a diligenté plusieurs actions à l'encontre de l'AJP, sous la forme, notamment, de campagnes de mails envoyés au siège de l'association ainsi qu'à l'adresse personnelle de Martine Simonis, la secrétaire générale de l'AJP.

C'est dans ce contexte-là que l'ADJJ a dû se pencher sur la demande d'adhésion de *Kairos*, ses membres devant donc vérifier le respect, par *Kairos*, de la déontologie journalistique. Précisions qu'outre le devoir d'« informer dans le respect de la vérité », le Code de déontologie prévoit, en son article 21, que les journalistes doivent « faire preuve entre eux de confraternité et de loyauté, sans renoncer pour autant à leur liberté d'investigation (...) ». Inutile de dire que l'audition de Penasse, lequel était flanqué de son avocate, s'est mal passée, et que *Kairos* s'est vu refuser son adhésion à l'ADJJ. La revue n'a donc pas pu solliciter les aides à la presse périodique pour 2021.

Fin 2021, Penasse se voit refuser le renouvellement de sa carte de presse pour la période 2022-2026. Autant d'événements qu'il lit avec ses lunettes de victime de censure et d'ostracisme. Et qui lui valent l'admiration et le soutien indéfectible de quelques milliers de groupies remontés contre les « autorités »... □

(1) Le Conseil national de sécurité (CNS) existe depuis 1980 et vise habituellement à régler des conflits communautaires. Il a été activé par l'ancienne Première ministre Sophie Wilmès pour décider des mesures de confinement lors de la première vague de la pandémie. En dehors des phases de crise, les décisions dans ce domaine sont cependant plutôt prises en Comité de concertation (Codeco).

(2) La salle de presse, dite « le bunker », inaugurée en 1992, est construite dans les sous-sols de la Chancellerie au 16, rue de la Loi (Bruxelles). C'est dans cette salle que le gouvernement présente aux journalistes les décisions prises lors de la réunion du Conseil des ministres, et c'est là également qu'étaient annoncées les mesures décidées au sein du Codeco durant la crise sanitaire.

(3) Le Comité de concertation (Codeco), créé pour faire face aux attentats de 2015, réunit des ministres fédéraux, régionaux et communautaires. C'est en son sein que se sont décidées la plupart des mesures sanitaires durant la pandémie de Covid-19, en complément du Conseil national de sécurité.

(4) Julian Assange est le journaliste et lanceur d'alerte (controversé) fondateur de Wikileaks, dont les révélations lui valent la perte de sa liberté depuis 2005 (d'abord sept ans de confinement dans l'ambassade d'Equateur en Grande-Bretagne et, depuis 2012, l'emprisonnement en Grande-Bretagne). La Grande-Bretagne a signé cet été l'acte d'extradition vers les Etats-Unis, où il risque cent-septante-cinq ans de prison.

(5) L'Autorité pour l'autorégulation de la déontologie journalistique (ADJJ) est la structure juridique, organisée sous la forme d'asbl, qui assure le fonctionnement du Conseil de déontologie journalistique (CDJ).

(6) Le Code de déontologie journalistique adopté en 2013 prévoit notamment que les journalistes doivent « informer dans le respect de la vérité », « informer de manière indépendante », « agir avec loyauté » et « respecter les droits des personnes ».

SURTOUT, NE PAS INTERDIRE NI

Que faire pour contrer la presse complotiste, raciste, homophobe, d'extrême droite, qui se vautre dans les *fake news* : faut-il l'interdire ? « Non ! », répondent les acteurs et observateurs médiatiques. Il y a d'autres ripostes possibles, plus démocratiques.

Isabelle Philippon (CSCE)

En mars 2022, l'Union européenne interdisait la diffusion sur les réseaux de télévision et sur internet de la chaîne RT (ex-Russia Today) et de l'agence de presse Sputnik, accusées d'être des « canaux » des « actions de propagande » du Kremlin. Pourrait-on imaginer qu'une instance belge décide de l'interdiction du bimestriel *Kairos* (et d'autres titres considérés comme complotistes), ainsi que de ses contenus multimédias, sous prétexte qu'ils sont autant de canaux de propagation de *fake news*, qu'ils ont tiré à boulets rouges et sans nuances sur les mesures sanitaires, qu'ils se gardent de parler des ignominies de Bachar al-Assad en Syrie, et qu'ils se plaisent à insister sur les forces nazies présentes dans l'armée ukrainienne ? Non. Cela ne serait rien d'autre qu'un acte de censure, et donc une atteinte à la liberté d'expression, pourtant consacrée par la Convention européenne des droits de l'homme (1). Il n'appartient pas à un Etat – pas plus d'ailleurs qu'à la Commission européenne – de juger ce qui relève, ou non, de la désinformation.

Mais les citoyens ne devraient-ils pas être protégés de ces publications potentiellement dangereuses pour le vivre ensemble, pour la santé, pour la démocratie ? Non. Il n'appartient pas aux « autorités » de leur dire ce qu'il convient de penser, ni de leur imposer des contenus légitimes et de leur interdire l'accès aux sources jugées illégitimes. « *La liberté d'expression ne consiste pas à ne laisser la parole qu'à ceux dont nous partageons les valeurs* », rappelait Ricardo Gutiérrez, secrétaire général de la Fédération européenne des journalistes (FEJ) (2) dans *L'Obs*, après l'interdiction de diffusion imposée aux deux organes pro-Kremlin (3). « *Les voix qui choquent, dérangent, inquiètent, contribuent aussi à alimenter le débat public, ajoute-t-il à notre intention. Personnellement, je préfère un paysage médiatique avec Kairos que sans, car il ne faut pas faire taire les voix dissidentes par la censure mais y répondre par un travail journalistique de qualité* », assène-t-il.

Bien sûr, la liberté d'expression a des limites, balisées par la loi : la diffamation, le négationnisme, la calomnie, l'incitation à la haine ou à la violence, sont autant d'infractions légales qui sont passibles d'une peine de justice. « Tant que l'expression ne contrevient pas à la loi, il faut laisser les choses se dire », insiste Gutiérrez. Même s'il s'agit de contre-vérités ? « Oui. Ces *fake news*, il faut les démonter ; pas les censurer. »

Des ripostes plus efficaces que la censure

Refuser la censure d'un titre de presse ou d'un contenu multimédia au nom de la liberté d'expression ne revient évidemment pas à en cautionner la ligne éditoriale. Le code de déontologie journalistique indique dans son article 1 que « les journalistes recherchent et respectent la vérité en raison du droit du public à connaître celle-ci ». Un journaliste qui ne respecte pas cette recherche de la vérité s'expose à une plainte déposée devant le Conseil de déontologie journalistique (CDJ), l'organe d'autorégulation de la profession. Le CDJ n'a, certes, pas de pouvoir de contrainte ; mais un avis négatif fait

**« La liberté d'expression ne consiste pas à ne laisser la parole qu'à ceux dont nous partageons les valeurs »
(Ricardo Gutiérrez)**

office de vraie sanction morale pour le journaliste fautif. Bien sûr, une « sentence » du CDJ aura plus de poids pour les titres qui adhèrent à l'Association pour l'autorégulation de la déontologie journalistique (AADJ), la structure juridique qui porte le Conseil de déontologie journalistique, que pour ceux qui, tel *Kairos*, se vantent de rester en dehors de la « corporation ». Pour *Kairos*, chaque remise en question, par les « instances », de la déontologie journalistique, est vendue à ses lecteurs comme la preuve de son indépendance et de son combat « pour la vérité » ...

Mais là où une « condamnation » du CDJ n'aura que peu d'effet sur la presse « alternative », la privation de subsides publics apparaîtra en revanche comme plus problématique. Depuis 2020, ces subsides sont conditionnés à l'adhésion du périodique à l'ADJJ, adhésion qui est elle-même conditionnée, on s'en doute, au respect de la déontologie journalistique : « *Autant j'estime que la liberté d'expression ne peut être entravée, autant il me paraît évident que les aides à la presse – de l'argent public -, il faut les mériter* », insiste Ricardo Gutiérrez,

CENSURER !



Pour Ricardo Gutiérrez, secrétaire général de la Fédération européenne des journalistes, la censure serait la pire des ripostes contre les fake news.

VJEKOSLAV SKLEDAR (TELEGRAM,HR)

rejoint en cela par l'ensemble des associations représentatives de la profession, les autorités académiques et les députés et autres acteurs sensibles à la question médiatique. Ces acteurs de plaider aussi en faveur d'un plan d'éducation aux médias pour tous, de la promotion du journalisme de qualité et de la déontologie journalistique.

La chaîne YouTube *Kairos* clôturée

« Ce compte a été clôturé en raison du non-respect du règlement de la communauté YouTube », peut-on lire lorsque l'on désire retrouver la chaîne que *Kairos* tenait sur la plateforme Google. Après avoir supprimé plusieurs vidéos diffusées par *Kairos* au motif que celles-ci diffusaient de fausses informations médicales et pharmaceutiques, et après avoir envoyé trois messages d'avertissement à l'éditeur en moins de nonante jours, la plateforme a clôturé la chaîne, ainsi que le prévoient les conditions d'utilisation de YouTube et son Règlement Covid-19 (4). Penasse, par l'intermédiaire de son avocat (5), a alors introduit une demande au provisoire, en urgence, contre Google Irlande (responsable de YouTube pour la Belgique), mais, le 2 mai 2022, le tribunal de l'entreprise francophone de Bruxelles a rejeté sa demande de réouverture de sa chaîne. « Contrairement à ce que soutient *Kairos*, la sanction appliquée par Google correspond de prime abord à ce qui était prévu », soutient le jugement en son article 20. « Il résulte de ce qui précède que la décision de Google de clôturer la chaîne de *Kairos* (...) n'est pas "manifestement fautive" ou "manifestement prise dans des conditions irrégulières", de telle sorte qu'il n'est pas justifié de remettre temporairement en ligne la chaîne YouTube de *Kairos* jusqu'au prononcé du jugement de fond », précise-t-il en son article 21.

Ce jugement interlocutoire ne préjuge donc pas de ce que sera la position du tribunal lorsqu'il se penchera sur le fond du dossier (ce qui était annoncé comme incessant à l'heure de mettre ce numéro sous presse) : en son article 23, il explique qu'« Il est exact que la liberté d'expression est un droit fondamental qui revêt une grande importance dans une société démocratique libre, surtout lorsqu'il s'agit d'expressions contraires à l'opinion dominante (...). Il n'est pas exclu que, dans certaines circonstances, le juge, représentant l'Etat, doive intervenir afin d'assurer une protection des droits fondamentaux dans les rapports entre particuliers. » Et d'ajouter, en substance, que ceci dépasse le cadre de la procédure d'urgence (« avant-dire droit »). Bref, il sera intéressant de connaître le jugement sur le fond...

Google & C° = une multinationale privée

Le jugement rendu en urgence aura peut-être réjoui une partie des détracteurs de *Kairos*, mais il pose quand même question : le pouvoir de s'ériger en censeur ainsi accordé aux Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) n'est-il pas, en réalité, très problématique ? C'est, en tout cas, l'occasion de se rappeler que ces Gafam constituent des multinationales privées. Certes, les réseaux sociaux sont devenus des espaces de débat public, mais ils n'en restent pas moins les joujoux de milliardaires s'arrogeant, *de facto*, le droit à la censure : *Kairos* devrait en être bien conscient... □

(1) L'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme prévoit notamment que : « Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière. (...) » Et ajoute : « L'exercice de ces libertés comportant des devoirs et des responsabilités peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire. »

(2) La Fédération européenne des journalistes (FEJ) est la plus importante organisation de journalistes en Europe. Elle représente plus de 320.000 journalistes à travers 71 syndicats et associations dans 45 pays.

(3) « Fallait-il interdire les médias pro-russes RT et Spoutnik ? », *L'Obs* n° 2994, 10 mars 2022.

(4) Le Règlement Covid-19 prévoit que « YouTube n'autorise pas les contenus qui propagent des informations médicales incorrectes contredisant celles des autorités sanitaires locales ou de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) concernant la Covid-19 ». Le tribunal a considéré en son article 18 que, « prima facie, ce règlement ne confère pas à Google un pouvoir trop discrétionnaire en ce qui concerne la détermination des contenus autorisés ou pas concernant le Covid-19 ».

(5) C'est Jacques Englebert qui a représenté *Kairos* dans son procès contre Google après que Youtube a fermé la chaîne de *Kairos*. Dans la citation à comparaître qu'il adresse à Google, il note que l'association *Kairos* « édite le magazine bimensuel (NDLR : l'avocat est mal informé ; *Kairos* est un bimestriel et non un bimensuel) d'information *Kairos* ». Notons que, par la suite, Englebert a cessé de représenter *Kairos*, et on imagine que cette défection n'est pas sans rapport avec le fait qu'Englebert est également l'avocat de la RTBF, laquelle est en conflit ouvert avec Penasse...

AIDES À LA PRESSE PÉRIODIQUE : LE FAIT DU PRINCE

Kairos en a bénéficié plusieurs années entre 2015 et 2020, avant de s'en voir privé à partir de 2021. Et peu importe que l'on trouve cela justifié, ou non : les subsides publics attribués à la presse périodique d'opinion sont laissés à la discrétion du ministre. Ce n'est ni transparent, ni démocratique.

Isabelle Philippon (CSCE)

Vitales pour la presse « alternative » qui ne peut compter sur les rentrées publicitaires pour assurer sa subsistance, les aides à la presse périodique d'opinion (non commerciale) permettent d'assurer la diversité de l'offre médiatique, le pluralisme des médias, et participent donc de la vitalité démocratique. Elles se subdivisent en aides directes (subsides) et en aides indirectes.

Les aides indirectes sont du ressort du ministre fédéral de l'Economie, en l'occurrence Pierre-Yves Dermagne (PS). Celles-ci, plus précisément les tarifs postaux préférentiels consentis pour l'envoi des périodiques à

destinés à soutenir les éditeurs de presse périodique non commerciale est passée de 372.000 à 500.000 euros annuels, et a été partagée entre sept titres de presse : *Wilfried*, *Médor*, *Imagine demain le monde*, *Politique*, *L'Appel*, *la Revue nouvelle*, et *Kairos*. Notons qu'*Ensemble !* ne peut y prétendre, car le Collectif solidarité contre l'exclusion, qui édite la revue, n'est pas une entreprise de presse *stricto sensu*.

Las ! Contrairement aux subsides octroyés à la presse quotidienne, le système des aides à la presse périodique n'est pas coulé dans un décret - qui devrait être voté par le parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) - mais est régi par un simple arrêté ministériel sur lequel les ministres compétents en matière de presse qui se succèdent au gouvernement de la FWB gardent jalousement la main.

Nous le dénonçons déjà il y a plus de quatre ans (2) : le système manque donc totalement de transparence, les règles variant en fonction de l'enveloppe budgétaire disponible, des « amis » qui ont l'oreille du ou de la ministre, de sa sensibilité, de sa perception

du rôle que sont censées jouer ces aides et des qualités qu'il faut réunir pour les mériter. « *Les aides de la FWB à la presse périodique non commerciale sont destinées aux titres de presse (...) qui offrent un contenu éditorial qui contribue à mieux comprendre la société et à développer l'esprit critique de ses lecteurs*, énonçait notamment, en 2020, Brigitte Linard (Ecolo), qui a succédé à Jean-Claude Marcourt (PS) en tant que ministre des médias. En 2022, Linard ajoutait : ces aides « *doivent s'inscrire dans une perspective d'éducation aux médias, de démocratie, de respect du droit, de lutte contre les fake news et les théories du complot* » (3).

« *Kairos* a reçu 71.000 euros de la part de la ministre Linard en 2020 alors que, au même moment, elle se dépensait sans compter pour promouvoir la vaccination. On nage en pleine schizophrénie ! »
(Olivier Maroy, député MR)

leurs abonnés, ont récemment fait l'objet d'une saillie de Georges-Louis Bouchez, président du MR, désireux d'y porter le fer. Cette riche idée, heureusement recalée lors du conclave budgétaire d'octobre dernier - mais sera-t-elle indéfiniment recalée ? - lui a valu d'être comparé à Viktor Orban, le très autoritaire Premier ministre hongrois par le secrétaire général de la Fédération européenne des journalistes (1).

Les aides publiques directes, elle, relèvent de la compétence du gouvernement de la Fédération Wallonie Bruxelles. En 2020, l'enveloppe des fonds publics



Médor, La Revue nouvelle, Politique, etc. : autant de périodiques « alternatifs » de qualité qui perçoivent l'aide à la presse. Kairos en est privé depuis 2021.



Règles changeantes

Entre 2020 et 2022, le virus du Covid-19 a déferlé sur le monde, et le bimestriel *Kairos* s'est fait un petit nom dans le petit monde périodique francophone. En 2020, *Kairos* a encore bénéficié de subsides, attribués par la ministre francophone des médias. « Je tombe de ma chaise quand je constate qu'en 2020, un véritable torchon, un média complottiste propageant des fake news, a reçu 71.000 euros de la part de la ministre Linard qui, au même moment - puisqu'elle est également ministre de la Santé au sein du gouvernement de la FWB -, se dépensait sans compter pour promouvoir la vaccination. On nage en pleine schizophrénie !, s'indigne le député (MR) Olivier Maroy. Depuis lors, heureusement, cette anomalie a été corrigée. Cela étant dit, il reste totalement inacceptable que les aides à la presse périodique restent le fait du prince : l'absence de transparence dans ce système nous rapproche des pratiques d'une république bananière. »

L'année suivante, en 2022, les règles d'attribution des aides directes ayant été modifiées, *Kairos* ne rentrait plus dans les conditions pour pouvoir y prétendre. Désormais, en effet, les titres demandeurs doivent être membre de l'Autorité pour l'autorégulation de la déontologie journalistique (AADJ), l'ASBL qui organise le Conseil de déontologie journalistique. Et, pour y être admis comme membre, il faut appliquer le code de déontologie. Le respect de la déontologie journalistique constitue de toute évidence une condition logique, élémentaire dirions-nous, pour pouvoir prétendre à de l'argent public. Mais est-il sain de rendre de facto l'ADJJ responsable de l'octroi de ces aides, puisque l'acceptation du membre est une condition préalable à l'éligibilité aux subsides ? En renvoyant la patate chaude à l'assemblée générale de l'ADJJ (composée pour moitié d'éditeurs - 800 voix -, et pour moitié de journalistes - 800 voix), la ministre ne s'est-elle pas déchargée de sa responsabilité sur une

instance sectorielle ? L'éligibilité aux aides publiques à la presse ne devrait-elle pas être débattue et votée en toute transparence au sein du parlement de la Communauté Wallonie-Bruxelles ?

Coup de pouce européen

L'impulsion, en matière d'aides publiques à la presse périodique d'opinion, viendra-t-elle de la Commission européenne ? Elle vient en effet de déposer au Parlement l'*European media freedom act* (EFM), un texte qui vise à établir des principes clairs de nature à garantir des médias de qualité et la protection des journalistes dans un contexte de recul continu de la liberté de la presse et des médias en Europe. Tout un chapitre est consacré au financement des médias, lequel, prône la commission, devrait s'accompagner de critères clairs en termes de transparence et d'indépendance rédactionnelle. « Si le Parlement européen adopte ce texte, ce qui devrait être le cas, il se muera en règlement, applicable immédiatement par chaque Etat membre. La Fédération Wallonie-Bruxelles se verra alors contrainte de revoir son système d'aides à la presse périodique », prédit Ricardo Gutiérrez.

Concluons en rappelant que c'est aussi sur la base d'un règlement européen qu'a été prononcée l'interdiction – décriée par la plupart des associations représentatives des journalistes - de diffusion de RT et de Sputnik, au début de la guerre en Ukraine. Les règlements européens ne sont pas tous d'égalité qualité... □

(1) « Quand le MR veut porter atteinte au pluralisme des médias », *Ensemble !* n° 106.

(2) « Chuuut !, ne dites pas que j'aide aussi la presse périodique... », *Ensemble !* n°96, avril 2018, pp. 78 à 80.

(3) Notons que nous avons sollicité l'interview de Brigitte Linard dans le cadre de ce dossier, mais qu'elle n'a pas donné suite à notre demande.

LA GALAXIE DES AMIS DE *KAIROS*

Une petite immersion dans les pages de *Kairos*, sur son site, sa page Facebook ainsi que sur celles des « Amis de Kairos » et du groupe (privé) Ré(love)ution de salon, nous renseigne sur les amis qui partagent les mêmes fantasmes que ceux du rédacteur en chef du bimestriel. Cela fait du (pas beau) monde...

Isabelle Philippon (CSCE)

Kairos s'affiche en Belgique comme le porte-drapeau du « journalisme libre. Son rédacteur en chef Penasse et ses lieutenants, tel David Schiepers, l'animateur du groupe Ré(love)ution de salon, relaient régulièrement dans leurs colonnes, et dans leurs vidéos sur le web, les élucubrations de médias amis, « libres et indépendants » comme eux (t), et de personnalités tout aussi « libres et indépendantes ». Quelques échantillons affligeants...

Le « Grand Appel » contre le « Nouvel Ordre Mondial »

Kairos a largement relayé le « Grand Appel » de juin 2022, une vidéo longue de plus seize minutes diffusée sur le site MédiaZ (nom complet, Média Zone, une chaîne télé virtuelle catho intégriste et complotiste), initié par « 22 personnalités du monde médical, scientifique, juridique, intellectuel et journalistes », qui se sont réunies pour lancer « un Grand Appel à la Résistance (...) pour mettre un terme à la tyrannie sanitaire utilisée pour nous entraîner vers le "Grand Reset" et le "Nouvel Ordre Mondial totalitaire" ».

L'initiative, applaudie par *Kairos*, est censée mettre fin à la « tyrannie de nos dirigeants sociopathes ». Le texte de l'Appel donne d'emblée le ton : (...) « L'exécution de cette politique mondiale, voulue par une poignée, la rend de plus en plus visible pour ce qu'elle est vraiment. Sa base : d'énormes mensonges qui orchestrent la peur. Alimentée par un véritable terrorisme médiatique, elle veut imposer un mode de vie totalitaire, par le biais d'organismes corrompus financés par les plus riches de la planète (...) », peut-on lire sur « La Vérité nous rendra libres », le site de « Ré-information et ressources sur la crise sanitaire et au-delà » le 16 juin 2022.

Quelques jours après la publication de ce texte, *Kairos* et d'autres médias « libres » diffuseront, sept heures durant, les témoignages d'une série de personnes ex-

primant le bien-fondé de leur combat contre la « dictature sanitaire ».

« Megaton » et la Corée du Nord

Moins d'une semaine après le lancement du « Grand Appel », Eric Montana, ami français de *Kairos*, lance cette fois le Megaton, une « table ronde sur les questions de société » rassemblant « médecins, scientifiques, avocats, intellectuels, journalistes et autres médias indépendants », dans le cadre de « La Marche pour La Liberté » qui s'est déroulée à Bruxelles le 19 juin dernier. Montana dirige la « télé » en ligne TV-ADP, la « Télévision des esprits libres », en réalité une médiocre chaîne YouTube qui serait de meilleure qualité si un enfant de huit ans en assurait la régie... Il se dit « ancien journaliste », délivrant « la vérité sur l'Occident » sur les réseaux sociaux, se félicitant para-

« Ceux qui me demandent d'aller voir en Corée du Nord acceptent sans broncher que dans leur pays, on suspende les soignants qui refusent d'injecter un produit expérimental »

(Alexandre Penasse, rédacteur en chef de *Kairos*)

doxalement au passage de l'existence des Gafam car, « si Internet n'avait pas existé, vous n'auriez peut-être jamais su (sic) ces vérités ».

Alexandre Penasse figure parmi les orateurs d'une qualité stupéfiante invités à ce Megaton diffusé sur TV-ADP : « A ceux qui me disent d'aller voir en Corée du Nord lorsque j'affirme que nous ne vivons pas en démocratie, je rétorque qu'il y a différents niveaux de dictature,

dépendant de la longueur de la laisse que le pouvoir daigne nous laisser, pour autant que nous le laissons tranquille, tonne-t-il. (...) Ceux qui me demandent d'aller voir en Corée du Nord acceptent sans broncher que dans leur pays, on suspende les soignants qui refusent d'injecter un produit expérimental. (...) »

Les « scientifiques » : un vivier de choix

Sur la liste des orateurs invités à la manifestation de janvier 2022 au cours de laquelle Penasse prit complaisamment la parole, on pointe plusieurs intervenants ayant participé au casting du film *Hold-Up* – encensé par *Kairos* – diffusé en novembre 2020 et produit par Pierre Barnerias, un complotiste français dont la chaîne YouTube atteint plus de 5 millions de vues, et que l'on retrouvera dans « Le Grand Appel ». Le fil rouge de ce documentaire truffé de fausses informations est, comme il se doit, le grand complot orchestré d'en haut : « L'exécution de cette politique mondiale, voulue par une poignée, la rend de plus en plus visible aujourd'hui pour ce qu'elle est vraiment. A sa base, vous met-



caméra de *Kairos*, et figure parmi les participants les plus fidèles aux grand-messes Megaton et autre Doc-tothon (2). L'outrance ne lui fait pas peur : Louis Fouché compare la vaccination obligatoire à un « viol », et le pass sanitaire à l'étoile jaune des Juifs pendant le Seconde Guerre mondiale...

France Soir, média ami

Kairos relaie régulièrement des « infos » de *FranceSoir*, un site d'« information » en ligne, illustre représentant de la complosphère francophone (3). Sans surprise, *France Soir* assimile les responsables politiques et sanitaires actifs durant la pandémie à « la nouvelle secte mondiale » (article daté du 13 janvier 2021), suggère que l'Etat français, en refusant d'autoriser l'ivermectine pour traiter le Covid cherche avant tout à étouffer un trafic d'influence (article du 12 octobre 2022), et on en passe. Sans surprise encore, Xavier Azalbert, son directeur de publication, apparaît aussi dans le « documentaire » *Hold-Up* signé Pierre Barnérias.



Le Grand Appel « pour mettre fin à la tyrannie de nos dirigeants sociopathes », et le *Megaton* « pour réfléchir aux questions de société » au cours duquel Alexandre Penasse a pris la parole : ahurissants de médiocrité.

tez d'énormes mensonges qui orchestrent la peur. Ensuite, vous l'alimentez par un véritable terrorisme médiatique, et enfin vous imposez un mode de vie totalitaire, par le biais d'organismes corrompus financés par les plus riches de la planète. »

Parmi les personnalités citées et interrogées dans ce « documentaire », on retrouve notamment Astrid Stuckelberger, une Genevoise titulaire d'un doctorat en Santé publique. Elle était par ailleurs présente à la manifestation antivax de janvier 2022 à Bruxelles. « Le problème de la politique et de la politique sanitaire, scande ce "docteur", c'est qu'elle peut être gouvernée par deux choses : par la logique de la maladie et par la logique de la santé. Et on a malheureusement des Pharmas, des vaccins qui pensent à vendre, ce sont des vendeurs de maladie, de traitements, donc il leur faut des malades. Leur politique c'est : "Le plus on a de malades (sic !), le plus on est riche ; n'arrêtons pas la maladie !" »

Le docteur Louis Fouché, anesthésiste réanimateur est, régulièrement invité à exprimer ses positions face à la

Pour la petite histoire : la « personnalité de l'année 2020 » élue par ce média en ligne n'est autre qu'André Bercoff, qui a partagé les thèses complotistes de Donald Trump sur la fraude électorale lors de l'élection présidentielle américaine de 2020, joignant sa voix à celle de la secte QAnon. Frédéric Vidal figure également au rang des personnalités appréciées autant par *France Soir* que par *Kairos*, qui aiment tous deux lui offrir une tribune. Frédéric Vidal affiche publiquement, lui aussi, son soutien à Donald Trump et dénonce, comme QAnon, les « atrocités » commises par des membres éminents du parti démocrate. Dans une tribune adressée à « tous les journalistes de France et d'ailleurs », et parue la veille de Noël 2020 dans *France Soir*, Vidal dresse un sévère réquisitoire aux médias mainstream : « Vous avez lentement dérivé du statut de journaliste à celui de propagandiste, de l'information à la désinformation, par dissimulation, mais aussi par le mensonge brut. » « D'ici cinq ans, soit le monde sera en paix et se réorganisera sur les bases de nouveaux systèmes de gouvernance, soit il sera l'enfer mondialiste et ultra-matérialiste que promeuvent les classes dominantes pédosataniques. »



⇒ Notons que Vidal figure parmi les orateurs qui ont pris la parole lors du Mégaton du 19 juin 2022, auquel ont également participé, cela va sans dire, *Kairos* et *France Soir*.

Bref. La Li-ber-té fédère du beau monde, à la fine expertise, aux arguments étayés, et aux belles pratiques... □

(1) Parmi les médias « libres » amis de *Kairos*, citons notamment les sites français (certains ont une antenne belge) TV-ADP, TVLibertés, AgoraTV, GushTV, Vécu, JSF-TV, Le media en 4-4-2, Réseau International, l'Alliance Humaine, TNT TV, Nexus, *France Soir*, LagardèreTV, Media Zone, Reinfo Covid,

l'e-magazine Antipresse, Media-Presse-Info, (la chaîne de Civitas), etc. Bam!News est, lui, le concurrent belge de *Kairos*, mais il n'existe qu'en version digitale. Il relaie régulièrement des interviews et autres infos publiées sur le site du bimestriel.

(2) Voir le livre *Doctothon, 250 docteurs, leur vérité sans censure*, par Cécile Maïchak, Résurgence, mars 2022 ; et le site <https://www.doctothon.com>

(3) *FranceSoir* est un site d'information en ligne, faux héritier du journal *France-Soir*, un quotidien français qui a connu ses heures de gloire avant d'entamer un long déclin dans les années 1960 et de licencier ses derniers journalistes en octobre 2019. En 2020, le site recensait plus de 3,2 millions de visites par mois.

CONFUSION, CONSPIRATIONNISME ET DÉPLACEMENT LATÉRAL

Depuis plus d'un an, des convergences existent entre *Kairos* et un milieu conspirationniste d'extrême droite. Ce rapprochement s'est produit à l'occasion de l'opposition organisée à ladite « dictature sanitaire ». Ce journal favorable à la décroissance se retrouve désormais, côte à côte, avec un mouvement traditionaliste catholique, Civitas, qui lui combat depuis toujours ladite « dictature mondialiste ». Récit de ces nouveaux « compagnons de route ».

Manuel Abramowicz (*RésistanceS*)

De prime abord, il serait bon d'affirmer que *Kairos* n'est pas passé à l'extrême droite de l'échiquier idéologique. Dès son apparition, en avril 2012, cet organe de la presse alternative s'intègre dans une mouvance politique s'arc-boutant sur des valeurs défendues à gauche, sur le damier politique. Il est proche d'une forme d'écologie radicale. Avec au sommaire de ses numéros : la protection de l'environnement, la dénonciation de la malbouffe industrielle, la remise en cause de la vie consumériste... en un mot, *Kairos* est décroissant. Et antisystème.

Au fil des années, il va adopter de plus en plus une ligne éditoriale « puriste ». Au sein de l'écologie politique (parti Ecolo et associations environnementalistes), le journal en est en marge. Cependant, *Kairos* bénéficie d'une assise auprès d'un lectorat fidèle. Un lectorat qui va s'élargir lors de la crise sanitaire provoquée par la pandémie de la Covid-19, dès mars 2020. Ce sont les enquêtes d'investigation menées sur les connexions in-

directes entre une partie du monde politique et des entreprises pharmaceutiques par son rédacteur en chef, Alexandre Penasse, qui va populariser *Kairos* auprès d'un public encore plus marqué politiquement.

Dès l'automne 2021, lors des « marches pour la liberté », dont la principale revendication est la remise en cause totale des politiques sanitaires des gouvernements (fédéral, régionaux et communautaires), le journal *Kairos* est présent afin de les couvrir médiatiquement sur son réseau, notamment avec des « Facebook live ». Alexandre Penasse en deviendra l'un de ses principaux reporters de terrain.

Sur le podium avec l'extrême droite

À la marche bruxelloise du dimanche 5 décembre 2021, le journal *RésistanceS*, édité par l'Observatoire belge de l'extrême droite, et présent à celle-ci, constate sur le podium placé par ses organisateurs (*lire Qui sont les organisateurs des « marches antivax » ? en p. 50*) en fin

« Je suis affligé par ce degré de confusionnisme, par cette idée affreuse qu'il serait un combat qui transcende tout le reste, au point de justifier de faire cause commune (de façon revendiquée) avec les fachos » (Pierre Eyben, un représentant de la nouvelle gauche écologiste liégeoise)

de cortège, aux pieds des institutions européennes, la présence d'Alexandre Penasse. Il va y tenir un très court discours.

En fin de soirée, sur son journal Facebook, *RésistanceS* publie, photographiée à l'appui, un écho à son observation : « Ce dimanche 5 décembre à Bruxelles, lors de la "Marche pour la liberté", le rédacteur en chef du journal décroissant de gauche Kairos, Alexandre Penasse (ici au centre sur cette photo), a pris la parole au côté de leaders d'extrême droite, sous la pancarte de Civitas, un mouvement politico-religieux national-catholique pétainiste pro-Zemmour, et en compagnie de son président, Alain Escada (ici à l'extrême droite sur cette photo), un ex-membre du Front Nouveau de Belgique. »

Ce post va provoquer de vives réactions : plus de 148 commentaires, 16 partages, 3.381 interactions et touchera 10 528 personnes. Pour certains lecteurs de l'info publiée par *RésistanceS*, la donne est claire (nous reproduisons ici leurs commentaires, signés de leurs seuls initiales, et expurgés des éventuelles fautes d'orthographe) : « Kairos n'a jamais été un média alternatif de gauche, ça fait des mois que je le dis et à chaque fois, je passe sous le napalm » (JV). « Il ne se contente pas de manifester à ses côtés, il la dédramatise complètement, Penasse n'est sûrement pas un fachos, mais il y a quand même un sacré problème. Leur convergence de lutte n'excuse pas tout » (LV). « Je suis ravi de lire que des gens de gauche ne »



⇒ tombent pas dans le piège de cette proximité avec l'extrême droite... » (OA). « Je commençais à désespérer qu'il n'existe pas de critique publique de cette clique de confus... » (SC).

Défense de Penasse

Des lecteurs de l'information du 5 décembre 2021 de *RésistanceS* vont pour leur part prendre la défense d'Alexandre Penasse et de *Kairos*. Un commentaire, dont l'auteur est proche de *RésistanceS*, écrit par exemple : « Il s'agit bien d'un journal de gauche décroissant comme [*RésistanceS*] l'indique, et ici, il y a effectivement manipulation. Le problème c'est que les organisations de gauche n'osent pas être présentes, ce qui laisse un boulevard à l'extrême droite. 99 % des personnes présentes hier n'en ont rien à faire de cette histoire. Ils sont là contre le pass, et la vaccination obligatoire et très souvent [ce sont] des gens de gauche... »

Une commentatrice, toujours sur le mur du journal *RésistanceS*, prendra directement la défense de Penasse : « L'extrême droite, la dictature est au gouvernement, foutez la paix à *Kairos* qui fait un travail merveil-

leux. Avant de raconter n'importe quoi, eux, ils ont des couilles et ne font pas de l'agitation fébrile sur les réseaux comme vous, dirait-on ! Mais en fait, vous êtes de quel côté ? Du côté de ces nazis du gouvernement, on peut le croire en vous lisant... » (IB). D'autres rajoutent : « Vous n'avez pas honte ? *Kairos* voulait simplement s'exprimer. Renseignez-vous avant de dire n'importe quoi. » (MPC). « Quand ils commencent à tous avoir peur de *Kairos*. Heureusement qu'Alexandre est là. Arrêtez de perdre votre temps avec des posts de ce genre. » (AC). « Que tout le monde retienne ceci. Les participants à cette manifestation, conscients ou pas des accointances avec l'extrême droite, se réunissent en fonction de ce qui les rassemble, et non ce qui les divise. C'est fatiguant de lire partout que tous ces organisateurs sont d'extrême droite, ce que je ne nie pas, alors que la gauche reste hors du game, en stigmatisant les manifestants. Ils feraient mieux de se bouger... On n'a pas dit que ces manifestants allaient être récupérés dans les urnes de l'extrême droite... » (LB).

Un lecteur encore favorable à Penasse ira même à affirmer que *RésistanceS* a produit une infox : « Je pense que vous êtes pris la main dans le sac. C'est un montage. Il n'y

CE QUE KAIROS NE SAVAIT PAS AU SUJET DE CIVITAS,

Civitas a été un des principaux organisateurs des « marches » contre la vaccination lors de la pandémie de la Covid-19. Après décembre 2021, le rédacteur en chef de *Kairos* est en contact régulier avec Alain Escada, son président. Qui ne serait pas d'extrême droite, selon sa grille d'analyse politique. Et pourtant, il suffisait de quelques clics sur la Toile pour connaître la vraie nature de Civitas.

Organisation basée essentiellement en France, Civitas est aussi actif en Belgique. Sur sa plateforme Internet belge, il est proclamé : « *Civitas est un mouvement politique œuvrant à promouvoir et défendre la souveraineté, l'identité nationale et chrétienne de la Belgique en s'inspirant de la doctrine sociale de l'Église, du droit naturel et des valeurs patriotiques, morales et civilisationnelles indispensables à la renaissance nationale.* »

Qu'est en réalité Civitas ? Il s'agit de la branche politique de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X (FSSPX), le mouvement religieux catholique fondé en 1970 par monseigneur Marcel Lefebvre (1905-1991). Excommuniée de l'Église par le Vatican en 1988 pour pratiques révolues, la FSSPX poursuit seule sa croisade contre les « fausses religions » (juive, musulmane et protestante) au sein d'infrastructures développées dans le monde entier, à partir de son siège

central installé à Écône, dans le Valais suisse. Sa vision religieuse est conservatrice et traditionaliste. Ses messes sont exclusivement dites en latin, selon la liturgie des origines. Proposant une « Cité catholique », la FSSPX revendique la création d'États théologiques autoritaires où les lois des Hommes seront proscrites au profit des écrits bibliques. La FSSPX propose une contre-société sectaire qui se développe dans ses écoles privées à l'ombre de l'instruction publique.

Politiquement, ce courant religieux n'a jamais caché son attachement pour les dictateurs national-catholiques européennes, celles de Salazar, de Franco et de Pétain. Idéologiquement, la FSSPX se nourrit encore de nos jours des écrits de Charles Maurras (1868-1952), le théoricien monarchiste français du « nationalisme intégral » et de l'« antisémitisme d'État ». Des prêtres en soutane stricte ont célébré des messes en

l'honneur de personnalités de l'extrême droite européenne, comme le fasciste espagnol José Antonio Primo de Rivera, le premier numéro deux du FN français François Duprat, le chef du rexisme Léon Degrelle, l'ex-militaire français Paul Touvier, l'écrivain fasciste et négationniste Maurice Bardèche ou encore le conspirationniste antisémite Henry Coston.

Dans les années 1980, la FSSPX soutient en France le Front national de Jean-Marie Le Pen et en Belgique, celui du docteur Daniel Féret. Plusieurs élus frontistes belges proviennent de la FSSPX, dont l'un de ses députés fédéraux. Après un compagnonnage de route avec la droite radicale institutionnalisée, les lefebvristes vont tenter une expérience électorale autonome en France, via son Institut Civitas, qui se transforme en 2016 pour l'occasion en parti politique. Cependant, après l'annonce d'une présence aux élections européennes de 2019, Civitas - faute de compé-

a pas «Civitas» sur la photo d'origine mais «non à la vaccination obligatoire». Si ça se confirme, c'est la preuve que vous êtes un site manipulateur pour discréditer des opposants comme Kairos ! » (STG).

Face aux propos en défense d'Alexandre Penasse, un lecteur de *RésistanceS* répondra : « Le fascisme (l'extrême droite) était bien là via les organisations comme Civitas, Schield en Vrienden, le Vlaams Belang... via des récupérations de symboles comme l'étoile jaune que portaient les Juifs sous Hitler, via des croix gammées, via la promotion de sites «d'info» émanant de Qanon dont des sympathisants étaient présents. Et après, vous allez mettre la faute sur le dos de la Gauche ? C'est d'une malhonnêteté intellectuelle crasse. » (TB). Un autre affirmera : « J'y étais et je suis parti lorsque j'ai vu l'affiche de Civitas juste derrière Penasse et l'orateur. Comment peuvent-ils accepter que Civitas s'affiche ainsi. Seule réponse, c'est qu'ils se sont alliés. Par opportunisme ? Peut-être mais on s'en fout finalement. Récupération d'extrême droite à fond et à gerber tout simplement. Que quelques fachos soient à la manif, ma foi, on ne peut pas leur empêcher d'y participer. Mais de s'afficher ainsi. No. No. Pasaran. » (ACB). ↗

« L'extrême droite, la dictature est au gouvernement, foutez la paix à Kairos qui fait un travail merveilleux. Avant de raconter n'importe quoi, eux, ils ont des couilles et ne font pas de l'agitation fébrile sur les réseaux comme vous, dirait-on ! »
(Un commentaire laissé sur le mur du journal *RésistanceS*)

VRAIMENT ?



Alain Escada, président de Civitas, un mouvement traditionaliste catholique : compagnon de route de Kairos.

tences suffisantes pour y parvenir - il renonce à son projet électoral.

Alain Escada

Le président de Civitas est le Belge Alain Escada. Ancien secrétaire personnel du lieutenant-général Émile Janssens, l'ex-chef de la Force publique au Congo belge, Escada provient des rangs de la droite belge conservatrice, nationaliste, maurras-

sienne, monarchiste et catholique. Dans les années 1990, il monte au Front national de Daniel Féret, suit sa scission de 1995, cofonde le Front nouveau de Belgique (FNB), puis revient au FN avant de se rapprocher des nationaux-solidaristes du Mouvement Nation. Disciple des messes en latin de la FSSPX, Alain Escada est actif chez ses laïcs.

À partir du milieu des années 2000, Alain Escada est de plus en plus présent outre-Quévrain. En 2009, il est désigné secrétaire général de Civitas. Trois ans plus tard, il en devient son président. L'activité d'Escada en France avec Civitas coïncide avec un souhait de la FSSPX de se faire plus discrète au niveau politique, en tous les cas durant ses négociations secrètes avec le Vatican, pour y être réintégrée.

Dans son action politique, Alain Escada s'acoquine avec un prêtre lefebvriste particulièrement actif, l'abbé Xavier Beauvais, l'ancien curé de la paroisse intégriste de Saint-Nicolas du Chardonnet à Paris. Admirateur indéfectible de Léon Degrelle, comme Escada, ce Beauvais est un pur et dur. En 2016, il a été condamné en appel pour injure raciale. Mais est resté le responsable de Civitas

en charge de la « formation pour la doctrine sociale de l'Église ».

Francs-maçons : le danger

En novembre dernier, lors de sa « Fête du Pays réel » (nom doublement donné en référence aux écrits de l'antisémite Charles Maurras et au titre de l'organe de presse du parti Rex de Léon Degrelle), organisée chaque année dans le sud de Paris, le gratin de l'extrême droite française était une fois encore réuni autour d'Alain Escada. Durant la même période, sur le terrain, des sections locales françaises de Civitas se lancèrent dans une nouvelle campagne de propagande. Thème de celle-ci : les dangers de la franc-maçonnerie. Extrait de son tract diffusé : « Un grand nombre de ses membres sont des hommes politiques (de tous bords), des journalistes, des enseignants, des juges, des directeurs de grandes entreprises etc... Ces personnes d'influence sont donc aux ordres de leurs supérieurs "francs-maçons". Ils se trouvent dans tous les rouages de notre société. Cette "société secrètes" a une immense emprise sur les institutions et organes divers de notre pays ! ».

Théocratie absolue, antisémitisme, antimaçonnisme, théories du complot ... voilà ce que propose Civitas. Qui ne serait pas d'extrême droite pour Kairos...

⇒ Plusieurs jours après l'écho de *RésistanceS* sur la présence active d'Alexandre Penasse à la marche antivax du 5 décembre 2021, celui-ci, pour s'en défendre, va s'exprimer dans une vidéo réalisée et diffusée sur le Net par *Kairos*. Le rédacteur en chef en question y présente des arguments marqués d'une grande incrédu- lité. Il dira qu'il n'était pas dans la liste des orateurs programmés et a décidé, quasi sur un coup de tête, par opportunisme, de monter de lui-même sur le podium placé par ses organisateurs. Sans pour autant bien savoir de qui il s'agissait. Sa ligne de défense est des plus fragiles.

C'est indéniable, l'information révélée par le journal *RésistanceS* va provoquer une polémique sur un sujet sensible. Alexandra Penasse va-t-il se ressaisir ?

« De l'extrême gauche à l'extrême droite »

Avec un visuel d'un « collectif » antivaccin, le journal *Kairos* va faire la promotion de la « marche » suivante (intitulée « *manifestation nationale # 4* »), celle du dimanche 9 janvier 2022, toujours à partir de la gare de Bruxelles-Nord, et encore une fois encadrée par les mêmes organisateurs, pour la majorité provenant de l'extrême droite francophone et flamande. Sur le visuel en question, aux couleurs nationales, il est écrit : « *Peuple de Belgique, debout ! Non-Vaxx / Mono Vaxx / Double Vaxx / Triple Vaxxx de l'Extrême Gauche à l'Extrême Droite, Flamands et Francophones, de souche, zarbi, türks, roumains, congolais... Frères de Résistance et Liberté, LEVEZ-VOUS ! STOP CST / STOP OBLIGATION VACCINALE / STOP MASQUE ENFANTS & ADOS / LIBERTÉ !* ».



De la dénonciation des intérêts de « Big Pharma » à la proximité avec l'extrême droite, il y avait un pas, que *Kairos* a franchi.

Cette affichette digitale diffusée par *Kairos* va directement susciter des réactions hostiles. Par exemple, la veille de la marche, Pierre Eyben, un représentant de la nouvelle gauche écologiste liégeoise, note sur son mur Facebook : « *Kairos qui fut un journal honorable et qui appelle à une manifestation qui se revendique sans ambages comme ouverte «de l'extrême gauche à l'extrême droite». On arrive bien au bout de cette logique folle qui consiste à faire fi de toute barrière idéologique au nom de la lutte contre la politique gouvernementale (discutable à bien des égards c'est évident) contre le Covid. Je suis affligé par ce degré de confusionnisme, par cette idée affreuse qu'il serait un combat qui transcende tout le reste, au point de justifier de faire cause commune (de façon revendiquée) avec les fachos. Mais quelle liberté pouvons-nous défendre aux*

QUI SONT LES ORGANISATEURS DES « MARCHES ANTIVAX » ?

Une présence sur place a permis de se rendre compte que les participants dans leur majorité n'étaient pas d'extrême droite. Cependant, il suffisait de bien radioscopier les affichettes et autres visuels de mobilisation pour connaître l'appartenance idéologique de ses organisateurs. Qui, lors des défilés de rue, diffusèrent leurs thèses conspirationnistes.

L'immense majorité des participants contre les mesures sanitaires mises en place, dès le mois de mars 2020, par les autorités politiques pour mettre fin à la pandémie provoquée par la Covid-19, ne peut être associée à l'extrême droite. Les participants par milliers aux « marches pour la liberté » se singularisaient par leur grande diversité. Ils représentaient une Belgique bigarrée, multiculturelle et interclassiste. Nous avons pu constater, à chaque fois lors de nos observations au cœur de celles-ci, que les personnes présentes, souvent en famille, entre collègues

ou amis, n'avaient aucunement le profil d'activistes d'extrême droite. La composition des « marches » est un mixte entre les rassemblements organisés après la mort du roi Baudouin (1993), les marches blanches durant l'« affaire Dutroux » (1996), les actions des Gilets jaunes (2018-2019) et les marches pour le climat (2019-2022).

Néanmoins, un constat a été fait tant en Belgique qu'à l'étranger (en Allemagne, en France ou en Italie) : l'extrême droite a été fortement présente au sein de la mouvance organisatrice

de ces mobilisations populaires. Après les marches bruxelloises, nous pouvons faire les constats suivants :

▷ Parmi leurs organisateurs, il n'y avait quasiment que des groupes d'extrême droite (Civitas, Feniks, Éveil...) ou apparentés (INCI, Viruswaanzin, Het Katholiek Forum...). Ils furent les plus actifs et les plus visibles.

▷ Des plateformes mobilisatrices avaient des liens directs avec la droite radicale traditionaliste catholique.

côtés de la peste brune, de celles et ceux qui entendent précisément priver de droits (à commencer par celui tout simple de vivre ici) celles et ceux qui n'ont pas la bonne couleur de peau ou la bonne religion ? »

Claude Semal évoquera lui aussi dans l'éditorial de son média en ligne, l'Asymptomatique, la diffusion de ce visuel par Kairos. L'artiste de gauche bruxellois écrit le jour de la marche : « Je viens de voir passer une affiche diffusée par Kairos pour la manif de ce dimanche 9 janvier, et bien que je partage en gros ses revendications, je n'y mettrai pas les pieds. J'avoue même en être assez effaré. Outre une esthétique graphique qui rappelle furieusement l'extrême droite belge des années 80, perso, il y a là pour moi un problème politique majeur. Elle appelle à manifester "de l'extrême gauche à l'extrême droite" (sic). Or une chose est de marcher dans un mouvement de masse à côté de mecs d'extrême droite : perso, je m'en fous. Ou plutôt, comme la pluie, c'est parfois un truc emmerdant contre lequel on ne peut pas grand-chose. Mais une autre est d'appeler explicitement à une manif avec les fachos. Car jamais, en aucune façon, l'extrême droite ne sera l'amie "de nos libertés". Si vous en doutez, lisez son programme, son histoire, son idéologie. Cette confusion des extrêmes, connue sous le nom de "rouge-brun", est une des plus dangereuses et des plus puantes par les temps qui courent. Et je suis vraiment désolé si certains de mes amis s'y égarent aujourd'hui. »

Sur place, le dimanche 9 janvier 2022, Alexandre Penasse, comme l'officiel reporter de Kairos, sera dès lors obligé, dès le début du direct proposé par Kairospresse, de déclarer : « Il y a des choses à préciser tout de suite. Nous avons relayé une affiche qui était faite par un collectif où il était mis "de l'extrême gauche à l'extrême droite venez

tous», ça manquait un peu de délicatesse évidemment et si nous devons encore le répéter : nous ne soutenons pas les mouvements d'extrême droite, mais nous rappelons aussi que l'extrémisme il est surtout au niveau du gouvernement, voilà, et qu'ici on ne contrôle pas les gens qui viennent et donc que s'il y a quelques personnes d'extrême droite on ne peut rien y faire. Mais ils ne sont pas mieux que l'extrême centre [...] et que l'extrémisme gouvernemental. On ne veut d'aucun des deux. » (extrait de la vidéo du 9 janvier 2022 de Kairospresse).

Plusieurs organisations et personnalités d'ultra droite ont désormais fait de Kairos un média de référence pour leur propre combat

Une évidence, Alexandre Penasse – comme ses supporters - continue dans la voie du déni. Il ne le voit pas ou ne veut pas le voir (étonnant pour un journaliste d'investigation comme il se présente) que, certes si les manifestants dans leur majorité ne le sont pas : les organisateurs des marches en question sont d'extrême droite pour la plupart d'entre eux (comme dans d'autres pays encore : France, Italie, Allemagne...). Pour éviter de le reconnaître, Penasse va systématiquement adop-

▷ La seule expression politique structurée présente parmi les manifestants était l'extrême droite. Absence totale par exemple de l'extrême gauche, pourtant elle aussi opposée au gouvernement.

▷ Les deux seuls élus politiques ayant pris la parole comme orateurs ont été des parlementaires européens d'ultra droite.

▷ Une présence de groupes ou de personnalités d'extrême droite, dont du Vlaams Belang, fut observée.

▷ Beaucoup de discours et de slogans qui se sont fait entendre lors des mobilisations sont directement extraits du vocabulaire provenant du lexique de l'extrême droite : « Tyrannie sanitaire » « Dictature sanitaire », « Dictature mondialiste », « Tous unis contre la tyrannie covidiste du gouvernement », « Face à un gouvernement corrompu, la désobéissance est un devoir » ...

▷ Pour cibler les adversaires (les gouvernements, les experts et les médias), une banalisation et une analogie avec le nazisme ont été opérées. Slogans observés : « QR = Croix gammée », « La liberté ne se scanne pas. Non au paSS de la honte » ou « Non au pass NAZItaire ». De nombreux manifestants portaient encore sur leur veste une « étoile jaune » avec, à la place où était inscrit le mot « Juif » durant l'Occupation nazie, était écrit « Non vacciné ».

▷ Durant les défilés antivax, une critique des médias s'est fortement exprimée (avec des slogans comme : « Virus = médias » ou « Merdias ») et des violences ont été commises contre des journalistes présents sur place pour les couvrir.

▷ La diffusion de thèses conspirationnistes a été généralisée, avec des slogans comme : « Ils n'auront pas de GOULAGS assez grands pour tous nous mettre dedans ! », « Stop

Alexandre Penasse monte à la tribune et prend la parole à la « Marche pour la liberté », aux côtés d'Alain Escada, du groupuscule d'extrême droite Civitas.



RESISTANCES

au génocide des Gaulois » (idée de la théorie du « Grand remplacement »), « Non au génocide covid organisé », « À QUI profite le crime ?! », « Protocols of zion is over ! » ...

⇒ ter la stratégie classique dans le domaine de la communication politique, quand un politicien est mis en difficulté par des adversaires ou par la presse : le déplacement latéral. En quelque sorte : « Les extrémistes ce n'est pas nous mais les membres du gouvernement. »

Renforcement des liens

Malgré les nouvelles preuves encore ensuite apportées par le journal *RésistanceS* et d'autres (par exemple le Front antifasciste de Liège) sur la nature exacte des organisateurs des dites « marches », *Kairos* va poursuivre coûte que coûte avec elles le combat contre les politiques sanitaires. Il ira même encore plus loin à partir du mois de mai 2022. Une véritable collaboration va s'établir entre ces deux mouvances.

Le 3 mai 2022, le site Média-Presse-Infos diffuse plus de 26 minutes d'un « *entretien exclusif avec le reporter dissident Alexandre Penasse (Kairos)* » pour lui permettre de « *décrire les pressions subies et les collusions politico-médiatiques* » dans le cadre du combat de remise en cause systématique des politiques sanitaires contre la Covid-19. Son « *entretien exclusif* » avec Média-Presse-Infos sera promotionné, dès le lendemain, par le réseau de Civitas. Penasse connaissait-il la ligne éditoriale exacte de ce média ? Une recherche rapide sur un moteur de recherche, lui aurait permis au préalable de très vite en connaître le rattachement à l'extrême droite catholique traditionaliste. Le contact belge de Média-Presse-Infos est par ailleurs Alain Escada.

« L'écologie politique, la décroissance et la critique de la technologie n'échappent pas à des interférences confusionnistes avec l'ultra-conservatrice » (Philippe Corcuff)

Un hasard ? Dans les circonstances désormais connues, un tel hasard aurait bon dos. Fort d'un sens politique aigu, le rédacteur en chef de *Kairos* doit très bien savoir avec qui il milite dorénavant. Il restera cependant toujours dans le déni ou le déplacement latéral. Tout en poursuivant son compagnonnage avec le milieu conspirationniste catholique d'extrême droite.

Onze jours après la diffusion de l'« *entretien exclusif* » accordé par Alexandre Penasse au média d'extrême droite Média-Presse-Info, la rédaction du journal *RésistanceS* reçoit un e-mail de Bernard Legros, un des responsables de *Kairos*. Le message est clair : « *Le journal Kairos vous convie à un débat en live Facebook avec Alain Escada, modéré par moi-même, autour de la question de l'actualité de l'extrême droite en Belgique. Ce débat, que nous voulons raisonnable et courtois, aurait lieu début juin,*



A l'initiative des manifestations contre les mesures sanitaires et des informations fantaisistes sur le Covid, on trouve beaucoup de sympathisants de l'extrême droite.

un jour de semaine, à 18 h, et durerait 1 heure. M. Escada nous a déjà donné son accord pour débattre avec vous. » Bien entendu, sur la base des principes élémentaires du cordon sanitaire, l'invitation à débattre sera refusée.

Pas pour *Kairos*, puisque le 2 juin suivant, il donnera carrément la parole au président de Civitas dans un long entretien (plus de 41.000 caractères, sur l'équivalent de onze pages A4 !) qui sera publié sur son site. En guise d'introduction, Alexandre Penasse écrit : « *Les quelques drapeaux brandis par les partisans de Civitas, qui participent activement aux manifestations, sont régulièrement mis en exergue par les médias dominants pour dénoncer le noyautage supposé de l'extrême droite catholique. Contre un tel amalgame, Kairos a décidé de refuser tout ostracisme a priori mais, au contraire, d'engager le dialogue avec Civitas. Il s'agit là de notre part d'un exercice paradoxal car si, en effet, nous nous croisons régulièrement lors des grandes manifestations du dimanche, nous évoluons dans des univers intellectuels et politiques très différents et, à vrai dire, nous ne nous connaissons guère. En donnant la parole à Alain Escada, le président de Civitas, nous nous efforçons, au-delà des caricatures et des préjugés, de comprendre la philosophie et les prises de position politiques de ce mouvement. Un tel échange doit ainsi nous permettre d'identifier quelles sont nos convergences, certaines de par une même opposition à la dictature sanitaire, mais aussi quelles sont nos divergences de fond, lesquelles sont très marquées ainsi que cet entretien le démontre clairement.* »

Dans cet entretien avec Penasse, les mots exprimés par Escada sont bien choisis. Le chef de Civitas utilise des éléments de langage différents de ceux de son lexique habituellement réservé à son public. Dans sa discussion constructive avec *Kairos*, il emploie le mot « *dictature sanitaire* ». Pour les militants de Civitas, Escada dénonce systématiquement la « *dictature mondialiste* », dans la plus pure tradition de la littérature antisémite historique, dont il a été le propagateur, dès les années 1990, quand il dirigeait un opuscule confidentiel, *Polemique*. Le maître à penser d'Alain Escada était alors Henry Coston (1910-2001), l'un des plus célèbres théoriciens conspirationnistes antisémites français.

Dans son entretien avec Escada, après le déni, Penasse passe dans une phase de relativisme en minimisant le rôle joué par Civitas dans les marches antivax. Cet

entretien complaisant permettra à Alain Escada de rejeter toute appartenance à l'extrême droite. *Kairos* donnera ainsi la possibilité à son mouvement de se dédramatiser. Objectif de Penasse : persuader son lectorat qu'il n'existe donc aucun lien entre *Kairos* et l'extrême droite.

Avec un proche de Dieudonné et de Soral

En septembre dernier, Alexandre Penasse se rend, toujours comme reporter de *Kairos*, à l'« Université d'été Résistante : Le dernier rempart c'est vous », à Villeneuve-Lès-Avignon, dans le Gard près de Nîmes. Y sont annoncés notamment comme orateurs André Bercoff, journaliste d'ultra droite bien connu, David Bouillon, ancien candidat du Parti populaire de Mischaël Modrikamen ou encore Salim Laïbi, un auteur conspirationniste proche des antisémites Dieudonné et Alain Soral dans les années 2010. En Belgique, ce Salim Laïbi n'est pas un inconnu de la nébuleuse conspirationniste. En

« La “montée de l'extrême droite” est un cliché mondain, un clin d'œil attristé entre démocrates inquiets » (Alexandre Penasse)

décembre 2013, il avait déjà participé à Bruxelles au meeting de lancement du mouvement électoral « Debout Les Belges » mené par le député fédéral Laurent Louis. Élu aux élections de 2010, ce dernier fut ensuite exclu du Parti populaire (PP) et se lancera dans la diffusion à grande échelle d'intox provenant de théories du complot, avec le soutien du duo Dieudonné-Soral. Plus tard, le même Salim Laïbi sera diffusé en Belgique par *Kairos*. En juin 2022 : le média belge propose ainsi à ses membres une interview vidéo réalisée avec lui sous le titre du « nouveau désordre mondial ».

La proximité, le compagnonnage, le relativisme et la dédramatisation en faveur d'une organisation comme Civitas ou d'un conspirationniste comme Salim Laïbi par *Kairos* sont les derniers éléments qui permettent de douter de l'appartenance idéologique actuelle de ce périodique décroissant, né à gauche. Le Front antifasciste de Liège rappelait déjà le 8 juin dernier sur son mur Facebook : « Depuis longtemps déjà des collectifs et des associations ont tiré la sonnette d'alarme sur les analyses réactionnaires de *Kairos*. »

De plus, par l'observation des activités d'organisations et de personnalités d'ultra droite, il est constaté que plusieurs d'entre elles ont désormais fait de *Kairos* un média de référence pour leur propre combat. C'est le cas du « journaliste nationaliste » (sic) liégeois Lionel Baland mais aussi d'un ancien activiste de la droite radicale libérale comme Sylvain Vankeirsbilck qui sera présent aux dix ans de *Kairos* qui se dérouleront à Ophain en mai dernier. Cet ancien candidat des Listes Destexhe, aux élections fédérales de 2019, et présent ensuite aux diverses marches antivax bruxelloises écrira

à cette occasion que le journal dirigé par Alexandre Penasse est « un inconditionnel de la Liberté d'expression ». Pour sa part, le collectif En Colère, engagé activement dans la lutte « contre la dictature sanitaire », continuera à diffuser sur son mur Facebook des vidéos produites par *Kairos*. Tout comme L'Éveil, un autre groupuscule également conduit par des dissidents radicaux du Mouvement Nation et coorganisateur officiel des « marches pour la liberté ».

Remettre les barres sur les T

Le rapprochement entre *Kairos*, Civitas et d'autres groupuscules d'extrême droite, dans la lutte contre les mesures sanitaires s'intègre dans un fil rouge déjà observé ailleurs, et depuis plusieurs années. C'est justement ce que rappelle Stéphane François, un chercheur français en science politique spécialisé dans l'étude de l'extrême droite, dans son livre *Les verts – bruns. L'écologie de l'extrême droite française*, publié en février 2022 (1).

Détaillant l'histoire des convergences entre l'extrême droite et une partie de l'écologie radicale, tous deux opposés au néo-libéralisme, Stéphane François note à ce sujet : « Les milieux étudiés proposent [...] une défense du local et des différences contre la “macdonalisation” (ou la “coca-colonisation”) du monde. Ces thèses se manifestent surtout chez les décroissants, et chez les localistes d'extrême droite (Nouvelle Droite, Identitaires, nationalistes-révolutionnaires), dont la doctrine regroupe un ensemble d'idées soutenues par certains mouvements antiproductivistes, anticonsuméristes et écologistes radicaux. » Pour ce politologue : « Ces milieux convergent également sur le thème de la décroissance. »

Ce rapprochement est de l'ordre de la confusion doctrinale qui profite toujours pour finir à la dédramatisation de l'extrême droite. C'est justement le thème de l'ouvrage de Philippe Corcuff *La grande confusion. Comment l'extrême droite gagne la bataille des idées* (2). Pour lui : « L'écologie politique, la décroissance et la critique de la technologie n'échappent pas à des interférences confusionnistes avec l'ultraconservatrice. ». Le sociologue français prend pour illustrer ce phénomène politique le cas de Vincent Cheynet. Corcuff écrit que cette figure de proue du mouvement décroissant révèle des « intersections avec la droite conservatrice catholique ». Des articles du même Vincent Cheynet sont d'ailleurs publiés, depuis 2018, comme des références par *Kairos*. Encore un pur hasard, nous dira Alexandre Penasse.

Force est de constater que le rapprochement depuis l'hiver 2021 entre *Kairos* et un milieu d'extrême droite adepte des théories du complot, comme nous l'avons observé dans les lignes qui précèdent, fait partie de cette convergence confusionniste fortement teintée de conspirationnisme. Mais pour le principal intéressé, dans un de ses articles (publié le 22 juin 2022) : « La “montée de l'extrême droite” est un cliché mondain, un clin d'œil attristé entre démocrates inquiets. » Rien d'autre... □

(1) Stéphane François, *Le Bord de l'eau*, Documents.

(2) Philippe Corcuff, *Petite encyclopédie critique*, Ed. Textuel, 2021.